

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

TABLEAU DE BORD SECTORIEL DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE

Janvier 2019

HARRAOU Khalid



DEPF
Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc



depf@depf.finances.gov.ma



(+212) 5 37.67.74.15/16



www.depfinances.gov.ma

Sommaire

Note de présentation.....	2
 1. Secteur agricole.....	3
 2. Secteur des pêches maritimes.....	5
 3. Secteur des mines.....	7
 4. Secteur de l'eau.....	9
 5. Secteur de l'énergie.....	11
 6. Secteur de l'industrie manufacturière.....	14
 7. Secteur du bâtiment et travaux publics.....	16
 8. Secteur des transports.....	18
 9. Secteur du tourisme.....	21
 10. Secteur des télécommunications.....	23
 11. Secteur des assurances.....	26
 12. Secteur bancaires.....	28

» Note de présentation

Le Maroc s'est engagé dans une stratégie de transformation profonde de son économie moyennant des stratégies sectorielles visant la modernisation de son appareil productif et le renforcement de ses performances et de sa résilience.

Ainsi, l'intérêt porté par notre pays à la modernisation accélérée des activités relevant du secteur primaire obéit autant à une logique de consolidation des ressorts sectoriels de la croissance de l'économie nationale et à la mobilisation de gisements additionnels d'emplois qu'à l'impératif d'assurer une meilleure valorisation des ressources naturelles et le renforcement de leur durabilité.

Par ailleurs, les options industrielles adoptées par le Maroc au cours des deux dernières décennies ont enclenché une dynamique qui a amélioré l'attractivité du pays aux investissements étrangers et a favorisé l'émergence des métiers mondiaux du Maroc. Ces choix devraient être consolidés pour induire les changements structurels attendus notamment en termes de création conséquente de valeur ajoutée et d'emplois. Il s'agit, à cet effet, d'une grande ambition que le Maroc s'est fixée pour accélérer l'éclosion d'une industrie nationale compétitive et résiliente et répondre, par ricochet, aux besoins de développement économique et social du pays.

En outre, l'économie marocaine s'est inscrite dans un processus de tertiarisation avec une part dans la valeur ajoutée globale de 56,5% en 2017, en gain de 5,2 points par rapport aux débuts des années 90. En effet, les stratégies couvrant les secteurs des services et d'appui sont appelées à consolider leur rôle central dans la création de richesse et d'emploi et dans l'accompagnement du processus de transformation structurelle du tissu productif moyennant une plus ample complémentarité entre ces deux pans de l'économie.

La présentation de ce tableau de bord est conçue de manière à faire ressortir les mutations structurelles de l'économie marocaine depuis 2000. Les graphiques et tableaux réunis dans ce document permettent de retracer l'essentiel des tendances sectorielles de l'économie marocaine.

Les thèmes suivants : la contribution sectorielle à la croissance économique, le secteur agricole, le secteur des mines, le secteur de l'énergie et de l'eau, le secteur de l'industrie, le secteur du bâtiment, le secteur des transports, le secteur du tourisme, le secteur des postes et télécommunications et le secteur des assurances seront successivement abordés.

1. Secteur agricole



Le secteur primaire joue un important rôle économique, social et environnemental dans notre pays. Il a représenté près de 13,9% du total des valeurs ajoutées aux prix courants durant la période 2008-2017, 12,9% pour l'agriculture et 1% pour la pêche. Il emploie plus de 4 millions de personnes en 2017, soit 38,7% de la population active occupée.

Depuis son lancement, le PMV a enclenché une transformation structurelle du secteur agricole marocain. Cette stratégie est en passe de réussir le défi de renforcer la résilience de la valeur ajoutée agricole en renforçant le poids des filières à forte valeur ajoutée et en améliorant la productivité de la filière céréalière.

Les réalisations ont été rendues possibles grâce à la réorientation du soutien public vers les productions agricoles à forte valeur ajoutée et parfaitement résilientes aux aléas climatiques. Le renforcement de l'appui public en faveur du secteur a concerné aussi bien l'investissement public que le soutien à l'investissement privé sous-forme de subventions. Ainsi, l'investissement public global au niveau du secteur agricole a plus que triplé sur la période 2008-2016, passant de près de 3,1 à 9,9 milliards de dirhams, soit un taux de croissance annuel moyen de près de 14,4%. La même évolution est observée au niveau de la composante « soutien à l'investissement privé » qui est passée de 1 à 3,3 milliards de dirhams sur la même période.

Cette dynamique a permis au secteur agricole de réaliser une croissance soutenue et moins erratique de sa valeur ajoutée, avec un Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM) de 6% sur la période 2008-2017, attestant d'un bon comportement des différentes filières agricoles, notamment la filière céréalière dont les performances se situent au-dessus de la moyenne (près de 80 millions de quintaux). Les composantes de la production agricole hors céréales ont enregistré un rebond important, particulièrement l'élevage (le taux de réalisation en 2016 de l'objectif de 2020 a atteint respectivement 90% et 68% pour les viandes rouges et les viandes blanches) et l'arboriculture (le taux de réalisation de 70% et 57% respectivement pour les agrumes et l'olivier).

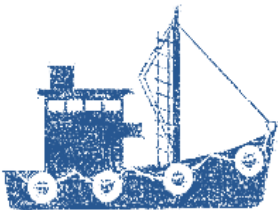
Le caractère soutenu de la croissance du secteur agricole apparaît au niveau de la baisse marquée de l'écart-type de la Valeur Ajoutée Agricole (VAA) de près de 63,5% entre les deux périodes 1990-1999 et 2000-2017, induite notamment par un rétrécissement du poids de la céréaliculture dans la VAA.

Parallèlement au processus de transformation structurelle de la VAA, les efforts déployés en matière de renforcement de l'inclusivité de la politique agricole nationale ont été poursuivis. Dans le cadre du déploiement du pilier 2 dédié à l'agriculture solidaire, 215 projets ont été réalisés avec un investissement de près de 2,1 milliards de dirhams sur un budget global avoisinant 15 milliards de dirhams.

Au vu des acquis enregistrés et des perspectives qui se profilent, l'approfondissement de la transformation structurelle du secteur agricole et la concrétisation pleine et entière des ambitions du PMV rendraient nécessaire d'apporter des réponses appropriées à un certain nombre de défis de taille. Parmi lesquels, il convient de citer notamment :

- » La durabilité du modèle de développement agricole face au phénomène irréversible du changement climatique et de ses effets dévastateurs sur les bases productives de l'agriculture. Plusieurs dimensions de la politique de l'eau et de l'irrigation au Maroc sont amenées à être renforcées, y compris l'adaptation du volet tarification de l'eau d'irrigation au contexte climatique contraignant de notre pays. Cette réforme, devant refléter la rareté de l'eau et le coût réel de sa mobilisation, contribuerait à orienter les agriculteurs vers les spéculations agricoles alliant compétitivité et valorisation optimale des ressources en eau.
- » La valorisation de la production agricole, par le biais d'une intégration en amont du secteur agro-industriel aux autres sphères de l'économie. Outre la mise en œuvre des dispositions du contrat programme du secteur signé en 2017, cet objectif rendrait nécessaire de redynamiser l'agrégation agricole et d'assurer une meilleure adéquation entre l'offre agricole et la demande agroindustrielle.
- » Le développement conséquent de la compétitivité à l'international des exportations agroalimentaires, en renforçant l'agro-logistique à l'export à travers la mise en place d'un réseau de plateformes d'exportations intégrées et multi-filières et en ciblant en priorité les marchés de l'Afrique, de l'Europe et de la Russie et potentiellement ceux de l'Amérique du Nord. De même, il serait hautement profitable de procéder à l'activation de l'agrégation autour des grands opérateurs agroindustriels capables de mieux relever les pressions concurrentielles qui caractérisent ce secteur.
- » Le renforcement du rôle de l'agriculture dans le développement rural. En effet, et à côté de l'amélioration de la productivité agricole, il est opportun d'ancrer davantage le secteur agricole dans son environnement à travers une approche de développement intégré du monde rural moyennant une plus grande convergence des politiques publiques (infrastructure de transport, agro-industrie, éducation, santé...). Ceci favoriserait, d'une part, la création des activités hors agricoles dans le domaine de la transformation et de la distribution des produits agricoles pour plus de revenu et de création d'emplois et, partant, l'atténuation de l'exode rural, et d'autre part, l'amélioration de la compétitivité des produits agroalimentaires (en termes de logistique, de normalisation et d'innovation).
- » La consolidation de la vocation inclusive de l'agriculture marocaine à travers la poursuite des actions structurantes engagées dans le cadre du Pilier II du PMV visant à améliorer et à sécuriser les revenus des petits agriculteurs. Il importe de renforcer, également, dans la vision du développement du secteur les mécanismes garantissant un cadre décent du travail agricole et ce, à travers l'adaptation et la veille au respect de la réglementation relative au système de rémunération, à la sécurisation de l'emploi et aux normes de sécurité du travail.

2. Secteur des pêches maritimes



Le secteur des pêches maritimes contribue à hauteur de 1% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7,3% à celles relatives aux activités primaires entre 2008 et 2017. En 2017, les départements de la pêche côtière ont augmenté, pour s'établir à 1310 milles tonnes contre 918 en 2016 et de 7285 millions de dirhams contre 6753 un an auparavant.

Le Maroc a placé le développement du secteur halieutique parmi les piliers majeurs pour édifier une économie bleue durable et à forte valeur ajoutée. Outre les opportunités en termes de création de valeur ajoutée et d'emplois, le secteur recèle d'opportunités sur le plan des échanges extérieurs au vu de la dynamique soutenue des importations mondiales de poissons.

Pour mobiliser le potentiel dont recèle ce secteur porteur, le Maroc a lancé dès 2009 le plan Halieutis. Ce plan compte à son actif plusieurs projets structurants touchant l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur de la pêche. Parmi ces projets, il convient de citer notamment l'adoption des mécanismes de gestion rationnelle de la ressource, le renforcement des infrastructures de débarquement (ports, PDA¹, VDP²) et de commercialisation (halles et marchés de poissons), l'appui à la valorisation des produits de la pêche et l'amélioration de la compétitivité des produits de la mer (programme de création de trois pôles de compétitivité : Haliopole d'Agadir³, projet mixte agriculture-pêche du Nord et le pôle du Sud). A cela, s'ajoutent des actions dédiées à la pêche artisanale visant la promotion de la qualité des captures et l'amélioration des conditions de vie, de travail et de sécurité des professionnels de cette activité.

Parallèlement à la modernisation du secteur de la pêche et la valorisation des produits de la mer, le Maroc s'est engagé en faveur du développement du secteur de l'aquaculture, qui a été intégré en tant que composante essentielle au niveau de l'axe durabilité du plan Halieutis et ce, dans un souci d'atténuer les pressions qui s'exercent sur les ressources halieutiques. Dans ce cadre, l'Agence Nationale de Développement de l'Aquaculture, créée en 2011, a lancé de multiples chantiers allant de la planification aquacole à l'accompagnement des investisseurs. Parmi ces chantiers phares figurent, en particulier, l'élaboration de 5 Plans d'Aménagement Aquacoles sur toute l'étendue du littoral marocain en vue de mettre à la disposition des investisseurs des espaces dédiés à une activité aquacole adaptée et durable.

Actuellement, trois plans aquacoles ont été lancés (ceux de Dakhla-Oued Eddahab, d'Imessouane à Sidi Ifni et de la Méditerranée) pour un potentiel de production de 380.000 tonnes, ce qui renseigne sur l'existence d'une énorme marge de production aquacole à valoriser eu égard à la capacité de production actuelle qui demeure limitée à près de 510 tonnes réalisées en 2016⁴.

Le lancement des plans aquacoles concernant les autres régions du littoral national est prévu pour la période 2018-2019. A noter, que plusieurs projets ont été engagés suite au lancement par l'ANDA des appels à manifestations d'intérêt aussi bien dans la région du Nord que dans la région du Sud.

¹ Points de Débarquement Aménagés

² Villages De Pêcheurs

³ L'objectif étant de faire de la région d'Agadir une plate-forme nationale et internationale de valorisation des produits de la mer à travers le port de pêche et le pôle Haliopolis.

⁴ Pour plus de détails consulter l'étude « Aquaculture marine marocaine : Potentiel et nécessités de développement » co-publiée par la DEPF et l'ANDA : <http://depf.finances.gov.ma/wp-content/uploads/2018/01/Etudeaquaculture.pdf>

L'ensemble des efforts déployés ont contribué à l'amélioration des résultats du secteur halieutique. En effet, le secteur a réalisé, en 2017, une production totale de 1,4 million de tonnes, soit un taux de réalisation de près de 84% de l'objectif fixé par le Plan Halieutis à l'horizon 2020. En termes de performance commerciale, près de 21,2 milliards de dirhams d'exportations ont été réalisés en 2017 (soit 70,5% de l'objectif en 2020) contribuant ainsi à près de 58% des exportations agro-alimentaires et à plus de 16% des exportations totales des biens. A noter que le secteur assure également près de 700000 emplois directs et indirects.

En termes de mobilisation du potentiel de la coopération extérieure pour renforcer le développement du secteur halieutique national, l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche, liant le Maroc et l'Union Européenne a été renouvelé en juillet 2018. Cet accord, qui marque 30 ans de coopération entre les deux parties s'inscrit en cohérence avec les objectifs de renforcement de la mise à niveau et de la durabilité de ce secteur névralgique.

Nonobstant les performances jusque-là enregistrées par le secteur halieutique, celles-ci demeurent insuffisantes eu égard au potentiel réellement mobilisable. En effet, une grande partie de la production halieutique est exportée à l'état frais sans aucune transformation (41% du volume total des exportations), bien que cette part s'inscrive dans une tendance baissière depuis quelques années. Cela représente indubitablement un important manque à gagner en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée au niveau national et local.

En outre, les exportations du secteur demeurent caractérisées par une forte polarisation sur les marchés de l'Union Européenne, qui absorbent 60% des exportations halieutiques marocaines. L'ouverture sur de nouveaux marchés dont notamment l'Afrique, conjuguée à une meilleure valorisation des produits, pourraient induire des effets positifs sur le développement du secteur halieutique national.

Sur un autre registre, l'optimisation des efforts consentis sur le plan des infrastructures et de la modernisation de l'outil de production rendrait nécessaire de remédier aux insuffisances relevées tout au long de la chaîne de valeur du secteur. Outre la nécessité d'une meilleure maîtrise de la chaîne de froid, l'accent devra être mis sur l'adaptation des infrastructures de débarquement à la flotte à grand tonnage pour permettre le débarquement de la totalité des captures des ressources halieutiques au niveau des ports marocains.

Non moins important, le développement à terme d'une flotte industrielle nationale performante comparable à celle des pays étrangers devrait être envisagé. A cela s'ajoute la qualification de la main d'œuvre et l'amélioration des compétences au service de l'innovation de nouveaux produits compétitifs avec des emballages attractifs et à forte valeur ajoutée, sachant qu'il existe une ferme volonté des opérateurs marocains à aller dans ce sens eu égard à une demande mondiale accrue de produits à base de poissons.

3. Secteur des mines



Le secteur des mines contribue à hauteur de 3,2% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 11,1% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017. Il emploie directement plus de 53,9 milliers de personnes soit 0,5% de la population active occupée en 2016.

Le Maroc, à travers le groupe OCP, est devenu, au fil des années, un véritable faiseur du marché mondial du phosphate et dérivés. Ainsi, le groupe a attesté d'une résilience confirmée grâce à ses avantages compétitifs solides, en particulier, les grandes réserves de phosphates, les coûts de production les plus bas de l'industrie suite à la mise en service de projets structurants (slurry pipeline¹...), une grande diversification des marchés à l'export avec une ouverture de plus en plus marquée sur le continent africain avec des produits adaptés aux spécificités pédoclimatiques et culturelles des terres africaines...

Malgré un contexte mondial marqué par la baisse des cours des phosphates et dérivés en 2017, le Groupe OCP a réalisé de bonnes performances avec une hausse de son chiffre d'affaires (CA) de 14%, passant de 42,4 milliards de dirhams en 2016 à 48,5 milliards de dirhams en 2017. La ventilation du CA par produit fait état de la prédominance des ventes à l'étranger des engrais avec une part de 54%, suivies de celles de la roche (21%), et une part de 15% pour celles de l'acide phosphorique.

De même, la ventilation du CA par région montre une présence forte du Groupe sur toutes les régions du monde avec une montée en puissance de l'Afrique qui s'accapare, désormais, une part de 27%, suivie de l'Europe (22%), l'Amérique du Nord (16%), l'Amérique Latine (16%), l'Inde (9%), et le Moyen Orient (6%).

La demande est restée, également, soutenue en 2017 dans les principales régions, notamment en Amérique latine et en Amérique du Nord et plus particulièrement en Afrique, où les exportations ont augmenté de près de 50%, passant de 1,7 million de tonnes en 2016 à 2,5 millions de tonnes en 2017.

Ces performances sont le fruit de la stratégie volontariste du Groupe portant sur une augmentation significative de sa capacité de production tout en réduisant les coûts, sous l'effet d'un vaste programme d'investissement qui a mobilisé, au cours de sa première phase 2008-2017, un investissement de 75 milliards de dirhams dont 50 milliards de dirhams au profit des entreprises locales.

Cette première phase a, ainsi, permis de porter la capacité de production d'engrais du groupe à 12 millions de tonnes en 2017 au lieu de 4 millions de tonnes en 2007 et sa capacité d'exportation de phosphate brut à plus de 18 millions de tonnes.

Il y a lieu de noter, à cet égard, que le Conseil d'Administration du Groupe a, récemment, adopté la deuxième phase de ce programme d'investissement au titre de la période 2018-2028 qui prévoit la mobilisation de 100 milliards de dirhams (10 milliards dirhams par an) et qui concernera, principalement, trois zones à savoir :

¹ Le Slurry Pipeline est un mode de transport permettant l'acheminement des minerais de phosphate de Khouribga vers le port de Jorf Lasfar. Il est Moins coûteux, plus écologique et davantage respectueux de la nature.

- › L'axe centre (Youssoufia-Benguerir-Safi) ;
- › L'axe sud (Laâyoune) ;
- › L'Afrique (Éthiopie¹ et Nigeria², principalement).

Afin de tirer profit des fondamentaux positifs du secteur à long terme, l'OCP ambitionne de consolider son leadership, compte tenu de ses importantes réserves, de sa capacité de production, de sa flexibilité, ainsi que de ses coûts de productions compétitifs, à travers une meilleure proximité des grands marchés et des débouchés prometteurs.

Pour cela, le groupe veille sur le renforcement continu de ses partenariats soit à travers des joint-ventures, des prises de participation ou encore des investissements directs ex situ afin de parvenir à la réalisation de ses objectifs à moyen et long terme. En effet, le groupe table, durant la prochaine décennie, sur une captation de la moitié de la demande additionnelle mondiale d'engrais (estimée à environ 25 à 27 millions de tonnes).

Ainsi et suite à la mise en service de l'Africa Fertilizer Complex, la création au début de l'année 2016 de l'OCP AFRICA dédiée spécifiquement au développement des activités du groupe en Afrique avec ses 14 filiales à l'échelle de Nigéria, Angola, Ethiopie, Kenya, Côte d'Ivoire, Ghana, Tanzanie, RDC, Zambie, Zimbabwe, Cameroun, Sénégal, Bénin et Mozambique.

¹ A rappeler qu'un accord de coopération avec le gouvernement éthiopien a été signé pour développer une plateforme intégrée de production d'engrais. Cette plateforme sera destinée à la production d'ammoniac, d'urée et d'engrais en utilisant du gaz local éthiopien et du phosphate marocain. La production devrait commencer en 2022, avec une capacité de 2,5 millions de tonnes d'engrais par an.

² Un accord stratégique avec le Nigéria, a été signé, visant la construction d'une plateforme de production d'engrais dans ce pays, alimentée par du phosphate marocain et du gaz nigérian. Cet accord prévoit, dans une première phase, la mise en commun d'unités de productions complémentaires, en cours de construction, à Jorf Lasfar et à Lekki Free Zone au Nigéria dans une nouvelle structure commune. Celle-ci développera par la suite une usine d'engrais additionnelle au Nigéria, avec une capacité annuelle initiale d'un million de tonnes à l'horizon 2018 et qui pourrait être portée à 2 millions de tonnes à terme.

4. Secteur de l'eau



La production d'eau potable au Maroc est de 1168 millions de m³ en 2017, avec un patrimoine de 140 grands barrages d'une capacité globale de stockage de 17,6 milliards de m³. Ces infrastructures ont permis l'accès quasi généralisé à l'eau potable en milieu urbain et un taux d'accès d'environ 96% en milieu rural, l'irrigation de près de 1,5 million d'hectares et la protection contre les inondations de vastes territoires.

Le potentiel des ressources en eau renouvelables au Maroc est évalué actuellement à 22 milliards de m³ par an, soit l'équivalent de 650 m³/habitant/an contre 2.560 m³ en 1960, représentant ainsi une baisse de 74,6%. Plusieurs facteurs concomitants laissent entrevoir le risque de passage du Maroc d'une situation de stress hydrique à celle de la pénurie d'eau. Les besoins actuels en eau dépassent de plus en plus les ressources renouvelables disponibles, sous l'effet particulièrement de la pression démographique, de la dégradation de la qualité des eaux à cause des rejets¹ et du retard accumulé en matière d'assainissement notamment en milieu rural.

En particulier, les besoins sans cesse croissants de certains secteurs comme l'agriculture suscitent d'importants défis. Ce secteur consomme près de 85% des ressources en eau renouvelables, soit un niveau supérieur à la moyenne mondiale qui est d'environ 70%². En outre, la gestion de l'eau en agriculture reste marquée par une faible valorisation de la ressource (faiblesse de l'efficacité à la parcelle pour l'irrigation de surface³ (50%), tarifs d'eau agricole inadaptés⁴ et retard⁵ dans l'équipement des superficies à l'aval des barrages existants.

L'accentuation du dérèglement climatique et la persistance du déséquilibre entre les disponibilités et les besoins en eau constitueraient des facteurs aggravants de nature à alimenter un déficit hydrique important au Maroc à l'horizon 2030, qui pourrait atteindre 2,3 milliards de m³, avec une demande prévue de l'ordre de 14,8 milliards de m³ dépassant les ressources mobilisées qui s'élèveraient à près de 12,5 milliards de m³. En outre, la surexploitation des ressources en eau souterraine (un volume exploité de 4,3 milliards de m³ contre un volume exploitable de 3,4 milliards de m³, engendrant un déficit annuel de près d'un milliard de m³)⁶ notamment au niveau des bassins de l'Oum Er Rbiaa, du Souss-Massa-Drâa, du Tensift, de Sebou et du Bouregreg.

Sur le plan réglementaire et législatif afférant à la gestion de l'eau, des efforts importants ont été consentis, notamment avec l'adoption en août 2016 d'une nouvelle loi sur l'eau (n° 36/15) qui, tout en poursuivant les objectifs de la loi 10/95, prévoit, en particulier, une simplification des procédures d'utilisation du domaine public hydraulique, le renforcement de la police de l'eau, ainsi que la mise en place d'un cadre réglementaire adéquat aussi bien pour favoriser la valorisation et l'utilisation des eaux usées que pour le

¹ Estimés à 750 millions de m³ en 2012, les rejets d'eaux usées dans le milieu naturel, sans traitement préalable pourraient atteindre 870 millions de m³ en 2020 et 1 039 millions de m³ en 2030.

² Selon le rapport de la Banque Mondiale : « Au-delà des pénuries : la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », 2017.

³ Les superficies équipées en irrigation de surface représentent près de 65% de la superficie équipée en irrigation pérenne.

⁴ Selon le rapport de la Banque Mondiale : « Au-delà des pénuries : la sécurité de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord » (2017), la faiblesse des prix décourage une utilisation efficace de l'eau et la région MENA applique les tarifs les plus bas au niveau mondial et ce, malgré la rareté de l'eau.

⁵ Ce retard conduit à une sous-valorisation de près de 1,2 milliard de m³ d'eau mobilisée.

⁶ Plan National de l'Eau, 2015.

dessalement des eaux de mer. Cette nouvelle loi prévoit également de renforcer et clarifier les attributions du Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat, en lui accordant une vocation consultative au sujet des plans directeurs d'aménagement intégré des ressources en eau au niveau des bassins hydraulique.

Face au contexte de changement climatique et à la rareté hydrique, la mise en œuvre de nombreuses actions d'envergure se poursuit dans le cadre du Plan National de l'Eau à l'horizon 2030. Ces actions portent essentiellement sur la gestion rationnelle de la demande en eau et sa valorisation, la diversification des sources d'approvisionnement en eau, ainsi que sur l'amélioration de la qualité des ressources hydriques et de la gouvernance dans le cadre de la nouvelle loi sur l'eau (36-15).

Ainsi, en matière de gestion de la demande en eau et de valorisation de la ressource, la généralisation de l'accès à l'eau potable, en particulier dans les zones rurales et montagneuses s'est accélérée. Le taux de raccordement, dans le cadre du Programme d'Approvisionnement Groupé en Eau Potable rural (PAGER), a atteint 96,5% à fin 2017.

Pour ce qui est des rendements des réseaux de distribution d'eau potable, le programme d'économie d'eau potable adopté a permis d'enregistrer quelques avancées pour porter ce rendement à 76,5%² en 2017 et devrait se situer à 80% à l'horizon 2025. En outre, dans le cadre du programme de reconversion à l'irrigation localisée, qui sera poursuivi jusqu'à l'horizon 2030, la superficie totale reconvertie a atteint 540.000 ha à fin 2017 (soit 98% de l'objectif de reconversion fixé en 2020 à savoir 550.000 ha).

En matière de développement de l'offre hydrique et de sa diversification, les actions engagées ont permis de disposer actuellement de 140 grands barrages, d'une capacité globale de plus de 17,6 milliards¹ de m³, et de plusieurs milliers de forages et de puits pour capter les eaux souterraines. Ceci, en plus de 14 grands barrages et une dizaine de petits barrages qui sont en cours de construction, avec une capacité supplémentaire de stockage de près de 3,5 milliards de m³.

Outre l'accélération de la cadence des investissements dans les infrastructures hydrauliques², le Maroc a de plus en plus recours aux ressources en eau non conventionnelles à travers la réutilisation des eaux usées et le dessalement de l'eau de mer. En termes de réutilisation des eaux usées³, des conventions ont été signées et mise en œuvre dans le cadre du plan national pour la réutilisation des eaux usées épurées.

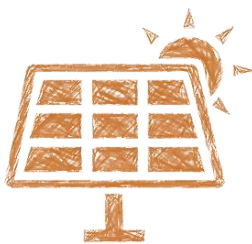
Ces conventions concernent, notamment, l'arrosage des golfs et des espaces verts ainsi que l'irrigation des périmètres agricoles. Le plan de réutilisation des eaux permettra la mobilisation d'un volume additionnel de 325 millions de m³ à l'horizon 2030, soit un taux d'épuration des eaux usées de 100%. Concernant le dessalement d'eau de mer, un volume de 510 millions de m³ par an a été fixé comme objectif à atteindre à l'horizon 2030 par le Plan National de l'Eau. Dans ce cadre, un grand projet de dessalement de l'eau de mer a été lancé pour le renforcement de l'approvisionnement en eau potable de la ville d'Agadir et l'irrigation de la zone de Chtouka. De même, des études techniques sont en cours de lancement concernant le dessalement de l'eau de mer en faveur de la zone du Grand Casablanca.

¹ Présentation du budget du secteur de l'eau dans le cadre de la Loi de Finances 2018.

² La marge de mobilisation de cette catégorie de ressources est limitée dans la plupart des bassins hydriques du pays : Les ressources en eaux de surface économiquement accessibles sont déjà régularisées par les barrages à près de 90%.

³ La proportion des eaux usées traitées et réutilisées au Maroc demeure faible, et ce, à l'instar d'autres pays de la région MENA (Iran, Liban, Iraq). De leur côté, l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie traitent une forte proportion de leurs eaux usées, mais avec un taux de réutilisation moins important.

5. Secteur de l'énergie



Le secteur de l'énergie contribue à hauteur de 2,2% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7,4% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017.

Il emploie directement plus de 44,7 milliers de personnes en 2016, soit 0,4% de la population active occupée.

Depuis son lancement en 2009, la stratégie énergétique du Royaume a enregistré d'importantes avancées, comme en témoignent les progrès réalisés en matière de mise en œuvre de la stratégie de développement des énergies renouvelables, qui vise à porter la part des énergies renouvelables à 42% de puissance installée en 2020 et à 52% à l'horizon 2030.

La réalisation du programme d'énergie renouvelable a connu une accélération soutenue ayant permis d'atteindre une part de 34% à fin 2017 du mix électrique soit une capacité installée de 2836 MW, dont 180 MW en solaire, 887 MW en éolien et 1.769 MW en hydraulique. Cette capacité sera portée d'ici la fin d'année 2018 à 3814 MW, dont 827 MW en solaire, 1.207 MW en éolien et 1780 MW en hydro-électrique, soit une capacité supplémentaire de 978 MW.

Cette montée en puissance de l'énergie solaire est en relation avec la mise en service en perspective de 5 centrales solaires dont les trois centrales restantes du complexe solaire intégré de Ouarzazate de 580 MW en l'occurrence Noor 2 (150 MW), Noor 3 (200 MW) et Noor 4 (70 MW), et les deux centrales Noor PV Laâyoune I (20 MW) et Noor Boujdour I (85 MW).

La réalisation du programme solaire de 2.000 MW à l'horizon 2020 dans différents sites du Royaume se poursuit avec le lancement en perspective de la réalisation du projet Noor PV II. D'une capacité de plus de 800 MW. Ce projet se déclinera sur plusieurs provinces, en l'occurrence Laâyoune, Boujdour, Taroudant, Kelaa des Sraghna, Khouribga, Hajeb, Guecif, Sidi bennour et Jerada. Il vient en complément des grands complexes solaires intégrés. L'objectif est d'optimiser le mix technologique national, tout en assurant un développement territorial plus élargi. Par ailleurs, l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable est en cours de développement d'un programme de centrales solaires photovoltaïques (PV) de taille moyenne à travers 3 projets :

- Noor Tafilalet (100 MW);
- Noor Atlas (200 MW);
- Noor Argana (200 MW), à mettre en service à partir de 2019.

Quant au programme éolien qui vise l'installation de 2.000 MW à l'horizon 2020, et suite au déploiement des efforts de taille dans ce domaine, le Maroc a occupé, en 2017, la deuxième place sur le continent africain et la région MENA (après l'Afrique du Sud) en termes de capacité électrique installée à base d'énergie éolienne¹. En effet, et suite à la mise en service du plus grand parc éolien en Afrique, celui de Tarfaya (300 MW), d'autres parcs éoliens sont prévus pour l'année en cours, en l'occurrence les parcs de Taza (150 MW), de Midelt (180 MW), et celui d'Oualidia (36 MW), et à l'horizon 2020, la finalisation du

¹ Selon une nouvelle étude publiée par le cabinet danois MAKE Consulting intitulée « Middle East and Africa Wind Power Outlook »

projet éolien intégré d'une capacité de 850 MW¹. A noter que d'autres parcs éoliens ont été réalisés ou en cours de réalisation par le secteur privé dans le cadre de la loi 13-09, c'est le cas du parc éolien Khalladi d'une capacité de 120 MW mis en service en fin d'année 2017, et du parc éolien d'Aftissat (201,6 MW), situé au sud de Boujdour qui sera mis en service en décembre 2018.

Pour ce qui est de l'énergie hydro-électrique, le Maroc dispose d'une capacité installée de 1770 MW, dont 460 MW sous forme de STEP² à Afourar. S'y ajoutera la nouvelle STEP Abdelmoumen (350 MW - région d'Agadir) en cours de développement et qui devrait être opérationnelle en 2020. Par ailleurs, des microcentrales hydroélectriques totalisant une puissance d'environ 100 MW sont en cours de développement par le privé dans le cadre de la loi 13-09 relative aux énergies renouvelables et environ 300 MW sont en cours d'examen.

Le Maroc, à travers la stratégie nationale de l'efficacité énergétique, ambitionne la réalisation d'une économie d'énergie de l'ordre de 5% d'ici 2020 et de 20% à l'horizon 2030. Cette ambition prend appui sur plusieurs mesures d'efficacité énergétique mises en place par les pouvoirs publics dont notamment le code de l'efficacité énergétique dans le bâtiment, le renforcement de l'efficacité énergétique dans l'industrie, la sensibilisation à l'éco-conduite et à l'utilisation du véhicule électrique, le programme de mosquées vertes et la promotion des systèmes de pompage photovoltaïque pour l'irrigation. Pour assurer une déclinaison territoriale réussie de cette stratégie, des contrats-programmes avec les régions sont actuellement en cours de finalisation.

Sur le plan gazier, le Maroc s'est résolument engagé à renforcer le poids du gaz naturel dans son mix énergétique, pour le porter de 11% en 2015 à 25% à l'horizon 2030. Ce plan, envisagé pour des considérations d'ordre stratégique, technique et environnemental³, s'effectuera en deux étapes dont la première dénommée « Gas To Power » vise la réalisation d'un ensemble d'infrastructures gazières, pour un coût total estimé à 4,6 milliards de dollars. L'appel à manifestation d'intérêt à l'international pour la réalisation de ces infrastructures et leur exploitation a bénéficié d'un engouement particulier au vu du nombre important des réponses reçues qui s'est élevé à 95 réponses.

Par ailleurs, dans le cadre de l'accord bilatéral conclu en 2016 entre le Maroc et le Nigéria pour la réalisation d'un projet de gazoduc⁴ reliant les deux pays, un deuxième accord a été signé en juin 2018 portant sur le lancement des études techniques pour affiner les estimations de coûts d'investissements et d'exploitation, finaliser l'analyse économique sur la base des volumes et des hypothèses de construction finalisés et entamer les discussions avec les banques internationales de développement pour tester leur disposition à financer ce projet.

Des progrès encourageants ont été enregistrés par le Maroc en matière d'accélération de sa transition énergétique. Parallèlement aux réformes liées à la libéralisation de l'électricité verte, d'importantes

¹ A rappeler que ce projet concerne les sites suivants : Tanger II (100 MW), Jbel Lahdid (200 MW), Midelt (150 MW), Tiskrad (300 MW) et Boujdour (100 MW)

² Les stations de Transfert d'Énergie par Pompage, permettent de stocker de grande quantité d'énergie électrique par l'intermédiaire de l'énergie potentielle de l'eau. Elles permettent d'éviter le gaspillage d'énergie pendant les heures creuses (nuit, week-end) et de pallier à l'intermittence de la production électrique du secteur éolien et solaire.

³ Les principales raisons sont : la diversification des sources d'énergie, parer aux problèmes d'intermittences générées par l'introduction massive de l'électricité renouvelable, assurer la sécurité d'approvisionnement de nos centrales électriques fonctionnant au gaz naturel, notamment, après expiration en novembre 2021 de la validité de la convention de transit du gaz algérien, et la réduction des émissions des GES.

⁴ D'une longueur de près de 5.000 Km, et qui mobilisera, selon les premières estimations, de 15 à 20 milliards de dollars.

infrastructures dédiées à la formation, à la recherche-développement et à la promotion de l'innovation¹ ont été mises en place.

En outre, une attention particulière a été attribuée au développement de l'intégration industrielle dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier au niveau de l'éolien, comme en témoigne l'inauguration de la première usine de pales d'éoliennes en Afrique et au Moyen-Orient, mettant ainsi les premiers jalons d'un écosystème dédié aux énergies renouvelables.

Malgré ces réalisations, somme toute, importantes, des efforts additionnels gagneraient à être déployés particulièrement au niveau de la sécurisation des financements, du développement des smart grids et du renforcement de l'intégration régionale dans le domaine de l'électricité à travers notamment :

- ▶ L'impératif de réunir les conditions propices à une mobilisation de taille des financements notamment privés pour satisfaire les besoins énormes d'investissements prévus en la matière (40 milliards de dollars dont 30 milliards pour les projets de production électrique de sources renouvelables).
- ▶ Le développement des « smart grids » pour favoriser l'ancrage aux énergies renouvelables, assurer une meilleure gestion de la demande et de l'offre d'électricité et permettre, particulièrement, de faire face à la production intermittente des nouvelles sources d'énergie renouvelable.
- ▶ La mobilisation du potentiel de l'intégration régionale afin d'éviter le gaspillage et maximiser la rentabilité en érigeant le Maroc en hub énergétique au carrefour des marchés de la méditerranée occidentale et ceux de l'Afrique de l'Ouest.

¹ La création de l'Institut de Recherche en Énergie Solaire et Énergies Nouvelles (IRESEN), qui a un rôle de centre de recherche et d'agence de moyens qui cofinance des projets collaboratifs de recherche appliquée. La mise en place de plateformes de recherches tels que le Green Energy Park sous l'égide d'IRESEN et la plateforme R&D de Ouarzazate sous l'égide de MASEN.

6. Secteur de l'industrie manufacturière



Le secteur de l'industrie contribue à hauteur de 17,5% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 60,2% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017.

Il emploie plus de 1,1 million de personnes en 2016, soit 10,4% de la population active occupée.

Depuis le lancement du Plan d'Accélération Industrielle (PAI) en 2014, le secteur industriel continue de consolider ses performances, en réalisant une croissance en termes de valeur ajoutée de +10% entre 2014 et 2017. Cette progression soutenue a eu des effets positifs sur les emplois créés par le secteur industriel, soit un total de 288126 postes au titre de la même période¹, selon le Département de l'Industrie, ce qui représente 57% de l'objectif d'emplois escomptés à horizon 2020.

Par branche d'activité, l'automobile a créé le plus d'emplois, avec 29% du total (soit près de 84000 emplois). L'agroalimentaire et le textile-habillement en ont créé 16% et 13% respectivement. En revanche, la contribution des branches mécanique-métallurgique et l'aéronautique s'est située à 6% et à 3% respectivement.

Sur la même période, les investissements directs étrangers à caractère industriel ont totalisé plus de 13 milliards de dirhams, en progression de +1,7 milliard de dirhams, par rapport à la période 2010-2013. Les performances du secteur industriel se confirment, également, du côté des exportations qui ont totalisé 149,4 milliards de dirhams², en progression annuelle moyenne de +10,3% sur la période 2014-2017. Grâce à la transformation industrielle enclenchée durant la dernière décennie, la part des exportations à contenu technologique élevé et moyennement élevé s'est établie à 53%³ en 2016, en progression de +15 points par rapport à 2007.

Etant l'un des piliers importants du secteur industriel national, la branche automobile a vu son chiffre d'affaires à l'export rebondir significativement pour la quatrième année consécutive, pour s'établir à 58,5 milliards de dirhams en 2017, en progression de 7,3% par rapport à 2016. Sa part dans le total des exportations industrielles se situe désormais à 40%. Cette dynamique s'est poursuivie en 2018, puisque les exportations automobiles ont atteint, à fin octobre de l'année en cours, 53,3 milliards de dirhams, soit une hausse de 11% par rapport à la même période de l'année précédente.

Avec un volume de production atteignant 376286 véhicules, le Maroc occupe, pour la cinquième année consécutive, la deuxième place en Afrique après l'Afrique du Sud. Le positionnement régional et international du Maroc devra être renforcé substantiellement avec l'entrée en production de l'usine PSA à partir de 2019, qui table sur une production initiale de 100000 véhicules avant d'atteindre, à terme, 200000 véhicules.

Quant à la branche aéronautique, celle-ci occupe, certes, la quatrième place en termes de valeur des exportations, mais elle arrive en tête des branches ayant enregistré la plus forte augmentation de ses exportations avec une hausse de 20% entre 2017 et 2016. Le chiffre d'affaire à l'export de cette branche

¹ <http://www.mcinet.gov.ma/en/node/58>

² Hors dérivés des phosphates.

³ Chelem.

a, ainsi, atteint 18,4 milliards de dirhams en 2017 et 13,8 milliards de dirhams à fin octobre 2018, soit une croissance de +14% par rapport à la même période de l'année dernière.

Les branches industrielles traditionnelles ont connu, à leur tour, des progressions notables de 6,1% pour la branche textile et cuir, qui constitue le deuxième secteur industriel exportateur avec 37,4 milliards de dirhams, et de 8,8% pour la branche des industries alimentaires, qui vient en troisième position, avec un chiffre d'affaires à l'export de 32 milliards de dirhams.

Par ailleurs, le secteur de l'Offshoring, qui est considéré par la stratégie industrielle comme l'un des métiers mondiaux, a connu à son tour une progression soutenue de ses exportations, estimée à 8% en moyenne sur la période 2009-2017, passant de 4,9 milliards de dirhams à 9,1 milliards de dirhams. Cette dynamique des recettes à l'export a été accompagnée d'une création soutenue des emplois, qui ont cru en moyenne annuelle de 11% entre 2008 et 2016, passant de 27367 à 63000 emplois.

En somme, ces secteurs qui jouent un rôle socio-économique important sont appelés à se repositionner pour mieux capter les opportunités qui s'offrent aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale et à se rénover afin de faire face à une concurrence de plus en plus intense. A cet effet, l'affinement des spécialisations au profit de créneaux dynamiques et à plus forte valeur ajoutée, la meilleure valorisation de la production locale et la prospection de nouveaux marchés porteurs, notamment en Afrique, s'imposent avec acuité.

7. Secteur du bâtiment et travaux publics



Le secteur du bâtiment et travaux publics contribue à hauteur de 6,2% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 21,3% à celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2017. Il emploie plus d'un million de personnes en 2017, soit 9,8% de la population active occupée, dont 11,2% dans le milieu urbain.

De par son caractère cyclique, le secteur de l'immobilier a entamé ces dernières années une baisse impressionnante qui s'est confirmée par une chute¹ de 51% de la production depuis 2011 ainsi qu'une baisse des mises en chantier (à l'exception de l'année 2015, de 35% en 2012, de 23,7% en 2013, de 6,4% en 2014). Cette situation est, d'ailleurs, confirmée par l'évolution du principal baromètre conjoncturel du secteur à savoir les ventes du ciment qui continue toujours d'afficher des baisses successives confirmées en 2017 par un recul de 2,54%.

Toutefois, certains indicateurs relatent les prémisses d'une redynamisation contrastée de ce secteur, en particulier, la reprise des crédits accordés aux promoteurs immobiliers qui continuent à évoluer positivement après des baisses successives depuis l'année 2012. Les crédits à l'habitat ayant connu une performance satisfaisante pourraient, d'emblée, s'accélérer suite au démarrage effectif de l'activité des banques participatives au Maroc. Ces dernières proposent des produits de financement dédiés à l'achat d'un bien immobilier et qui peuvent intéresser certains acheteurs potentiels.

Ces prémisses de relance sont, également, attribuées à l'accélération de certains programmes à l'instar du programme des villes nouvelles qui a été lancé en 2004. Ainsi et suite à la création de deux villes de Tamansourt et de Tamesna, et la construction en cours des deux autres villes à savoir Chrafate et Lakhyayta, l'année en cours a connu le lancement de la construction d'une autre ville à la périphérie de Tanger. D'une nouvelle génération des villes satellites, la "Cité Mohammed VI Tanger Tech" sera dotée des technologies les plus évoluées et les plus adaptées aux exigences de la vie moderne tout en intégrant de façon harmonieuse les zones industrielles, commerciales, résidentielles, de services publics et de loisirs. Cette ville intelligente sera le fruit d'un partenariat sino-marocain, abritera 300.000 habitants, mobilisera un investissement de 10 milliards de dollars sur 10 ans et créera 100000 emplois.

De même, l'Etat poursuit la réalisation d'autres programmes, notamment, en matière de lutte contre l'habitat insalubre et de promotion de l'habitat abordable à travers son opérateur public Al Omrane ainsi qu'à travers des conventions avec le secteur privé. A ce propos, et au titre de l'année 2016, la production du Holding a porté sur 128788 unités dont 86000 unités de mise à niveau urbaine. Les mises en chantier ont concerné 136900 unités dont 105000 unités relatives à la mise à niveau urbaine. Ceci permettra d'accélérer la cadence du programme « Villes Sans Bidonvilles » qui a concerné 56 villes. Cinq autres villes seront prévues pour l'année en cours en l'occurrence Tétouan, Ksar Lekbir, Settat, Lebrouj, et Moulay yacoub. Concernant le logement à 250000 dirhams, 969 conventions ont été signées, à fin août 2016 portant sur 1512794 logements. Les mises en chantiers ont concerné 686 projets portant sur la réalisation de 475297 logements.

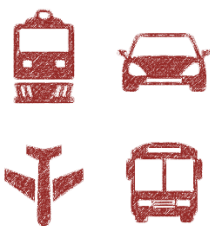
¹ FNPI : l'immobilier en chiffres, janvier 2018.

Eu égard aux différentes avancées réalisées dans le secteur de l'immobilier qui visent à lutter contre toutes les formes de spéculation, d'informel, de désordre, et de rente, il s'apprête, actuellement, à franchir une nouvelle phase qui vise une meilleure organisation et plus de transparence. A rappeler que ce secteur bénéficie toujours des fondamentaux solides pour prospérer, en particulier, une demande importante pour combler le déficit en logement estimé à 400.000 unités et répondre aux besoins nouveaux (130000 unités/an), un appui public conséquent notamment en termes d'encouragements fiscaux (7,6 milliards de dirhams en 2016), de mobilisation du foncier public (911 hectares mobilisés en faveur du secteur de l'habitat en 2015) et d'allocations budgétaires (2,8 milliards de dirhams en 2016 dont 2 milliards de dotation du FSHIU).

Toutefois, cette redynamisation espérée du secteur de l'immobilier nécessite, indéniablement, de nouvelles approches basées sur un meilleur ciblage et une politique d'habitat régionalisée et plus réactive à même de surmonter les goulots d'étranglement qui entravent toute tentative de relance. La saturation du segment social, la difficulté à faire adhérer les promoteurs immobiliers au segment du moyen standing, les appréhensions afférentes à l'application de la nouvelle loi 66-12... sont des défis qui s'ajoutent aux autres déjà persistants en particulier :

- ▶ La persistance de l'opacité du marché foncier et de la rétention des terrains urbains d'où un accès inéquitable et une valorisation non optimale de l'assiette foncière urbanisable ;
- ▶ L'importance de l'informel en relation, notamment, avec le poids encore élevé de l'auto-construction ;
- ▶ Le manque de convergence des actions publiques, notamment, dans les villes nouvelles et dans les Zone d'Urbanisation Nouvelle (ZUN) ;
- ▶ L'insuffisance de la mise en œuvre des plans d'aménagement en relation avec le manque de ressources financières, la prépondérance de la main d'œuvre non qualifiée et sous encadrée, notamment en relation avec les nouvelles normes de construction (parasismiques, efficacité énergétique, lutte contre les incendies, etc.), les défaillances en termes du contrôle des normes de la qualité et de sécurité et en matière d'adaptation avec les changements climatiques.

8. Secteur de la logistique



Le secteur de transport contribue à hauteur de 4% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7% à celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2017. Ce secteur emploie près de 500.000 personnes en 2016, soit 4,6% de la population active occupée, dont 6,8% dans le milieu urbain.

Le Maroc a consenti d'importants efforts pour disposer d'infrastructures modernes, performantes et développées à même d'accompagner le pays dans son processus de développement économique en s'appuyant sur les différentes stratégies sectorielles à l'œuvre.

Grâce aux infrastructures jusque-là édifiées, le Maroc ambitionne d'améliorer son intégration économique aussi bien régionale qu'internationale et de mobiliser pleinement son potentiel de hub régional au carrefour de grands marchés continentaux.

Pour optimiser son effort dans le domaine des infrastructures, le Maroc a mis en place une stratégie pour le développement de la compétitivité logistique à l'horizon 2030. Celle-ci s'inscrit dans l'objectif de développer un réseau national intégré de Zones Logistiques Multi-Flux sur 3.300 hectares, d'une part, et de favoriser, d'autre part, l'éclosion d'acteurs logistiques intégrés et performants à travers l'incitation des opérateurs à recourir à la sous-traitance logistique et la restructuration du secteur de transport routier de marchandises. Elle vise également à mettre en place des mesures spécifiques pour l'optimisation et la massification des flux Import /export et des flux domestiques de marchandises ainsi qu'à développer des compétences à travers un plan national de formation dans les métiers de la logistique.

Eu égard à l'importance des transports dans la chaîne logistique, le Maroc a multiplié les efforts pour consolider l'ossature globale du réseau national par la réalisation des infrastructures routières, ferroviaires, portuaires, maritimes et aéroportuaires qui s'inscrivent dans le cadre d'une vision globale et de long terme. Des investissements colossaux ont été réalisés pour interconnecter les quatre coins du Royaume dans le but de fluidifier la circulation des marchandises et des passagers, ainsi que pour bien tirer profit de la situation géostratégique du Maroc au carrefour des quatre continents (Afrique-Europe-Amérique-Asie). En effet, ces investissements, notamment ceux relatifs aux transports routier, portuaire, ferroviaire et aérien, constituent un facteur indispensable d'amélioration de la performance logistique du Maroc. Le plan routier vise, à l'horizon 2035 :

- La construction de 5500 km de routes classées qui s'ajouteront à un linéaire de 59.000 km existant actuellement, la sauvegarde du patrimoine routier, le désenclavement du monde rural et l'amélioration du niveau des services du réseau ;
- 2100 km de voies express gratuites, ce qui augmenterait le patrimoine national en voies express à 3.077 km à l'horizon 2035 ;
- 30000 km de routes rurales contre un linéaire de 26000 km réalisé sur la période 1995-2015 dans le cadre des deux programmes des routes rurales.

Le budget global de ces investissements est estimé à 251 milliards de dirhams.

ϕ **La Stratégie Portuaire Nationale à l'horizon 2030**

Cette stratégie vise à renforcer le positionnement géostratégique du Maroc au carrefour des principales routes maritimes en se basant sur une intégration régionale des ports (6 pôles portuaires ont été identifiés). Ainsi la stratégie porte sur trois axes d'interventions, à savoir la construction de nouveaux ports performants (Kénitra Atlantique, et Nador Med West), l'intégration des ports dans leur environnement urbain et la réalisation de grandes extensions des principaux ports existants. Le coût de ces investissements, estimé à 60 milliards de dirhams, sera financé dans le cadre du partenariat public-privé (PPP).

Cette stratégie ne pourrait qu'être bénéfique pour la connectivité des transports maritimes réguliers dont l'indice a connu une bonne évolution sur la dernière décennie allant d'un score de 9 en 2007 à 65 en 2016 permettant, ainsi, au Maroc de se classer parmi le top 20 des pays ayant un meilleur indice de connectivité (parmi 160 pays). Cette performance est imputable à la construction et la mise en service du complexe portuaire Tanger Med sur la côte méditerranéenne dont la capacité totale est de 9,5 millions de conteneurs.

La nouvelle stratégie portuaire confirme l'ambition du Royaume de développer une nouvelle génération des ports abritant des zones industrielles et logistiques dont Tanger Med marque le début. Ce dernier a actuellement atteint une certaine maturité et ses effets commencent à se faire sentir. En effet, en 2016, les entreprises installées au sein de la plate-forme industrielle Tanger Med ont réalisé un chiffre d'affaires de 64 milliards de dirhams (soit une progression annuelle de 28%), dont l'industrie automobile est prédominante avec 50 milliards de dirhams (soit 78% du chiffre d'affaires). Les flux logistiques associés (incluant les camions TIR et les conteneurs) ont également connu une évolution de 21% avec quelque 229337 unités, l'investissement privé s'est accru de 102% pour se situer à 3,45 milliards de dirhams et l'emploi de +33% avec 6547 nouveaux emplois.

ϕ **Infrastructures ferroviaires**

Dans le cadre du contrat programme 2010-2015, une enveloppe de 33 milliards de dirhams a été mobilisée pour la modernisation du réseau existant (2.109 km) et la mise en place de la première ligne à grande vitesse (LGV) reliant Kénitra à Tanger (200 km). A l'horizon 2035, l'ONCF vise, d'une part, à construire 1.500 km de ligne dédiée à la LGV et, d'autre part, à augmenter le nombre de voyageurs à 133 millions en 2030 contre 26,5 millions en 2015.

ϕ **Schéma Directeur aéroportuaire national à l'horizon 2035**

Le Maroc, qui est actuellement connecté à 51 pays et 113 aéroports étrangers via des lignes régulières, cherche à consolider son positionnement, comme la principale référence de l'Afrique du Nord, ainsi que sa compétitivité en matière du transport aérien à l'échelle mondiale. Le plan aéroportuaire est, également, conçu pour accompagner la stratégie de développement touristique « Vision 2020 ». Ainsi, la capacité aéroportuaire sera portée à 90 millions de passagers d'ici 2035 contre 23 millions de passagers en 2010. L'enveloppe globale prévue pour le plan « AJWAE 2035 » s'élève à 91 milliards de dirhams.

ϕ **La Stratégie Nationale de Développement de la Compétitivité Logistique 2030**

Elle s'articule autour de cinq axes. Il s'agit de :

- Développement et mise en œuvre d'un réseau national intégré de Zones Logistiques Multi-Flux sur 3.300 ha à l'horizon 2030 ;
- Mise en place des mesures spécifiques dans l'objectif d'optimisation et de massification des flux Import/export et des flux domestiques de marchandises (céréales, hydrocarbures, matériaux de construction, ...)
- Développement d'acteurs logistiques intégrés et performants à travers l'incitation des opérateurs à recourir à la sous-traitance logistique et la restructuration du secteur de transport routier des marchandises ;
- Développement des compétences à travers un plan national de formation dans les métiers de la logistique qui ambitionne d'atteindre 173.300 lauréats de différentes filières logistiques à l'horizon 2030 ;
- Mise en place d'un cadre de gouvernance du secteur et des mesures de régulation adaptées dont le principal acteur est l'Agence Marocaine de Développement Logistique (AMDL) qui a été créée en 2012.

En dépit des investissements réalisés (ou ceux programmés) dans le domaine de la logistique, des contraintes persistent, dont notamment la faiblesse de l'inter-modalité qui constitue un des grands défis à relever par le Maroc. D'un autre côté, le secteur de transport et de la logistique pâtit de la faiblesse de la qualité des services due aux insuffisances dans les domaines des procédures douanières, de la qualification des ressources humaines, de l'étendue de l'informel, du suivi et de traçabilité, du manquement aux règles phytosanitaires et de la vétusté du parc routier.

Cette situation rendrait nécessaire d'œuvrer en faveur d'une vision globale des infrastructures de transports pour développer les complémentarités entre les différents types de transport, selon des modalités adaptées aux spécificités géographiques, démographiques, économiques et sociales des territoires. Non moins important, il serait opportun de promouvoir une gouvernance horizontale du secteur basée sur le renforcement de la coordination entre les différentes structures chargées du secteur (METLE, EEP, collectivités territoriales, ...).

9. Secteur du tourisme



Le secteur du tourisme contribue à hauteur de 6,6% au PIB national en 2017, soit une légère hausse par rapport à 2016 (6,2%).

Le secteur continue à drainer des recettes importantes évaluées à 69,7 milliards de dirhams, et à attirer 11,35 millions de touristes, soit 14,6% plus de 22millions de nuitées dans les hôtels classés en 2017.

Le tourisme prend de plus en plus de poids socioéconomique dans le monde, notamment, dans les pays émergents. Cette importance émane, particulièrement, de la contribution du secteur, en 2017, à la création de richesse (10,4% du PIB mondial¹) et à la croissance (+4,6% pour le PIB mondial du voyage et du tourisme² contre +3,1%³ pour le PIB total). Le tourisme a, également, un rôle important en termes de réduction de la pauvreté, de l'exclusion sociale et des inégalités territoriales et de genre.

Ce constat demeure d'autant plus vrai pour le cas du Maroc avec une contribution du secteur touristique, au titre de l'année 2017 de 6,6% au PIB national après 6,2% en 2016, 532000 emplois directs, occupés par le secteur, soit près de 5% de l'emploi dans l'ensemble de l'économie.

L'analyse des résultats du secteur du tourisme confirme sa capacité à relever les défis corollaire à un environnement international versatile, mais rappelle les défaillances structurelles auxquelles le secteur, avec l'ensemble de ses intervenants, devrait faire face. Ces dysfonctionnements préfigurent une tendance défavorable des réalisations par rapport aux ambitions de la Vision 2020.

Ainsi, l'attractivité du secteur semble mise à mal comme en témoigne l'atonie des arrivées touristiques qui ont atteint 11,35 millions à fin 2017 en hausse moyenne de 4,1% entre 2007 et 2017. Par ailleurs, l'érosion des capacités d'investissement des grandes enseignes hôtelières et la dégradation des marges des tours opérateurs impactent négativement l'offre touristique nationale de qualité. Ainsi, à fin 2017, la capacité hôtelière classée s'est appréciée en moyenne de 5,4% pour atteindre 251206 lits.

Cependant, l'impulsion volontariste de l'Etat conjuguée à une amélioration des conditions du marché et de l'environnement international, devraient remettre les arrivées touristiques sur le sentier de croissance de la Vision 2020 pour atteindre à terme 13,6 millions (+3,9% en moyenne et un gap de 6,7 millions de touristes par rapport à l'objectif 2020) et ce, en perspective de la reprise (+5,3% pour la France) et de la consolidation (+7,4% pour les MRE et 9,8% pour le Royaume Uni) des marchés historiques de court-courrier entre 2017 et 2020 conjuguées au renforcement (+14,1% pour le Moyen Orient) et à l'ouverture (Etats Unis, Russie, Chine, ...) sur les marchés de moyen et long-courriers.

Dans ce sens, les perspectives du tourisme national laissent entrevoir des marges de croissance encourageantes avec une hausse de 9,8% des arrivées touristiques à fin 2017 suite à l'afflux des touristes étrangers, soit 22,7% pour les américains, +14,5% pour les allemands, 8,9% pour les hollandais, +7,9% pour les espagnols, +7,7% pour les français et du maintien de la confiance des MRE (+5,9%). Les nuitées dans les hôtels classés ont progressé de leur côté de 14,6% en 2017 (+7,4% des résidents et +18,3% des

¹ « Travel & Tourism Global Economic Impact & Issues 2018 », WTTC.

² « Le tourisme, le commerce et l'OMC: Communiqué conjoint du WTTC, de l'OMT, de l'ITC et de l'OMC », UNWTO

³ « Global Economic Prospects: A Fragile Recovery », World Bank Group, June 2018.

non-résidents) au moment où les recettes de voyage ont enregistré une hausse de 0,7% en 2017 soit 69,7 milliards de dirhams.

D'ailleurs, les avancées accomplies par le secteur touristique ont été actées par l'indice de la compétitivité du voyage et du tourisme¹ de 2017, qui confère au Maroc la 65^{ème} place² (5^{ème} au niveau MENA), soit un gain de 6 positions par rapport à l'année 2013 (71^{ème} place)³ grâce aux avancées en termes de sécurité (20^{ème} rang), d'environnement des affaires (49^{ème}), de priorisation par l'Etat⁴ (35^{ème}), de ressources culturelles (41^{ème}) et naturelles (47^{ème}), et de compétitivité prix (47^{ème}). En contrepartie, le Maroc demeure très en retard (117^{ème} place) sur le sous-critère « ressources humaines et marché du travail ». Le classement de l'UNESCO confirme la compétitivité du Maroc en termes de ressources culturelles, avec 9 sites relevant du patrimoine mondial, lui conférant la 22^{ème} place à l'échelle internationale et le 1^{er} rang au niveau du MENA et de l'Afrique.

Malgré ses perspectives positives, le secteur touristique est loin de converger vers les objectifs arrêtés par la vision 2020. Ainsi, le PIB touristique accuserait un manque à gagner de 72,1 milliards de dirhams en 2020 imputé en partie à un gap de 64,3 milliards de dirhams en termes de recettes de voyage. Ces écarts engendreraient, ainsi, un cumul d'emplois non créés de 335272 postes.

Ainsi, les résultats mitigés du bilan d'étape intermédiaire du secteur touristique et de la simulation de son évolution à l'horizon 2020 incitent fortement à un recadrage des objectifs de l'horizon 2020 et des moyens à mettre en œuvre pour se remettre progressivement sur un sentier de croissance plus soutenue que celui qui se dresse au gré de la simulation effectuée.

La préparation de l'après 2020 et de sa gouvernance au niveau central et territorial devrait, également, être menée en capitalisant sur ces bilans provisoires, les mutations socioéconomiques qui s'opèrent ainsi que les perspectives du marché mondial qui surviendraient à l'horizon 2030. Il s'agit, en plus, de tenir compte de l'élargissement du périmètre de la concurrence au-delà du bassin méditerranéen compte tenu de la compétitivité de plus en plus avancée des destinations long-courriers sans pour autant dénier les nouvelles ouvertures possibles sur les nouveaux marchés émergents de l'Amérique Latine, l'Asie du Sud-Est et de l'Afrique Subsaharienne.

¹ «The Travel and Tourism Competitiveness report 2017», World Economic Forum, avril 2017.

² Sur un échantillon de 136 pays.

³ Sur un échantillon de 140 pays.

⁴ Soutien Confirmé du Gouvernement dans sa déclaration gouvernementale d'avril 2017.

10. Secteur des télécommunications



Le secteur de télécommunications contribue à hauteur de 3,1% au total des valeurs ajoutées aux prix courants et de 5,4% à celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2017. En 2017, le secteur compte plus de 46 millions d'abonnés (téléphone fixe et mobile) et 22 millions d'internautes.

L'insertion de l'économie marocaine dans l'ère du numérique n'est possible, aujourd'hui, que grâce à l'essor du secteur des télécommunications ayant connu une forte dynamique depuis sa libéralisation en 1999. L'évolution des principaux indicateurs du secteur depuis ces dernières années confirme, globalement, le développement de l'accès et de l'usage des services de télécommunications au Maroc. Ainsi, le chiffre d'affaires a connu une croissance annuelle moyenne de 1%, sur la période 2008-2015, pour atteindre 37 milliards de dirhams à fin 2011 avant de s'inscrire dans une tendance baissière de 3,9% par an pour s'établir à 31 milliards de dirhams en 2015.

Le segment de la téléphonie mobile a montré un dynamisme avéré comme en témoigne la croissance des abonnés entre 2004 et 2017, passant de 9,34 millions à 43,92 millions (92,5% prépayé et 7,5% postpayé), soit une évolution annuelle moyenne de 14,3%. Le trafic voix sortant du mobile a atteint 55,2 milliards de minutes en 2017. Quant à l'ARPM¹ mobile, il est passé de 1,27 dirham hors taxes/min à fin 2008 à 0,23 dirham hors taxes/min à fin 2017 marquant, ainsi, une baisse annuelle moyenne des prix de 19,23%² sous l'effet de l'intensité concurrentielle.

Enregistrant une croissance annuelle moyenne de 46,3% sur la période 2005-2017, le parc Internet avoisine les 22,2 millions d'abonnés, portant son taux de pénétration à 63,67%. Cette croissance a été stimulée par le dynamisme de l'Internet mobile (93,86% du parc Internet en 2017 contre 6% pour l'ADSL), en particulier les services combinant voix et data dont le parc d'abonné a atteint 20,8 millions en 2017 contre 1,4 million en 2011.

En revanche, le marché de la téléphonie fixe a connu une tendance baissière à partir de 2011. Le parc global d'abonnés a atteint 2 millions en 2017 contre 3,6 millions en 2011, soit une baisse annuelle moyenne de 8,2%. Ainsi, le taux de pénétration de la téléphonie fixe a diminué à 5,87% à fin 2017, contre 11,08% en 2011. Concernant l'usage moyen du fixe, il a connu une légère baisse, passant de 136 minutes/mois/abonné en 2010 à 110 minutes/mois/abonné en 2017. Le déclin du fixe est le résultat du changement des habitudes de consommation, avec un basculement progressif du fixe vers le mobile en raison, entre autres, de l'avantage de la mobilité totale.

En somme, l'accroissement des usages des services des télécommunications a été stimulé par la baisse des tarifs, en particulier sur les segments de la téléphonie mobile et de l'Internet. Cependant, cet essor arrive à maturité avec un taux de pénétration mobile atteignant 126,01% en 2017, soit une hausse de 3,36 point du nombre des abonnés au mobile.

Pour pallier au ralentissement de la croissance du secteur, ce dernier est appelé à s'inscrire dans un nouveau cycle de croissance, encore plus ambitieux, pour saisir les importantes opportunités qui se

¹ Average Revenue Per Minute Mobile.

² Le Maroc se classe à la 37^{ème} place (sur 139 pays) en termes de coût du mobile prépayé et à la 45^{ème} place en termes de coût de l'internet fixe à haut débit. « The Global Information Technology Report 2016: Innovating in the Digital Economy », WEF and INSEAD, July 2016.

présentent surtout avec l'avènement du digital et la convergence télécom et Internet ainsi que pour relever les défis de la transformation numérique de la société marocaine et de l'économie du pays. C'est dans ce cadre que s'inscrivent la stratégie Maroc Digital 2020 et la Note d'Orientation Générale (NOG) à l'horizon 2018.

Pour accompagner les ambitions du développement du secteur, le Maroc s'est doté d'une nouvelle stratégie Maroc Digital 2020, lancée en juillet 2016 pour accélérer la transformation numérique du pays avec comme objectifs la mise en ligne de 50% des démarches administratives, la réduction de la fracture numérique de 50% et la connexion de 20% des PME marocaines. Elle ambitionne, également, de positionner le Maroc en tant que hub numérique régional avec une relance stratégique forte du BPO sur l'Europe et un positionnement en tant que hub numérique en Afrique francophone. Pour garantir une mise en œuvre efficiente de cette stratégie, une agence dédiée à l'économie numérique et au e-gouvernement a été créée¹.

De son côté, la Note d'Orientation Générale vise à accélérer davantage l'expansion du secteur avec comme but notamment la généralisation de l'accès à Internet haut et très haut débit à toute la population. Elle fixe des objectifs ambitieux en termes d'activités et d'usages, notamment, l'atteinte d'un chiffre d'affaires de 34 milliards de dirhams à l'horizon 2018, soit une hausse annuelle moyenne prudente de 0,7% entre 2014 et 2018 suite à la saturation du marché et à la baisse des prix. Elle prévoit, également, un parc d'abonnés fixe de 2 millions, soit une baisse annuelle moyenne de 5,3% entre 2014-2018. Par contre, le parc mobile devrait se consolider à plus de 50 millions d'abonnés, soit une hausse annuelle moyenne de 3,2% entre 2014 et 2018.

Quant aux abonnés Internet, leur nombre devrait dépasser les 22 millions d'abonnés avec une croissance à deux chiffres (+21,9%) en liaison avec l'expansion de la 4G et la décision du dégroupage de la boucle et sous-boucle locale de l'opérateur historique prise par l'ANRT en octobre 2015. Les principaux axes de la NOG 2018 portent sur l'encouragement de l'investissement, la consolidation du marché national des télécommunications, la poursuite du déploiement du Plan National pour le développement du Haut et Très Haut Débit (PNHD) et la mutualisation des infrastructures.

Malgré les signes d'essoufflement que présente le secteur en relation, notamment, avec la saturation de la téléphonie mobile et la baisse du marché de la voix fixe, le secteur possède des perspectives d'expansion significatives.

Le développement du secteur des télécommunications ne pourrait que se consolider si un accroissement du taux de pénétration de l'Internet (seulement de 63,67% en 2017) est assuré. Ceci reste tributaire, entre autres, de la baisse des prix des connexions et des supports électroniques (ordinateurs, tablettes, smartphones...). En outre, la mise en place d'un écosystème permettant d'intensifier la création et l'usage de contenu est importante pour booster l'appropriation de l'Internet. Cet écosystème doit intégrer des services et des applications mobiles, notamment, des services publics dématérialisés (m-administration), du m-commerce, du m-banking et des services de proximité, permettant de renforcer la croissance du secteur. Ces produits à forte valeur ajoutée ne pourraient que consolider la compétitivité du secteur face au changement des habitudes des consommateurs et ce, en tirant profit de la R&D et de l'innovation qui sont de plus en plus présentes dans ce segment.

¹ Le projet de loi n° 61-16 portant création de l'Agence de Développement Digital a été adopté à la Chambre des Représentants le 1er août 2017.

Les segments du fixe et du haut débit fixe (ADSL) présentent, également, des perspectives de développement, eu égard, à leur faible taux de pénétration. L'accélération du dégroupage et la mise en place d'offres innovantes, notamment, en liaison avec la voix sur l'ADSL à travers des box DSL ne pourront qu'apporter un nouveau souffle pour ce segment.

La réduction de la fracture numérique entre les territoires reste un chantier majeur à entamer pour améliorer la couverture, l'accès et l'usage des télécommunications surtout en zones rurales. Sa réduction devrait être consolidée par un plan d'aménagement numérique. Ainsi, le secteur pourrait jouer pleinement son rôle de plateforme innovante de gouvernance spatiale et de maillon important dans la chaîne des valeurs de la production nationale pour améliorer la compétitivité et l'attractivité des territoires tant en interne qu'à l'international.

Cette ouverture à l'externe devrait être accompagnée par une meilleure connectivité aux réseaux internationaux. Ainsi, un plan d'investissement est à prévoir pour de nouvelles installations de câbles sous-marins de fibre optique, notamment dans le cadre de PPP et de consolidation du partage de l'infrastructure existante et ce, pour une meilleure optimisation des investissements tant public que privé dans un secteur aussi innovant et capitalistique.

Il y a lieu, également, de renforcer le dispositif institutionnel dans le volet relatif à la réglementation du partage de l'infrastructure permettant une mutualisation des coûts et une concurrence réelle sur les segments du fixe et de l'ADSL.

11. Secteur des assurances



Le taux de pénétration (la part des primes d'assurance dans le PIB) s'est amélioré depuis 2015, passant de 3,2% à 3,7% en 2017, avec 1,6% de l'assurance vie et 2,1% pour l'assurance non vie. Avec ce taux, le Maroc occupe le 41^{ème} rang mondial au lieu du 43^{ème} en 2016, le 1^{er} rang au niveau du monde Arabe et occupe la 3^{ème} place après l'Afrique du Sud et la Namibie.

Le secteur de l'assurance s'est inscrit dans une dynamique ayant généré des effets positifs sur la performance d'ensemble du secteur. Les actions menées dans cette perspective ont porté, notamment, sur la refonte du cadre réglementaire régissant ce secteur, la libéralisation progressive des tarifs d'assurances, le renforcement du réseau de distribution des produits d'assurances et l'encouragement des opérations de concentration dans le secteur en vue de consolider l'assise financière de ses entreprises.

Ainsi, au titre de l'année 2017, la masse des primes émises a augmenté de 11%, passant de 34,9 milliards de dirhams en 2016 à 38,7 milliards de dirhams. Cette hausse provient de l'augmentation qu'a connue aussi bien l'assurance non vie que l'assurance-vie et capitalisation.

Cette dernière branche a évolué de 18,8%, passant à 17 milliards de dirhams en 2017 après 14,3 milliards en 2016. Elle représente ainsi 43,8% des primes émises. Au cours des trois dernières années, l'assurance vie capitalisation s'est accrue en moyenne de 22,2% sous l'effet de la bancassurance qui a drainé presque 90% du chiffre d'affaires.

De son côté, la branche non vie a marqué une croissance importante en s'établissant à près de 22 milliards de dirhams de primes émises, soit un taux d'accroissement annuel de 5,5% après 5% en 2016. L'automobile qui est la principale composante de cette branche pourrait croître davantage avec la généralisation de la responsabilité civile (RC) décennale et le risque chantier.

Suite aux évolutions sus-indiquées, le taux de pénétration de l'assurance s'est amélioré depuis 2014, passant de 3,1% à 3,6% en 2017, soit un gain de 50 points de base. Ce trend haussier s'explique par l'évolution des primes émises à un rythme supérieur à la croissance économique nominale avec un écart annuel moyen de croissance de 5,4 points. Avec ce taux de pénétration, le Maroc occupe la première place au niveau des pays de l'Afrique du Nord. La Tunisie vient en deuxième position avec 2,04%, juste devant l'Algérie et l'Égypte dont les taux sont, respectivement, de 0,72% et 0,68%. A l'échelle mondiale, le taux de pénétration s'est élevé à 6,13% en 2017.

Pour ce qui est de la densité de l'assurance, celle-ci a connu une progression régulière pour se situer à 104 dollars par habitant contre 102,3 dollars en 2016 et 90,8 dollars en 2015. Comparée aux pays de l'Afrique du Nord, le Maroc occupe, depuis 2007, la première place en termes de densité de l'assurance, suivi par la Tunisie dont la densité s'est élevée à 71 dollars, en légère baisse par rapport au niveau enregistré en 2016. En Algérie, la densité de l'assurance reste faible et ne dépasse pas le seuil de 29 dollars. Quant à l'Égypte, elle vient en dernier rang avec une densité qui s'est située à 16 dollars après 22,8 dollars en 2016. A l'échelle mondiale, la densité moyenne s'est située à 650 dollars en 2017.

Au Maroc, le montant total des placements nets affectés aux opérations d'assurance, représentant 90% en moyenne des placements totaux, s'est élevé à près de 144,4 milliards de dirhams en 2017 contre 134,8

milliards en 2016, progressant ainsi de 7,1%. Rapportée à la FBCF, la contribution du secteur a représenté 3,2% en 2017 après 2,6% un an auparavant.

Par ailleurs, cette masse de placements a représenté en 2017 près de 12,8% du revenu national brut disponible, soit un niveau supérieur à celui de la Pologne (8,9%), de la Grèce (7,7%), du Mexique (4,7%), de l'Indonésie (3,8%) et de la Turquie (1,4%), mais demeure inférieur à celui du Brésil (14,1%), de la Malaisie (19,1%) et de l'Afrique du sud (70,5%). Par ailleurs, le taux de couverture, rapportant le volume des placements aux provisions techniques, a poursuivi son trend haussier amorcé depuis 2014 pour se situer à 103,4% en 2017. De ce fait, les entreprises marocaines d'assurances continuent de respecter le minimum exigé en termes de couverture et de dégager, ainsi, une marge de solvabilité largement supérieure au minimum réglementaire.

12. Secteur bancaire



En 2017, le Produit Net Bancaire (PNB) global s'est baissé à 46 milliards de dirhams et 1271 milliards de dirhams pour le total bilan. Le total des dépôts collectés s'est situé à 901 milliards de dirhams et 744,6 milliards de dirhams pour les crédits octroyés.

Pour satisfaire les besoins des banques en liquidité et maintenir l'évolution du taux interbancaire à des niveaux proches du taux directeur, BAM est intervenue principalement à travers les avances à 7 jours sur appel d'offres. Le montant hebdomadaire moyen de ces opérations a avoisiné les 37,4 milliards de dirhams, soit un taux de satisfaction de 80,6% au lieu de 39,5% en 2016 pour un montant hebdomadaire servi de 9,3 milliards de dirhams.

De leur côté, les avances à 24 heures ont enregistré une hausse importante dans la mesure où leur moyenne hebdomadaire s'est élevée à 1,8 milliard de dirhams, après 911 millions de dirhams en 2016. Compte tenu de la baisse de 6,1 à 4,2 milliards de dirhams des prêts garantis accordés dans le cadre du programme de soutien au financement de la Très Petite et Moyenne Entreprise (TPME), le volume hebdomadaire moyen de l'ensemble des interventions de BAM sur le marché monétaire s'est établi à 43,2 milliards de dirhams contre 16,3 milliards en 2016.

Suite à l'omniprésence des interventions de BAM, le taux moyen pondéré (TMP) sur le marché interbancaire est resté pratiquement stable, pour se situer à 2,28% après 2,27% en 2016. Ainsi, à l'exception de la période allant de 24 avril à la mi-septembre 2017, caractérisée par une détérioration substantielle de la liquidité bancaire, le taux interbancaire demeure proche du taux directeur. Il a oscillé dans une fourchette allant de 2,25% à 2,36% et sa volatilité, mesurée par l'écart-type, n'a pas dépassé 0,03. Le même comportement a caractérisé le taux sur le marché des repos, dont la moyenne est restée stable aux alentours de 2,16%, et la volatilité n'a pas dépassé 0,09.

L'atténuation de la liquidité bancaire, qui a engendré une forte dynamique de prêts et emprunts, a également impacté le volume moyen des échanges au jour le jour sur le compartiment interbancaire qui a plus que doublé, passant de 2,4 milliards de dirhams en moyenne quotidienne en 2016 à 4,3 milliards de dirhams en 2017. Suite à cette situation, l'encours sur le marché interbancaire s'est établi à 8,1 milliards de dirhams, soit une hausse de 29%, en lien notamment avec l'importance des nouvelles opérations prêts-emprunts par rapport à la faiblesse des opérations de rachat.

Malgré la pénurie de la liquidité sur le marché monétaire et la forte demande pour les fonds, les taux d'intérêt créditeurs sont restés quasiment stables. Ainsi, entre fin 2016 et 2017, les taux rémunérant les dépôts bancaires se sont repliés de 3 points de base pour les dépôts à 6 mois et pour les comptes sur carnet auprès des banques et de 19 points de base pour les dépôts à 12 mois. Cependant, ces baisses dérisoires ne se sont pas répercutées sur les conditions débitrices des banques.

Selon l'enquête trimestrielle réalisée par Bank Al-Maghrib, le taux débiteur global, synthétisant l'ensemble des taux, a enregistré au cours de l'année 2017, une hausse moyenne de 60 points de base (pbs) par rapport à l'année 2016. À l'exception des taux d'intérêt sur les crédits à la consommation qui ont baissé de 8 pbs, les autres catégories de crédits ont vu leurs taux d'intérêts augmenter : trésorerie (+61 pbs au

lieu de -24 pbs à 5,85%), immobiliers (+27 pbs contre -61 pbs à 5,42%) et à l'équipement (+88 pbs contre -33 pbs à 5,31%).

De son côté, l'encours des crédits bancaires a atteint 842,1 milliards de dirhams contre 818 milliards de dirhams en 2016, soit une hausse de 2,9% ou 24 milliards de dirhams contre 4,2% ou 33,1 milliards de dirhams en 2016, enregistrant ainsi un rythme de croissance inférieur à celui du PIB nominal. Rapporté au PIB, cet encours a représenté 78,8% en 2017 contre 80,5% en 2016.

La progression des crédits bancaires en 2017 a été tirée, principalement, par l'accélération des crédits à l'équipement dont l'encours s'est situé à 170,3 milliards de dirhams en 2017 contre 153 milliards de dirhams en 2016, en progression de 11,4%. De leur côté, les crédits immobiliers ont augmenté de 4,2% pour s'établir à 257,2 milliards de dirhams contre 246,8 milliards de dirhams en 2016, soit une hausse additionnelle de 10,3 milliards de dirhams contre 6 milliards de dirhams ou 2,5%. Cette orientation à la hausse reflète le bon comportement des crédits à l'habitat qui ont enregistré une hausse additionnelle de +6,7 milliards de dirhams ou +3,6% contre +9,2 milliards de dirhams ou +5,2% en 2016 et de celle des crédits à la promotion immobilière de 4,8 milliards de dirhams ou +8,7% contre -2,6 milliards de dirhams ou -4,6% en 2016.

L'encours des crédits à la consommation s'est établi à 51 milliards de dirhams en 2017 contre 49 milliards de dirhams en 2016, en augmentation de 4,3% après 5,4% en 2016. Quant aux crédits débiteurs et de trésorerie, leur encours s'est élevé à 167,2 milliards de dirhams en 2017 contre 173 milliards de dirhams en 2016, en baisse de 5,5 milliards de dirhams ou -3,2% au lieu de +898 millions de dirhams ou +0,5% en 2016. Ce résultat est attribué essentiellement aux reculs des facilités consenties aux sociétés non financières publiques (-7,5 milliards de dirhams ou -58% contre +4,2 milliards de dirhams ou +48,5% un an auparavant).

L'analyse par secteur institutionnel a révélé que le crédit bancaire a été tiré essentiellement par les prêts alloués aux ménages et aux sociétés non financières. En effet, les crédits accordés aux ménages (Particuliers et Marocains Résidant à l'Etranger et entrepreneurs individuels) se sont accrus de 4,6% à près de 323 milliards de dirhams après avoir augmenté de 3,3% à près de 307 milliards de dirhams un an auparavant. Cette hausse est marquée par l'augmentation des crédits consentis aux particuliers et aux Marocains Résidant à l'Etranger de 4,3% en 2017 contre 3,7% en 2016 et par une croissance des prêts aux entrepreneurs individuels de 6,1% en 2017 après avoir augmenté de 1,1% en 2016.

De leur côté, les crédits accordés aux sociétés non financières privées ont marqué une hausse de 8,2 milliards de dirhams ou 2,5% contre 6,9 milliards de dirhams ou 2,2% un an auparavant, en lien avec une configuration sectorielle favorable. Quant aux crédits mobilisés par les sociétés non financières publiques, leur progression s'est limitée à 770 millions ou 1,6% au lieu de +8,5 milliards de dirhams ou +22,1% en 2016. Eu égard à ces évolutions, la part des crédits destinés au secteur privé dans le total des crédits bancaires s'est améliorée de 0,5 point par rapport à 2016 pour représenter 77,9%. De son côté, le poids des crédits destinés au secteur public a marqué une hausse de 1,8 point à 7,7%, tandis que la part des crédits alloués aux autres sociétés financières a légèrement baissé de 0,6 point pour revenir à 14,4%.

Valeurs ajoutées sectorielles



Source :

- Haut Commissariat au Plan

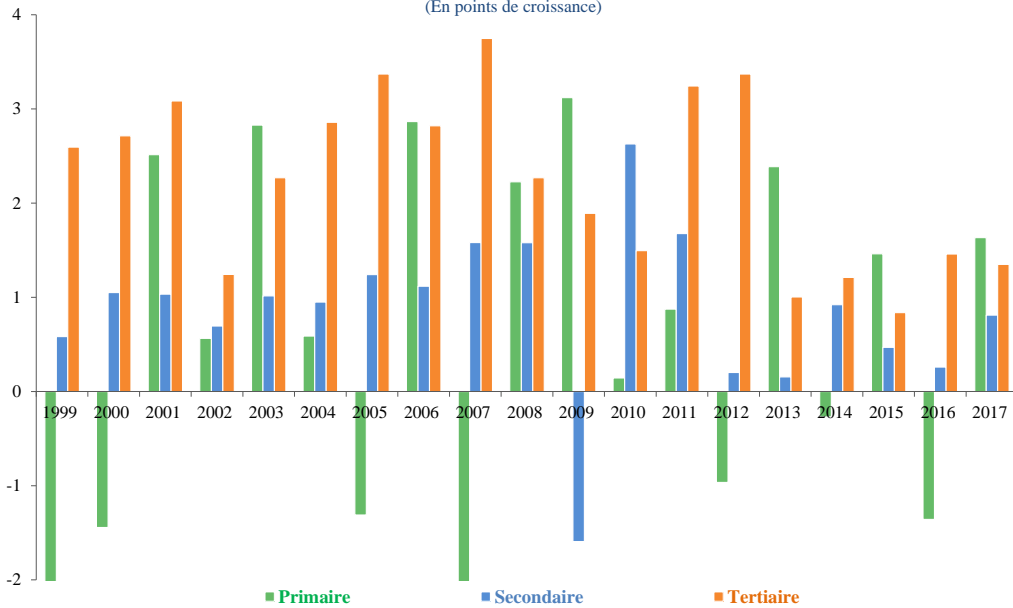
Structure de la valeur ajoutée par branche d'activité aux prix courants ⁽¹⁾

(En % du total des valeurs ajoutées)	Moyennes																				Moyennes	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Secteur primaire	17,7	17,3	13,3	14,8	14,8	15,5	14,6	13,1	15,1	12,2	13,3	14,7	14,4	14,2	13,4	14,7	13,0	14,3	13,6	14,0	14,1	13,9
Agriculture, chasse et services annexes										11,3	12,2	13,7	13,7	13,3	12,5	13,7	11,9	13,1	12,4	12,8	1,7	12,9
Pêche, aquaculture										0,9	1,1	0,9	0,7	1,0	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2	1,2	0,1	1,0
Secteur secondaire	30,1	29,5	30,2	28,4	28,2	28,9	29,4	29,0	27,9	27,7	29,8	27,3	28,6	28,9	28,6	28,7	29,5	29,5	29,4	29,5	28,6	29,0
Industrie d'extraction	2,2	2,0	2,1	2,1	1,9	1,6	1,6	1,6	1,8	2,1	5,1	2,0	3,2	4,2	4,3	3,7	2,7	2,6	2,3	2,6	1,8	3,2
Industrie de transformation	21,4	20,8	20,7	18,9	18,9	19,4	19,7	18,7	17,9	17,0	16,8	17,5	17,4	16,8	16,5	17,0	18,4	18,2	17,9	17,8	18,8	17,5
Raffinage de pétrole et autres produits d'énergie	0,9	0,8	1,2	0,6	0,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1
Electricité et eau	2,2	2,7	2,7	2,5	2,5	2,6	2,4	2,6	2,4	2,4	1,8	1,9	2,1	1,8	1,6	1,9	2,0	2,4	2,8	2,9	2,5	2,2
Bâtiment et travaux publics	4,3	3,9	4,7	5,1	5,0	5,3	5,8	6,1	5,8	6,2	6,0	5,9	5,9	6,0	6,2	6,2	6,4	6,2	6,5	6,3	5,6	6,2
Services	52,3	53,2	56,6	56,8	57,0	55,7	56,0	57,9	57,0	60,1	57,0	58,0	56,9	56,9	58,0	56,6	57,5	56,2	57,0	56,5	57,3	57,0
Commerce	12,5	11,9	12,3	11,8	11,9	10,9	10,6	10,5	10,4	10,5	10,8	10,0	9,4	9,5	9,9	9,3	9,3	8,8	9,1	9,0	11,0	9,5
Hôtels et restaurants	2,3	2,0	2,2	2,1	2,0	2,0	2,1	2,3	2,2	2,5	2,3	2,3	2,5	2,3	2,3	2,4	2,5	2,4	2,5	2,8	2,2	2,5
Transports	4,2	5,2	4,8	4,6	4,7	4,3	4,3	4,0	3,8	4,5	3,8	4,2	4,0	3,7	3,8	3,7	3,9	4,2	4,2	4,3	4,4	4,0
Postes et télécommunications	1,6	2,2	2,6	3,3	3,6	3,7	3,9	4,0	4,0	4,2	3,9	4,0	4,0	3,7	3,4	2,8	2,7	2,4	2,4	2,2	3,7	3,1
Activités financières et assurances	5,5	4,8	4,8	4,7	4,6	4,4	4,4	4,8	4,9	5,6	5,4	5,5	5,6	5,4	5,6	5,3	5,3	5,4	5,2	5,1	4,8	5,3
Immobilier, location et services rendus aux entreprises	8,5	8,1	9,1	9,7	9,4	9,7	9,5	10,0	9,5	9,8	9,1	9,1	9,2	9,1	9,5	9,7	9,8	9,4	9,3	8,8	9,6	9,3
Administration publique générale et sécurité sociale	7,3	8,7	9,9	9,6	10,1	10,3	10,5	11,3	11,5	12,7	11,6	12,0	11,7	11,7	11,9	11,6	11,9	11,8	12,2	12,3	10,9	11,9
Education, santé et action sociale	8,9	8,7	9,1	9,2	9,0	8,7	9,0	9,4	9,1	8,8	8,5	9,3	9,1	9,8	10,2	10,3	10,6	10,4	10,4	10,4	9,0	10,0
Autres services non financiers	1,5	1,6	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6
PIB hors primaire/PIB	84,6	84,7	88,1	86,8	86,8	86,1	86,8	88,2	86,4	89,1	88,0	87,0	87,1	86,9	87,7	86,9	88,2	87,4	88,0	87,6	87,3	87,5

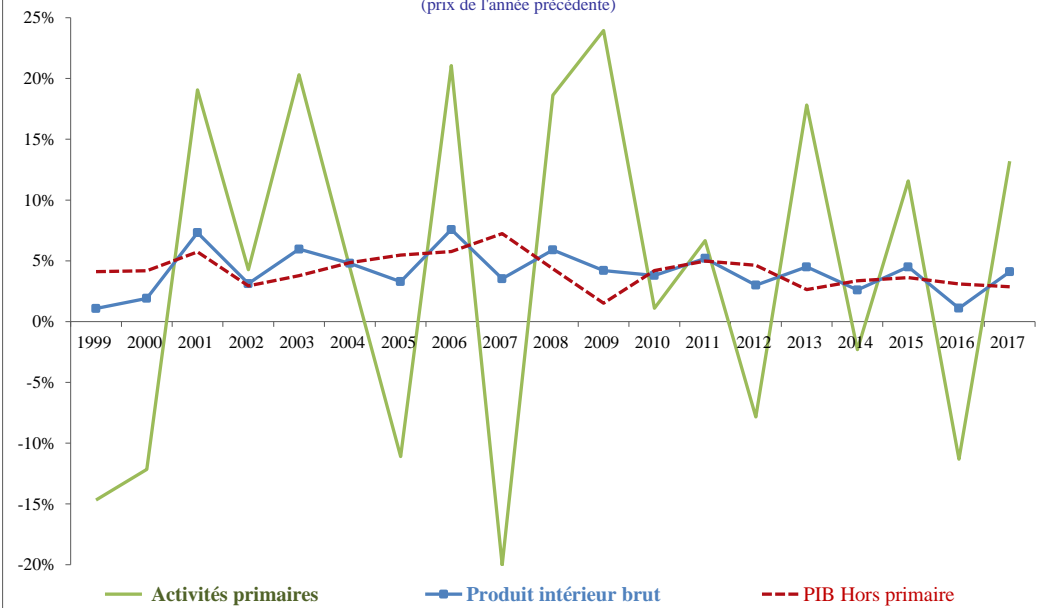
Source : Haut Commissariat au Plan + calcul de la DEPF

⁽¹⁾ Part des branches dans le total des valeurs ajoutées courantes

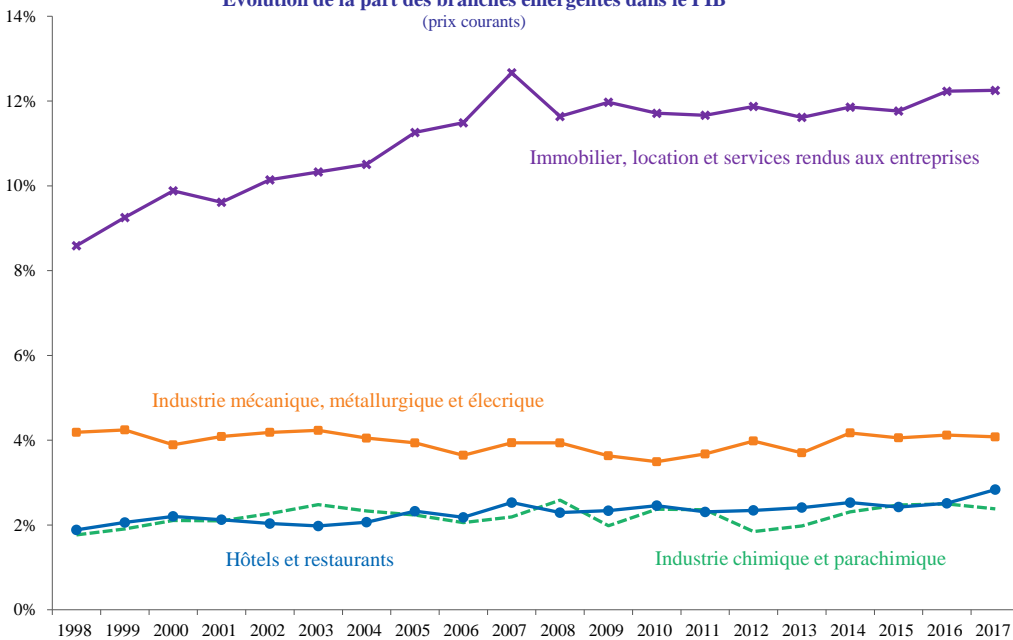
Contribution des principales branches d'activité à la croissance du PIB en volume
(En points de croissance)



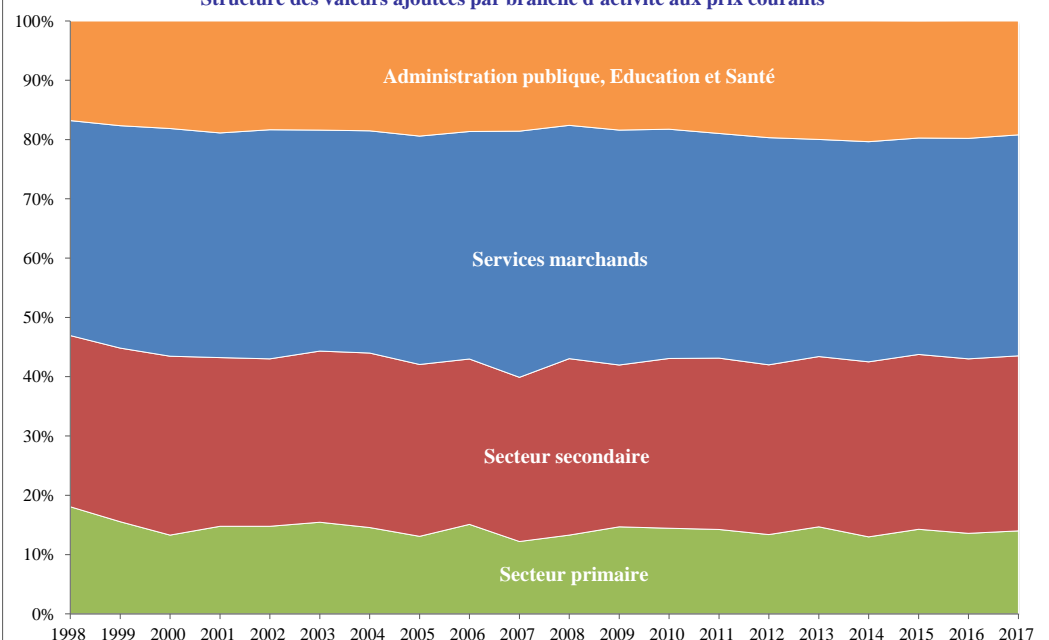
Croissance du PIB en volume
(prix de l'année précédente)



Evolution de la part des branches émergentes dans le PIB
(prix courants)



Structure des valeurs ajoutées par branche d'activité aux prix courants



Agriculture, élevage et pêche maritime



Source :

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime
- Office national des pêches
- Haut Commissariat au Plan

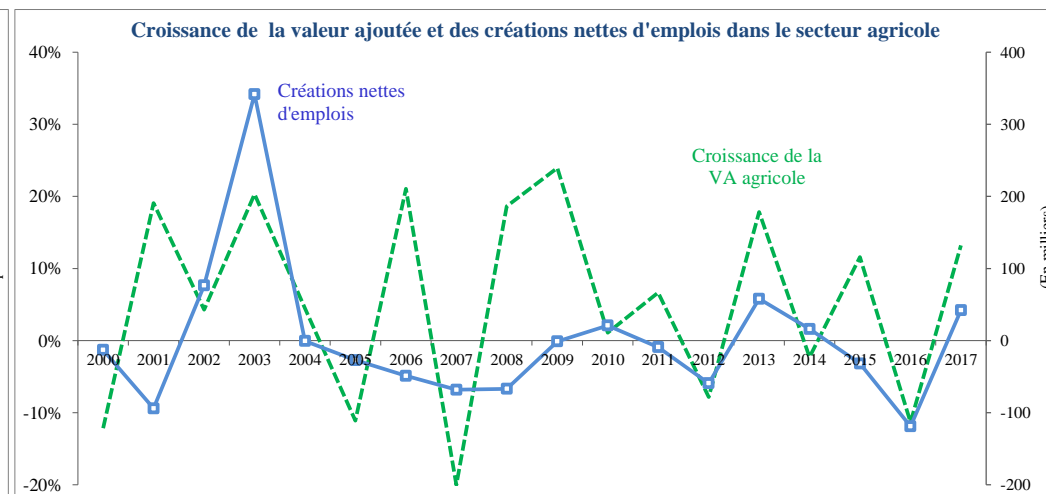
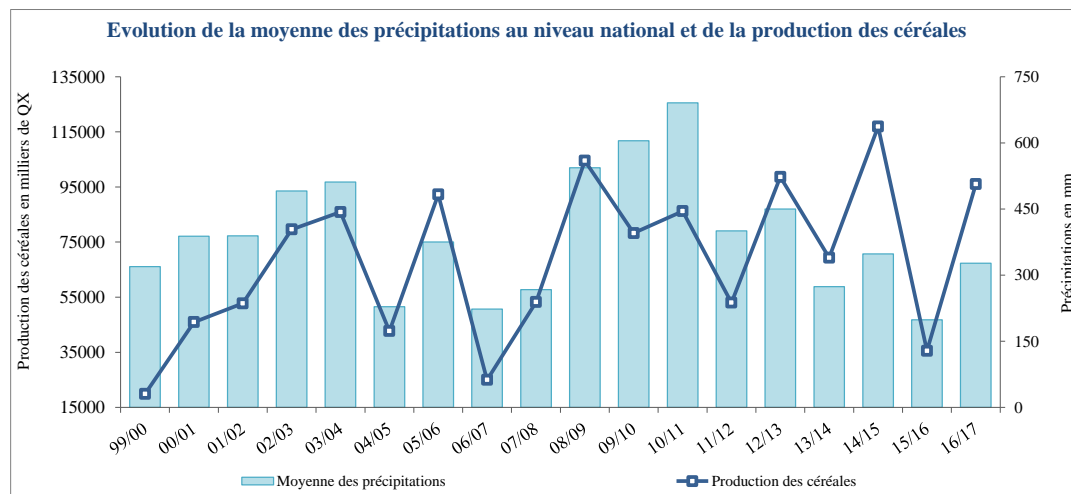
Indicateurs du secteur primaire

	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Moyenne nationale des précipitations (mm) ⁽¹⁾	367	449	320	388	389	491	511	228	375	223	267	544	605	691	400	450	274	348	199	327	366	410
Croissance du secteur primaire en volume (variation aux prix de l'année précédente en %)	2,3	-3,1	-12,2	19,1	4,3	20,3	4,5	-11,1	21,1	-20,0	18,6	23,9	1,1	6,7	-7,8	17,8	-2,3	11,6	-11,3	13,2	2,1	7,3
Agriculture, chasse et services annexes											18,9	26,0	2,3	5,7	-9,1	17,2	-2,2	11,9	-12,8	15,4	7,4	
Pêche, aquaculture											15,0	0,4	-15,9	24,8	9,7	26,8	-4,0	8,3	5,4	-8,3	6,0	
Contribution à la croissance économique (en points)	0,3	-0,5	-1,7	2,3	0,6	2,7	0,6	-1,5	2,5	-2,7	2,0	2,9	0,1	0,9	-1,0	2,2	-0,3	1,3	-1,4	1,6	0,3	0,9
Agriculture, chasse et services annexes											1,9	2,9	0,3	0,7	-1,1	2,0	-0,3	1,3	-1,5	1,7	0,9	
Pêche, aquaculture											0,1	0,0	-0,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	-0,1	0,1	
Part dans la production totale (En %)	13,8	14,7	12,1	13,0	12,7	13,2	12,8	11,6	12,9	10,4	11,1	12,3	11,9	11,6	11,1	12,0	11,0	12,1	11,4	12,0	12,3	11,6
Taux de valeur ajoutée du secteur primaire (En % ⁽²⁾)	66,3	61,7	56,7	59,1	61,6	63,6	62,5	60,6	62,8	62,5	62,9	66,2	66,8	65,4	63,9	66,1	63,6	65,7	67,5	66,6	61,4	65,5
FBCF des produits agricoles aux prix courants (En millions de DH)	2806	4697	4677	5030	3657	3922	4184	4476	4627	4134	4581	5400	5419	4984	5680	5591	5168	4535	3333	4072	4338	4876
Part dans la FBCF totale (En %)	3,9	5,2	4,2	4,4	3,0	3,0	2,9	2,8	2,6	2,0	1,9	2,3	2,3	1,9	2,1	2,0	1,9	1,6	1,1	1,3	3,1	2,0
FBCF en produits agricoles en volume (variation aux prix de l'année précédente en %)			-17,9	-4,0	-29,4	17,8	-0,2	-9,6	-6,9	-8,9	10,3	12,8	-0,5	7,4	0,4	1,8	1,4	-24,8	-31,3	26,8	-8,3	-1,0
Contribution à la croissance de la FBCF totale en volume (En points)			-0,9	-0,2	-1,3	0,5	0,0	-0,3	-0,2	-0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,5	-0,5	0,3	-0,3	-0,02
Exportation des produits agricoles (En millions DH)	6003	6082	8706	7231	7822	7233	7543	9626	9966	12020	11783	11436	12607	15288	13973	15574	16483	20122	20830	24661	8768	16276
Part dans les exportations totales des biens et services (En %)	9,3	6,9	7,9	5,7	5,8	5,3	5,1	5,6	5,0	5,4	4,6	5,5	5,0	5,4	4,7	5,3	5,1	5,9	5,8	6,2	5,6	5,4
Emploi dans le secteur agricole (+ de 15 ans) (En milliers)			4056	3962	4038	4380	4379	4352	4303	4235	4168	4167	4188	4179	4120	4178	4194	4162	4043	4085	4213	4148
Part dans l'emploi total (En %)			45,9	44,6	44,4	46,2	45,7	45,2	43,3	42,1	40,9	40,5	40,3	39,8	39,2	39,2	39,4	39,0	38,0	38,1	44,6	39,6

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul de la DEPF

⁽¹⁾ Les données concernent l'année agricole t-1/t

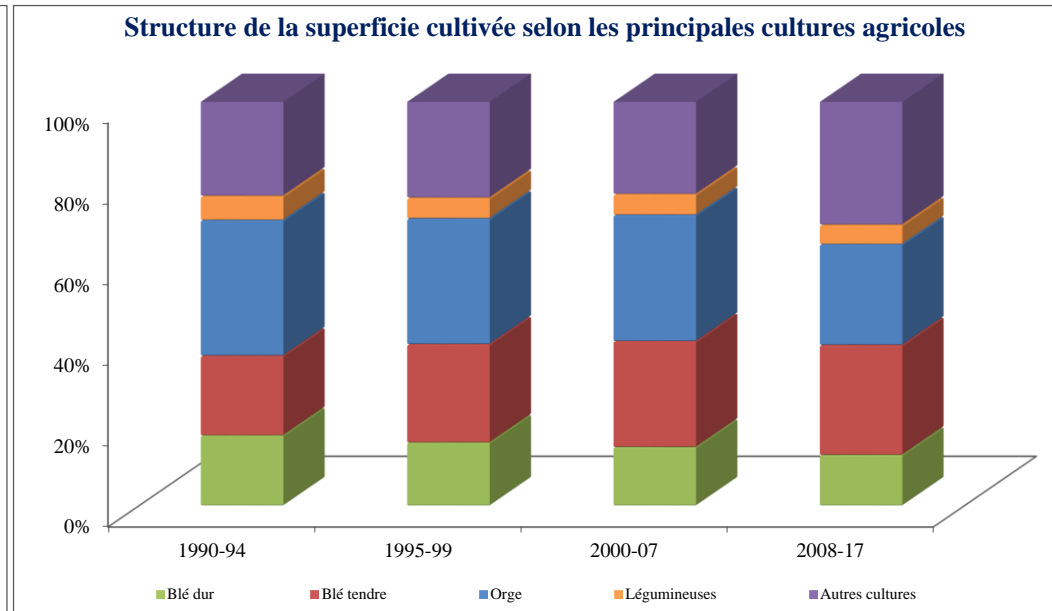
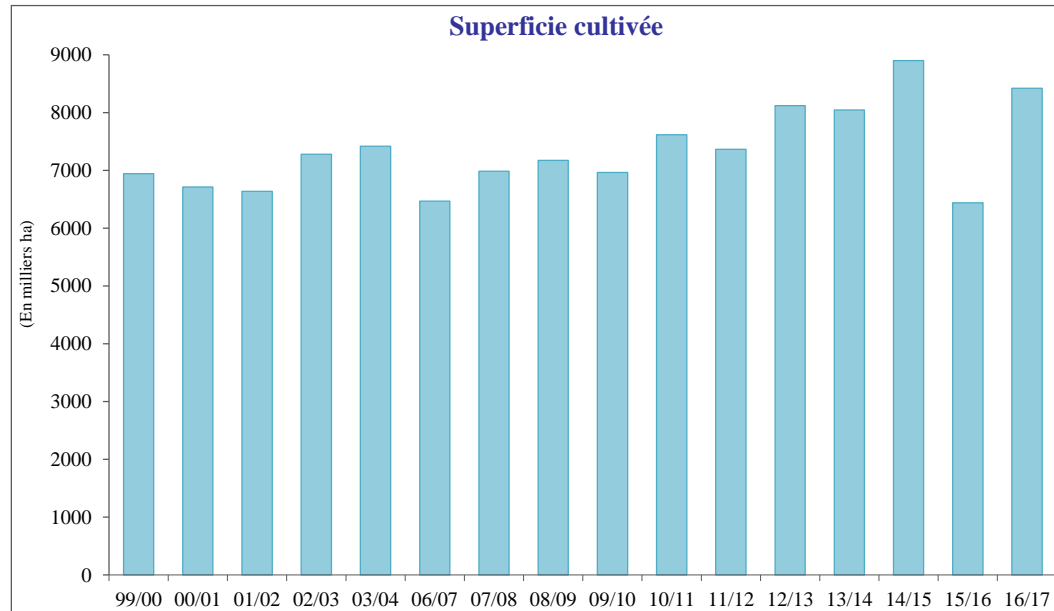
⁽²⁾ Valeur ajoutée rapportée à la Production



Superficies cultivées des principales cultures agricoles

(En milliers ha)	Moyennes																			Moyennes		
	1990-94	1995-99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	16/17	2000-07	2008-17
Céréales	77,8	76,9	5435,8	5138,4	4941,7	5554,2	5679,5	5451,8	5583,9	4845,1	5309,4	5435,4	5056,2	5375,8	5216,8	5391,3	4763,4	5456,7	3795,5	5551,8	5328,8	5135,2
Blé dur	17,3	15,6	1079,1	976,7	881,7	1092,9	1110,5	1059,1	1069,0	843,1	928,3	968,6	901,1	957,2	963,4	944,9	904,8	996,4	837,8	1087,8	1014,0	949,0
Blé tendre	19,7	24,3	1822,5	1723,9	1744,7	1896,0	1953,2	1906,7	2037,7	1728,8	1929,8	2009,0	1951,3	2131,0	2179,4	2259,3	2081,4	2275,3	1575,8	2296,4	1851,7	2068,9
Orge	33,6	31,1	2250,9	2126,0	2002,4	2266,5	2324,1	2179,8	2188,7	1993,4	2181,3	2182,8	1921,6	2025,9	1893,1	1967,1	1585,2	2000,2	1207,6	2001,5	2166,5	1896,6
Maïs	5,7	4,8	237,5	254,2	265,4	246,7	244,9	246,2	243,8	228,3	219,3	223,5	230,1	191,9	118,0	178,1	137,4	126,0	138,8	130,7	245,9	169,4
Légumineuses	5,9	5,1	320,5	314,2	382,0	359,3	365,0	350,9	373,1	371,1	372,9	376,1	398,2	429,1	397,6	400,5	377,1	367,2	246,0	250,4	354,5	361,5
Oléagineuses	2,6	1,6	58,1	78,1	70,2	125,0	84,2	71,5	49,4	58,3	47,9	65,7	86,1	55,6	28,6	33,9	37,7	51,8	54,5	33,8	74,4	49,6
Tournesol	2,3	1,3	39,9	56,4	49,8	103,5	62,6	52,0	29,0	36,1	25,5	43,0	62,0	36,5	11,7	17,0	20,9	36,9	37,9	18,9	53,7	31,0
Arachides	0,3	0,3	18,2	21,7	20,4	21,5	21,6	19,5	20,0	19,7	20,8	22,7	22,9	17,8	15,5	16,3	16,1	13,9	15,3	14,1	20,3	17,5
Cultures industrielles	2,1	2,4	154,1	185,4	232,7	229,0	218,0	190,4	170,6	167,6	172,2	136,9	137,0	194,2	150,4	148,8	60,9	69,4	71,4	68,4	193,5	121,0
Betterave	0,9	0,9	54,1	52,9	59,5	64,9	60,5	69,5	49,3	50,6	57,5	57,1	51,1	51,7	31,1	37,2	53,0	60,9	61,0	57,8	57,7	51,8
Canne à sucre	0,2	0,3	17,4	17,9	13,8	12,6	17,7	13,3	14,3	19,2	16,9	14,8	14,9	15,0	15,7	15,5	7,9	8,5	10,4	10,6	15,8	13,0

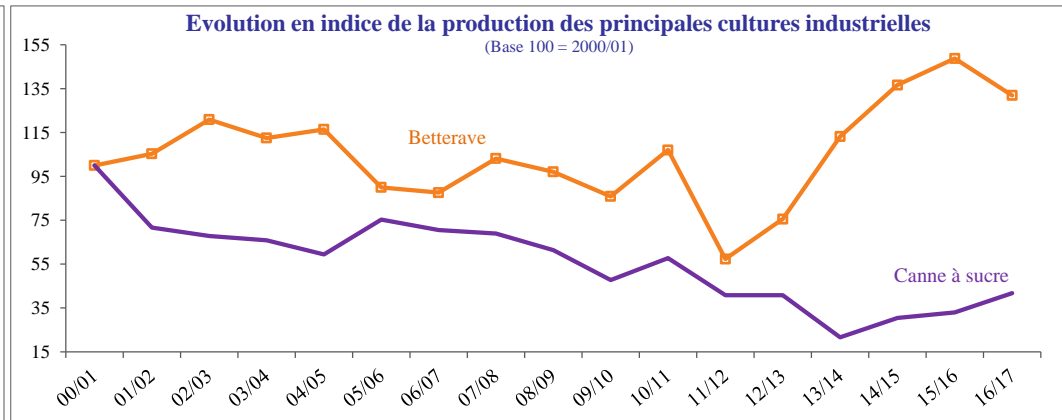
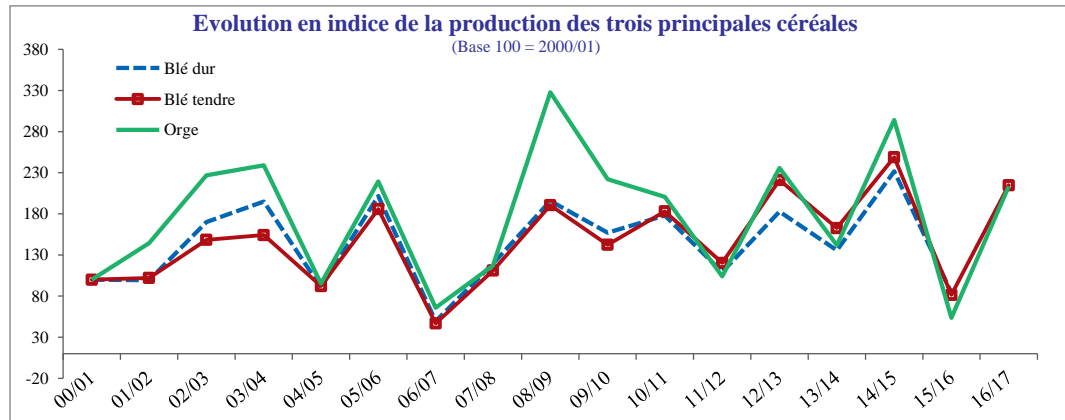
Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime + Calcul DEPF



Production et rendement des principales cultures

Production : 1000 Qx Rendement : Qx/Ha	Moyennes																			Moyennes			
	1990-94	1995-99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	16/17	2000-07	2008-17	
Production																							
Céréales	60608	52798	19863	45930	52758	79594	85891	42699	92268	24960	53219	104519	78254	86220	53012	98640	69307	116902	35512	96000	55495	79159	
Blé dur	14976	11868	4274	10388	10315	17662	20248	9407	20955	5138	12400	20330	16328	18480	11349	18972	14102	24069	8750	21991	12298	16677	
Blé tendre	19447	19842	9533	22776	23252	33806	35151	21024	42313	10688	25295	43384	32433	41699	27431	50367	37057	56677	18561	48917	24818	38182	
Orge	22435	18414	4668	11552	16690	26204	27603	11021	25351	7625	13532	37860	25665	23176	12014	27226	16381	33970	6199	24665	16339	22069	
Maïs	2562	1994	950	536	1989	1286	2241	501	2974	949	1210	2045	2792	2213	902	1181	974	950	1288	1224	1428	1478	
Légumineuses	2588	1897	799	1617	2365	2321	2411	1487	3322	1418	1956	2757	2824	3392	2703	2933	3164	2693	971	2230	1968	2562	
Oléagineuses	1263	924	574	777	737	1117	1007	652	529	840	747	1034	1100	890	557	582	662	872	675	605	779	772	
Tournesol	994	594	186	331	334	906	492	182	83	322	323	502	593	487	177	190	274	524	302	238	355	361	
Arachides	269	330	388	446	403	211	515	470	446	496	410	517	655	397	363	388	384	337	364	357	422	417	
Cultures industrielles	40104	38951	42023	41604	39366	43273	40622	40885	35483	35483	38383	35422	30682	37991	21677	26832	34951	42794	46559	42946	39842	35824	
Betterave	30160	28278	28834	28359	29869	34285	31900	33015	25520	24840	29257	27534	24359	30351	16267	21422	32086	38756	42189	37414	29578	29964	
Canne à sucre	9824	10651	13184	13240	9491	8986	8722	7870	9966	9339	9126	8130	6323	7639	5410	5410	2865	4038	4369	5531	10100	5884	
Rendement																							
Céréales	10,9	9,7	3,7	8,9	10,7	14,3	15,1	7,8	16,5	5,2	10,0	19,2	15,5	16,0	10,2	18,3	14,5	21,0	9,4	17,8	10,3	15,2	
Blé dur	12,4	11,3	4,0	10,6	11,7	16,2	18,2	8,9	19,6	6,1	13,4	21,0	18,1	19,3	11,8	20,1	15,6	24,2	10,4	20,2	12,1	17,6	
Blé tendre	14,1	12,1	5,2	13,2	13,3	17,8	18,0	11,0	20,8	6,2	13,1	21,6	16,6	19,6	12,6	22,3	17,8	24,9	11,8	21,3	13,4	18,5	
Orge	9,6	8,8	2,1	5,4	8,3	11,6	11,9	5,1	11,6	3,8	6,2	17,3	13,4	11,4	6,3	13,8	10,3	17,0	5,1	12,3	7,5	11,6	
Maïs	6,5	6,1	4,0	2,1	7,5	5,2	9,2	2,0	12,2	4,2	5,5	9,2	12,1	11,5	7,6	6,6	7,1	7,5	9,3	9,4	5,8	8,7	
Légumineuses	6,1	5,5	2,5	5,1	6,2	6,5	8,2	4,2	8,9	3,8	5,2	7,3	7,1	7,9	6,8	7,3	8,4	7,4	4,6	0,0	5,7	6,2	
Oléagineuses	7,4	8,1	9,9	9,9	10,5	8,9	12,0	9,1	10,7	14,4	15,6	15,7	12,8	16,0	19,5	17,2	17,6	17,2	12,4	0,0	10,7	14,4	
Tournesol	0,9	-9,7	4,7	5,9	6,7	8,8	7,9	3,5	2,9	8,9	12,7	11,7	9,6	13,3	15,1	11,2	13,1	14,2	7,9	12,6	6,5	-0,1	
Arachides	11,6	14,9	21,3	20,5	19,8	9,8	23,9	24,1	22,3	25,2	19,7	22,8	28,6	22,3	23,5	23,8	23,9	24,3	23,7	25,4	32,6	23,8	
Cultures industrielles	280,4	240,6	272,7	224,4	169,2	189,0	186,3	214,7	207,9	211,7	222,9	258,7	224,0	195,6	144,1	186,8	572,9	394,6	652,0	628,0	209,5	348,0	
Betterave	485,0	484,7	533,0	536,1	502,0	528,3	527,3	475,0	517,7	491,4	508,6	482,2	476,7	587,1	523,2	575,8	605,9	636,3	691,9	647,4	513,0	578,0	
Canne à sucre	158,0	568,4	757,7	739,7	687,7	713,2	492,8	591,7	695,0	485,6	540,0	549,0	424,3	509,3	345,1	350,0	362,1	476,0	418,8	522,0	639,9	452,0	

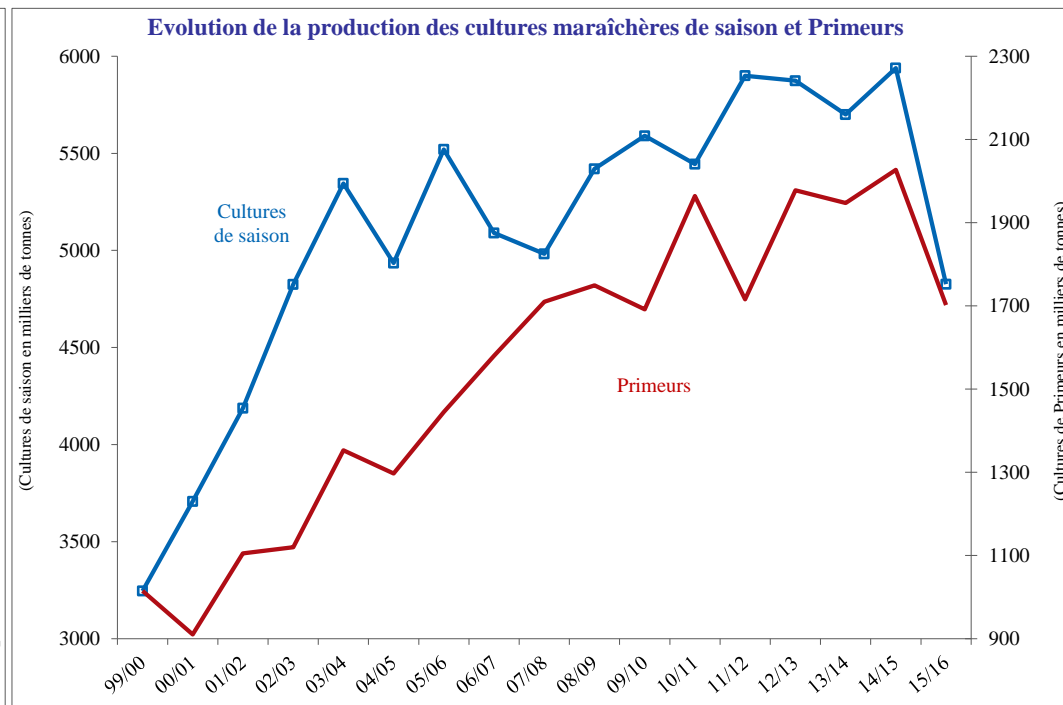
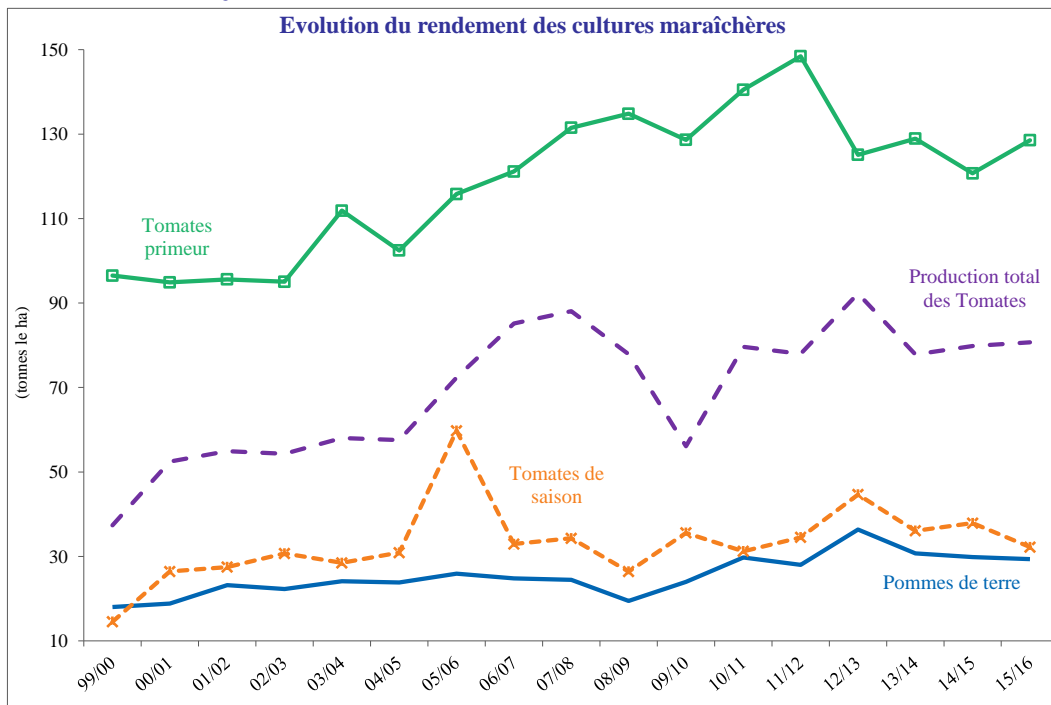
Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime + Calcul DEPF



Production des cultures maraîchères

	Moyennes																			Moyennes	
	1990-94	1995-99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	2000-07	2008-16
Culture de Primeurs (En milliers de tonnes)	548	820	1015	910	1105	1120	1353	1297	1445	1580	1710	1749	1692	1964	1716	1978	1947	2027	1702	1228,1	1832
Part dans la production totale (%)	15,2	19,1	23,8	19,7	20,9	18,8	20,2	20,8	20,7	23,7	25,6	24,4	23,2	26,5	22,5	25,2	25,5	25,4	26,1	21,1	24,9
Tomates	324	505	550	446	565	537	660	627	696	785	810	838	872	943	896	912	861	1019	959	608	901
Pommes de terres	144	144	190	140	130	158	155	130	133	156	165	159	163	293	135	357	184	202	172	149	203
Culture de saison (En milliers de tonnes)	3051	3519	3246	3707	4187	4825	5345	4935	5520	5090	4982	5420	5590	5444	5900	5874	5700	5939	4826	4607	5520
Part dans la production totale (%)	85	81	76,2	80,3	79,1	81,2	79,8	79,2	79,3	76,3	74,4	75,6	76,8	73,5	77,5	74,8	74,5	74,6	73,9	78,9	75,1
Production des cultures maraîchères	3599	4339	4261	4618	5292	6200	6698	6232	6965	6878	6913	6931	6699	7409	7685	7958	7694	7966	6528	5893	7309
Tomates			764	648	805	837	965	946	1941	1237	1312	1230	1020	1218	1219	1293	1156	1331	1196	1018	1219
Pommes de terres			1090	1155	1334	1431	1480	1479	1702	1437	1537	1231	1358	1721	1657	1929	1951	1924	1744	1389	1672

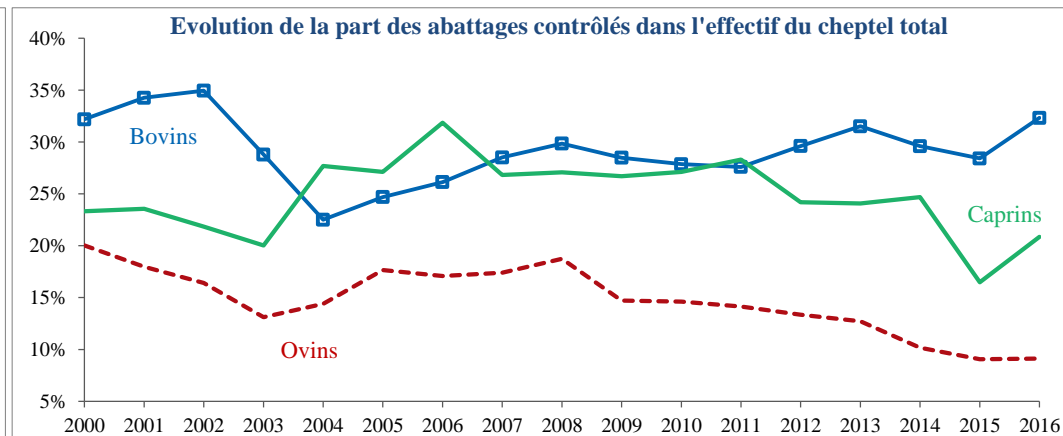
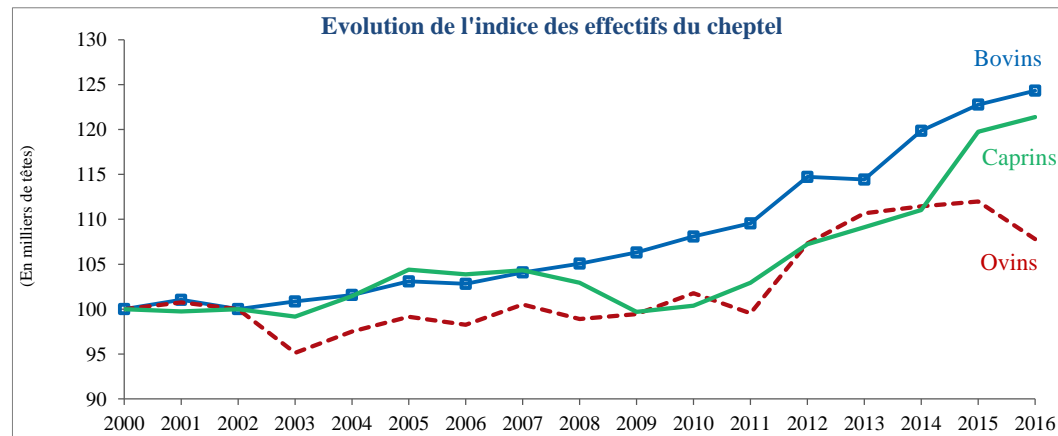
Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime + Calcul DEPF



Effectif du cheptel total et des abattages contrôlés

(Effectif : En milliers de têtes) (Poids : En milliers de tonnes)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16	
Effectif du cheptel (passage mars-avril)																						
Bovins	-6,8	1,8	2675	2647	2670	2689	2729	2722	2755	2781	2814	2861	2900	3037	3029	3173	3250	3291	3338	1,0	2,0	
Ovins	-0,7	4,5	17300	17172	16336	16743	17026	16872	17260	16984	17078	17476	17093	18429	19006	19137	19231	18510	20438	0,3	2,1	
Caprins	-5,5	5,2	5120	5133	5090	5208	5359	5332	5355	5284	5118	5152	5284	5505	5602	5700	6147	6231	5699	0,4	0,8	
Effectif des abattages contrôlés																						
Bovins	-5,8	-1,0	861	907	933	774	626	672	720	793	840	815	808	838	897	1000	962	935	1079	1,5	3,5	
Ovins	-8,2	-0,6	3465	3087	2682	2195	2444	2978	2947	2954	3200	2570	2498	2607	2538	2432	1954	1677	1863	-0,5	-5,0	
Caprins	-2,0	2,7	1194	1209	1112	1043	1463	1446	1706	1417	1386	1376	1433	1558	1355	1372	1518	1027	1188	3,2	-1,9	
Poids de la viande des abattages contrôlés																						
Bovins	-4,6	1,3	225	230	225	204	174	187	190	200	206	203	206	219	228	272	222	216	300	-1,5	4,6	
Ovins	-4,6	3,0	139	145	152	131	117	127	129	143	148	149	151	159	170	212	173	177	245	1,1	6,2	
Ovins	-8,2	3,7	45	44	35	31	36	42	42	41	42	36	36	39	38	38	28	25	36	-3,3	-1,4	
Caprins	-3,9	2,8	12	13	11	11	16	14	16	14	13	14	14	16	14	15	15	10	15	2,6	1,2	
Autres	0,1	-7,5	29	29	27	31	5	4	4	3	4	4	4	5	6	6	6	4	4	-24,2	2,3	
Structure des abattages contrôlés par rapport à l'effectif du cheptel (En %)																						
Abattages contrôlés / Effectif total																						
Bovins	33,7	26,3	32,2	34,3	34,9	28,8	22,5	24,7	26,1	28,5	29,9	28,5	27,9	27,6	29,6	31,5	29,6	28,4	32,3	29,0	29,5	
Ovins	29,0	21,3	20,0	18,0	16,4	13,1	14,4	17,7	17,1	17,4	18,7	14,7	14,6	14,1	13,4	12,7	10,2	9,1	9,1	16,8	12,8	
Caprins	22,3	22,3	23,3	23,6	21,8	20,0	27,3	27,1	31,9	26,8	27,1	26,7	27,1	28,3	24,2	24,1	24,7	16,5	20,8	25,3	24,2	
Poids de la viande obtenu par tête du cheptel (en Kg/tête)																						
Bovins	138,3	166,7	161,9	159,4	162,4	169,1	147,9	189,6	178,5	180,2	175,9	183,0	186,9	189,9	190,0	212,5	179,8	189,3	227,1	172,2	193,9	
Ovins	13,3	15,8	13,1	14,2	13,2	14,2	12,1	14,0	14,2	13,8	13,2	14,0	14,6	15,0	15,0	15,7	14,3	14,9	19,3	13,9	14,9	
Caprins	9,9	10,0	9,7	10,4	10,2	10,7	11,1	9,9	9,3	9,5	9,3	10,0	10,1	10,0	10,0	11,2	9,9	9,7	12,6	10,0	10,3	

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime + Calcul DEPF



Etat de la flotte de la pêche nationale

	Moyennes																			Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2000	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	00-07	08-16
Nombre de bateaux (En nombre)	2955	2991	2970	2957	2920	2917	2942	2970	2987	2993	3013	3016	3020	3014	3009	2949	2959	2960	2963	2957	2989
Pêche côtière (En %)	84,8	84,9	85,0	84,9	84,7	84,7	84,8	84,9	85,0	85,0	85,0	85,0	85,1	85,0	83,9	84,9	85,0	84,5	84,7	84,9	84,8
Pêche hauturière (En %)	15,2	15,1	15,0	15,1	15,3	15,3	15,2	15,1	15,0	15,0	15,0	15,0	14,9	15,0	16,1	15,1	15,0	15,5	15,3	15,1	15,2
Tonnage (1000 tonne de jauge brute) ⁽¹⁾	219	223	225	228	233	240	247	253	258	260	264	265	266	270	270	273	277	283	288	243	273
Pêche côtière (En %)	32,1	34,0	35,8	36,8	38,3	40,1	41,4	42,9	43,6	44,3	44,6	45,0	45,3	45,4	45,8	46,0	46,1	45,4	46,3	40,5	45,5
Pêche hauturière (En %)	67,9	66,0	64,2	63,2	61,7	59,9	58,6	57,1	56,4	55,7	55,4	55,0	54,7	54,6	54,2	54,0	53,9	54,6	53,7	59,5	54,5

Source : Office national des pêches + Calcul DEPF

⁽¹⁾ Une tonne de jauge brute équivaut à 2,83 m³Evolution de la production halieutique nationale ⁽¹⁾

	Moyennes																			Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	00-07	08-16
Production en quantité (milliers tonnes)	7,4	0,1	899	1101	949	903	938	979	793	769	894	1028	1055	881	1085	1149	1290	1299	1432	916	1124
Pêche côtière (En %)	77,4	85,5	85,1	88,9	94,1	95,8	92,0	88,4	88,6	88,5	87,2	86,1	84,9	76,8	78,2	74,1	76,1	65,0	64,1	90,2	75,9
Pêche hauturière (En %)	22,6	14,5	14,9	11,1	5,9	4,2	8,0	11,6	11,4	11,5	12,8	13,9	15,1	23,2	21,8	25,9	23,9	35,0	35,9	9,8	24,1
Production en valeur (Millions DH)	10,1	-0,1	6608	6507	5766	4437	4308	6441	6268	6010	7948	6752	6367	7668	7496	8318	9322	10453	12289	5793	8513
Pêche côtière (En %)	32,4	34,8	31,4	39,1	60,2	67,5	70,6	52,8	56,6	58,1	53,8	59,7	62,3	61,0	63,4	57,7	57,8	62,4	55,0	53,0	59,0
Pêche hauturière (En %)	67,6	65,2	68,6	60,9	39,8	32,5	29,4	47,2	43,4	41,9	46,2	40,3	37,7	39,0	36,6	42,3	42,2	37,6	45,0	47,0	41,0
Prix moyens à la tonne de la production halieutique nationale (En DH/t)	6782	6619	7352	5910	6073	4914	4593	6582	7907	7817	8887	6571	6035	8707	6911	7240	7229	8046	8581	6394	7578

Source : Office national des pêches + Calcul DEPF

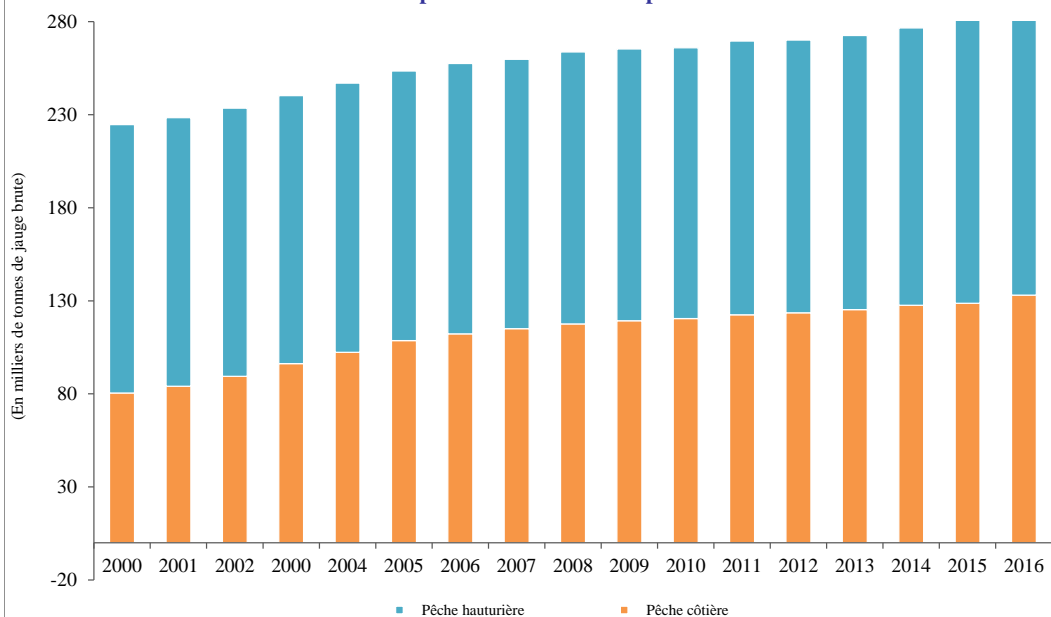
⁽¹⁾ Sont exclus de la production les autres produits halieutiques (aquaculture, algues, corails et madragues)

Structure de la destination des produits de la pêche côtière

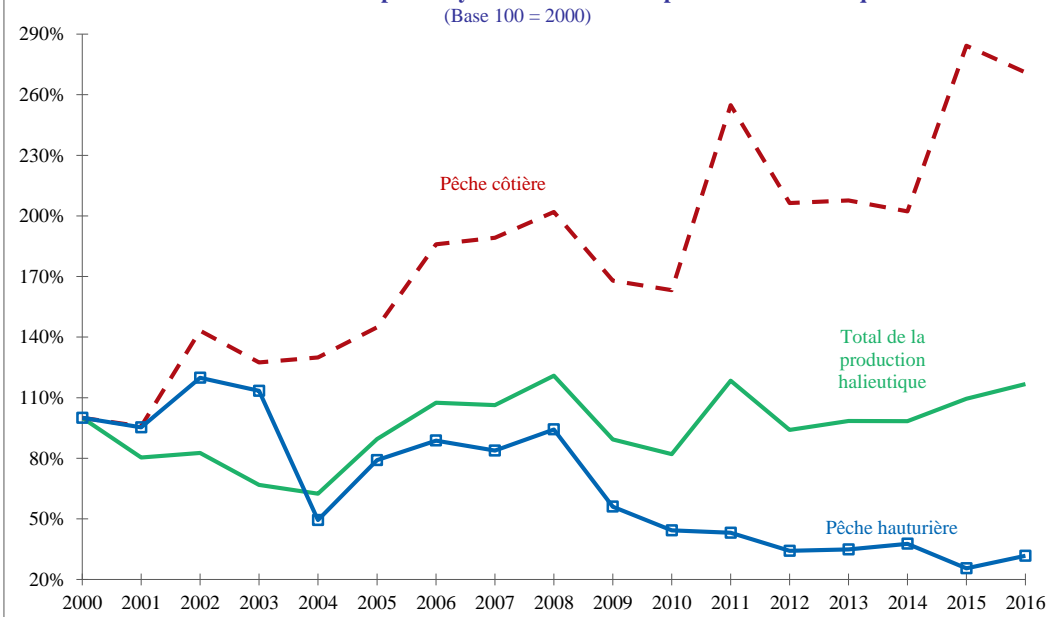
(En %)	Moyennes																			Moyennes		
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Pêche côtière (milliers tonnes)	474	629	765	979	893	865	862	865	702	680	779	885	895	676	848	851	982	845	918	1310	827	899
Pêche côtière (Millions DH)	138	107	2078	2545	3470	2995	3043	3404	3546	3494	4273	4034	3967	4678	4751	4799	5391	6521	6753	7285	3072	5245
Consommation	36,8	28,3	33,1	27,4	33,4	40,0	36,9	34,0	44,0	41,5	37,1	36,5	43,5	37,2	39,0	33,7	25,3	29,4	23,4	25,0	35,8	32,0
Conserve	21,5	23,4	17,0	14,2	16,6	20,1	16,6	15,3	22,5	20,2	15,7	12,3	20,4	12,8	13,2	13,0	16,0	15,0	16,8	17,8	17,6	15,4
Congélation	1,4	2,5	7,4	5,5	7,5	3,6	3,3	10,5	12,8	10,9	12,0	10,6	3,8	28,6	28,4	37,1	31,6	44,0	47,4	50,1	7,4	31,9
Sous-produits	39,9	45,3	42,0	51,7	40,9	34,8	41,8	39,3	19,7	26,4	33,3	38,8	31,0	20,8	18,4	15,3	26,6	11,4	12,4	7,1	38,0	20,0
Salaisons et appât	0,4	0,5	0,5	1,2	1,6	1,4	1,5	0,9	0,9	1,0	1,8	1,7	1,3	0,6	0,9	0,8	0,6	0,2	0,0	0,0	1,1	0,7

Source : Office national des pêches + Calcul DEPF

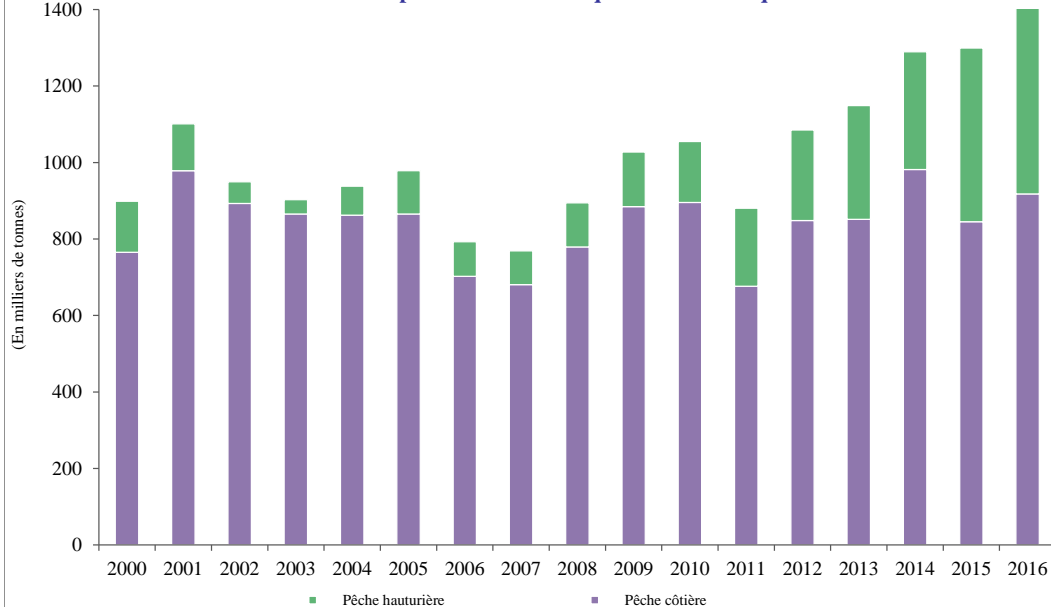
Evolution de la capacité de la flotte de la pêche nationale



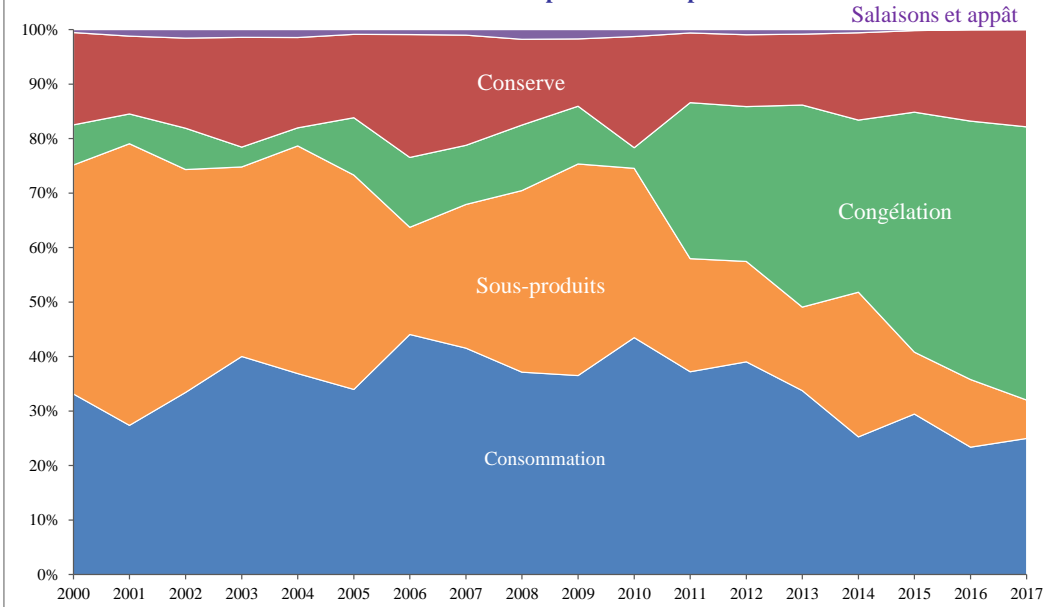
Evolution en indice des prix moyens à la tonne de la production halieutique



Evolution de la production halieutique nationale en quantité



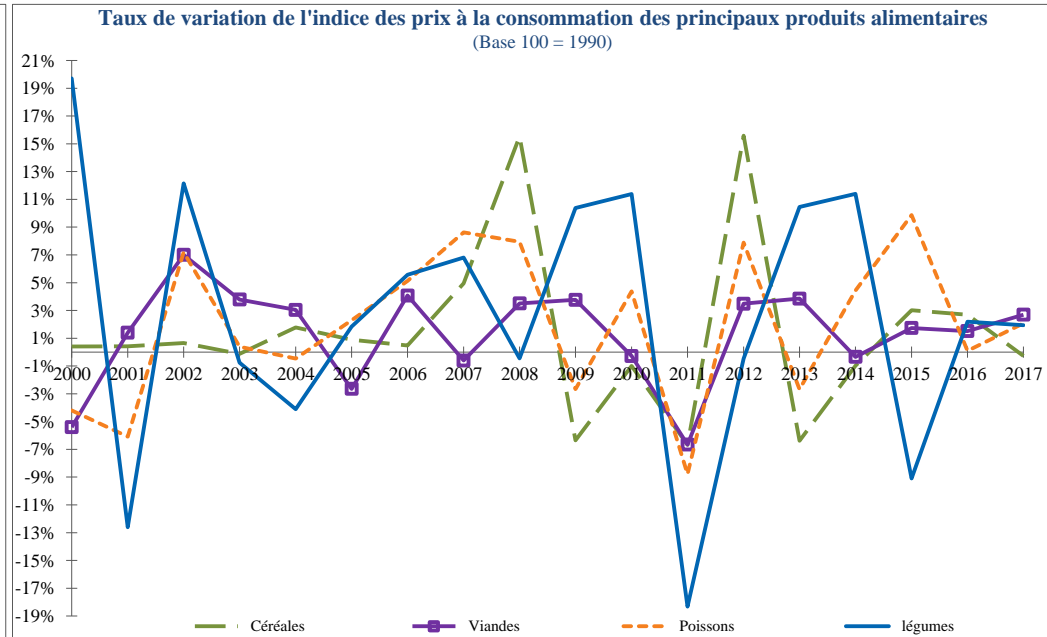
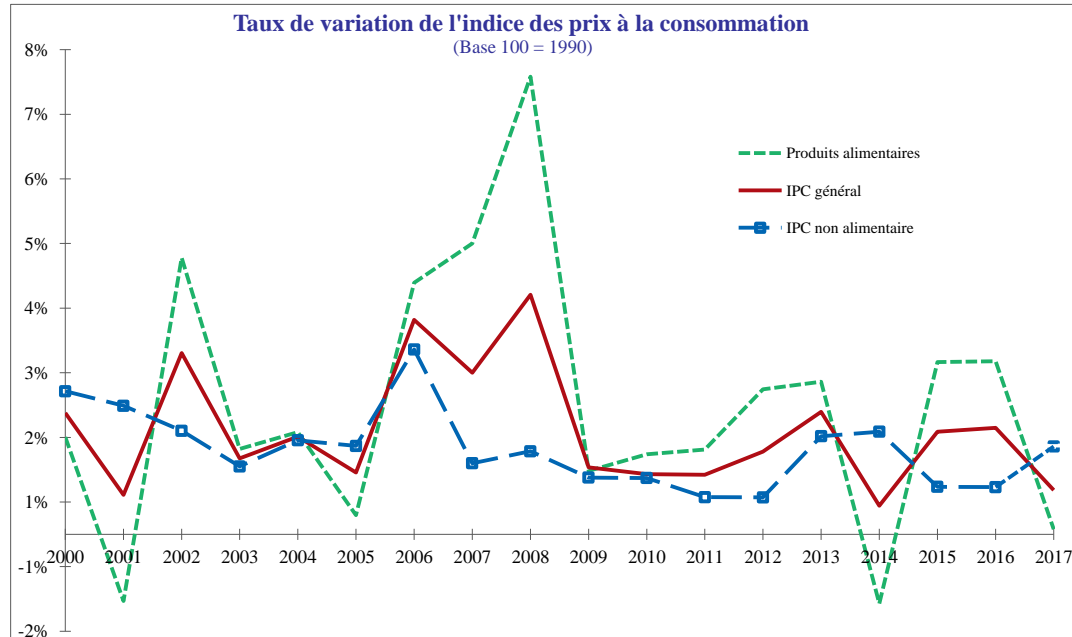
Structure de la destination des produits de la pêche côtière



Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires

(Base 100 = 1990)	Rythme de croissance																				Rythme de croissance	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Produits alimentaires	7,2	1,9	1,5	-1,0	4,3	1,3	1,6	0,3	3,9	4,5	7,1	1,0	1,2	1,3	2,2	2,4	-1,1	2,7	2,7	0,1	2,0	1,4
Dont:																						
Céréales	5,9	1,2	0,4	0,4	0,7	-0,1	1,8	0,9	0,5	4,9	15,5	-6,4	-1,0	-6,7	15,6	-6,4	-1,0	3,0	2,7	-0,3	1,2	-0,2
Lait, produits laitiers et œufs	4,7	1,7	0,1	1,6	2,2	1,4	-1,2	1,7	1,9	4,6	4,5	2,2	-0,9	-5,6	4,5	2,2	-0,9	1,1	1,8	2,2	1,6	0,7
Viandes	10,0	1,4	-5,4	1,4	7,0	3,8	3,0	-2,6	4,1	-0,6	3,5	3,8	-0,3	-6,7	3,5	3,9	-0,3	1,7	1,5	2,7	1,3	1,0
Poissons	8,4	4,4	-4,2	-6,1	7,2	0,4	-0,5	2,3	5,1	8,6	7,9	-2,7	4,4	-8,8	7,9	-2,7	4,4	9,9	0,1	2,1	1,5	1,5
légumes	10,2	0,3	19,7	-12,6	12,2	-0,8	-4,1	1,8	5,6	6,8	-0,5	10,4	11,4	-18,3	-0,5	10,5	11,4	-9,1	2,2	1,9	3,2	1,7
Sucres et produits sucrés	2,4	2,7	-2,0	0,5	0,6	-0,4	0,8	-0,5	5,7	5,6	2,1	1,0	0,4	-3,4	2,1	1,0	0,5	0,9	0,9	0,8	1,3	0,4
IPC général	6,0	2,7	1,9	0,6	2,8	1,2	1,5	1,0	3,3	2,5	3,7	1,0	0,9	0,9	1,3	1,9	0,4	1,6	1,6	0,7	1,8	1,2
IPC non alimentaire	5,0	3,4	2,2	2,0	1,6	1,1	1,5	1,4	2,9	1,1	1,3	0,9	0,9	0,6	0,6	1,5	1,6	0,7	0,7	1,4	1,7	1,0

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul de la DEPF



Mines



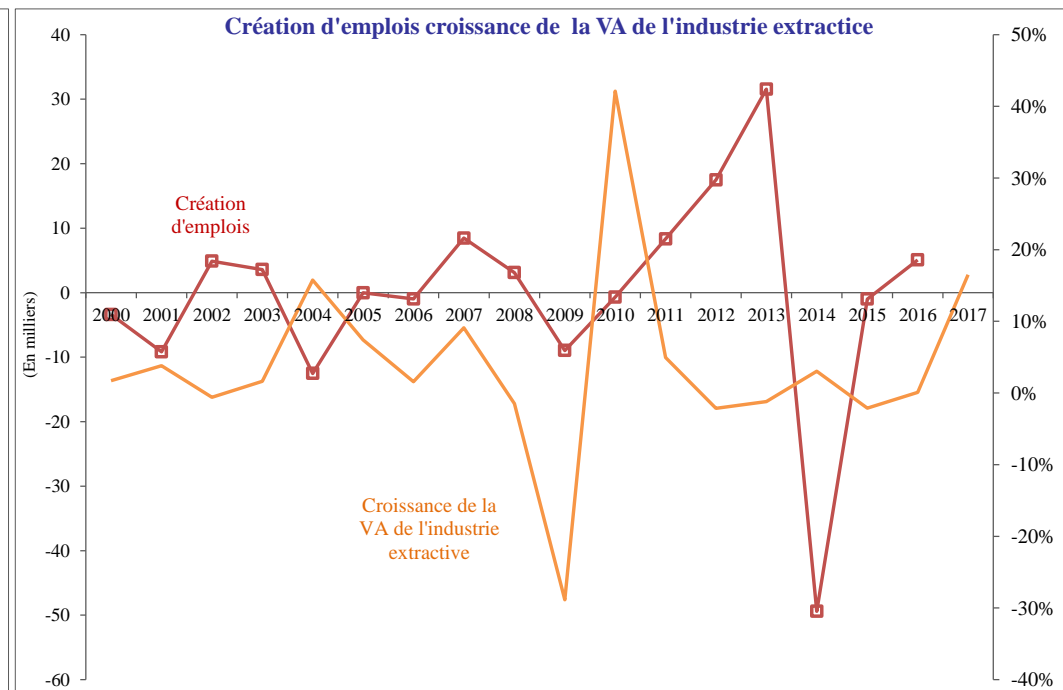
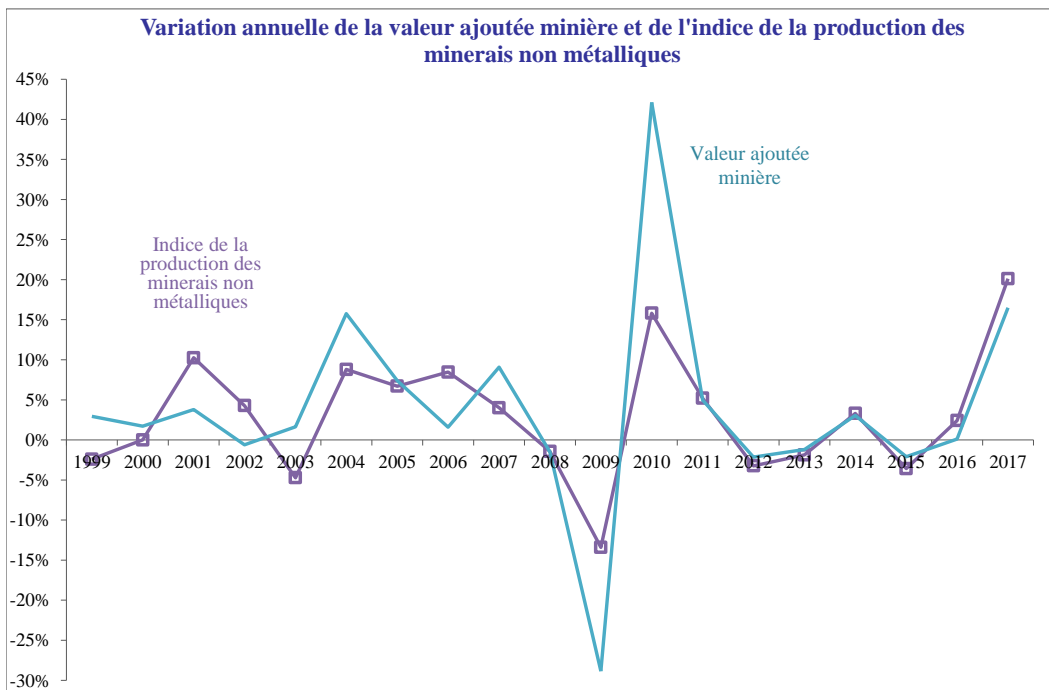
Source :

- Ministère de l'Energie, des Mines, de l'eau et de l'environnement
- Office Chérifien des Phosphates
- Office des Changes
- Haut Commissariat au Plan

Indicateurs du secteur de l'industrie d'extraction

	Moyennes																				Moyenne	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Valeur ajoutée de l'industrie d'extraction aux prix courants (En millions de DH)	5410	99187	7764	8212	7780	7158	7427	8231	9640	12037	33097	13063	22632	31650	33420	30027	22691	22692	20639	24324	8531	25424
Part dans le PIB (En %)	1,9	1,8	1,9	1,8	1,7	1,4	1,4	1,5	1,6	1,9	4,6	1,7	2,9	3,9	3,9	3,3	2,5	2,3	2,0	2,3	1,6	2,9
Taux de croissance de la VA de l'industrie d'extraction en volume aux prix de l'année précédente (En %)	2,9	9,1	1,7	3,8	-0,6	1,6	15,8	7,4	1,6	9,1	-1,5	-28,9	42,1	5,0	-2,1	-1,2	3,0	-2,1	0,1	16,5	4,9	1,7
Contribution à la croissance du PIB en volume (En points de croissance)	0,0	0,2	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	-1,3	0,7	0,1	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,3	0,1	0,0
Production de l'industrie d'extraction aux prix courants (En millions de DH)	10261	11102	11461	12059	12100	11126	11775	13279	15223	18256	39456	19682	30001	39702	41683	38306	31258	31034	28789	33667	13160	33358
Part dans la production totale (En %)	2,1	1,7	1,6	1,6	1,5	1,3	1,4	1,4	1,5	1,7	3,2	1,6	2,3	2,8	2,8	2,5	2,0	2,0	1,8	2,0	1,5	2,3
Taux de valeur ajoutée de l'industrie d'extraction (En %)	52,7	61,3	67,7	68,1	64,3	64,3	63,1	62,0	63,3	65,9	83,9	66,4	75,4	79,7	80,2	78,4	72,6	73,1	71,7	72,2	64,8	76,2
Emploi dans l'industrie d'extraction (En milliers)			54,2	45,0	49,9	53,5	40,9	40,9	39,9	48,4	51,5	42,5	41,8	50,2	67,7	99,2	49,8	48,8	53,9		46,6	56,2
Part dans l'emploi total (En %)			0,6	0,5	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,5	0,5	0,5		0,5	0,5

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul de la DEPF



Variation de l'indice de la production minière

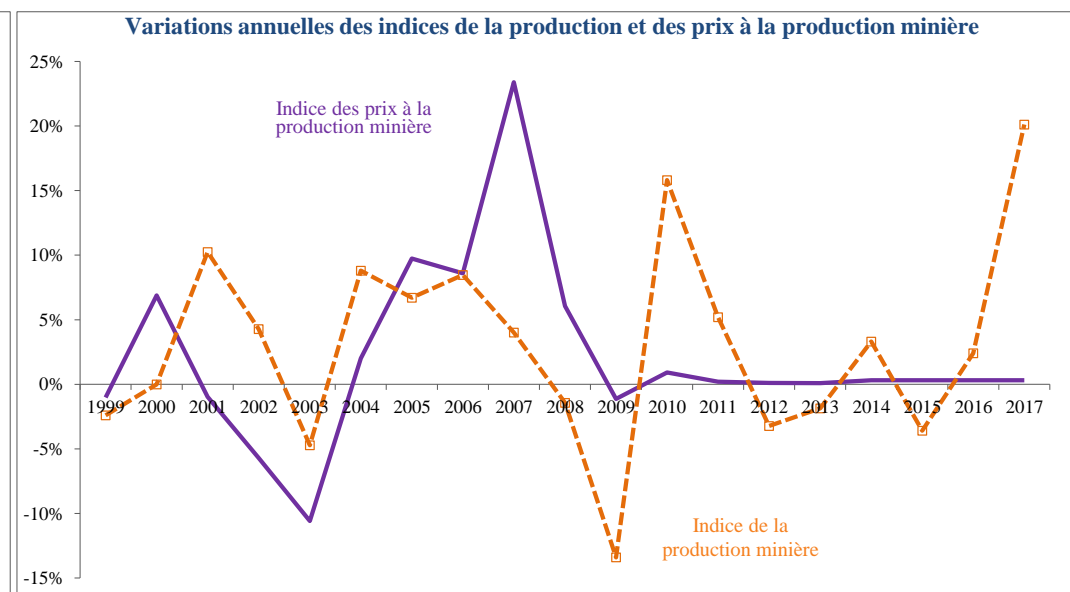
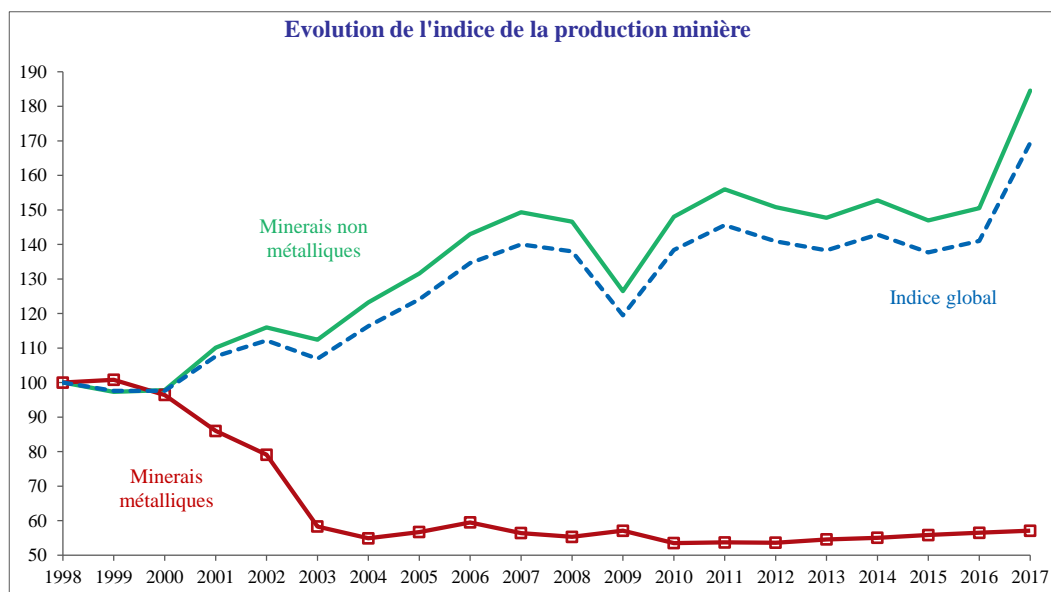
(en %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			2000-07	2008-17
Minerais non métalliques	0,5	12,6	5,4	-3,1	9,6	6,8	8,7	4,4	-1,8	-13,7	17,0	5,4	-3,3	-2,1	3,4	-3,8	2,4	22,6	5,5	2,6
Minerais métalliques	-4,4	-10,8	-8,0	-26,3	-5,8	3,3	4,9	-5,2	-2,0	3,3	-6,3	0,4	-0,2	1,8	0,9	1,5	1,1	1,0	-7,0	0,4
Indice global	0,0	10,2	4,3	-4,7	8,8	6,7	8,5	4,0	-1,4	-13,4	15,8	5,2	-3,2	-1,9	3,3	-3,6	2,4	20,1	4,6	2,3

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul de la DEPF

Variation de l'indice des prix à la production minière

(en %)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			2000-07	2008-17
Minerais non métalliques	7,4	7,5	-12,0	6,5	13,5	-12,8	21,6	16,7	18,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	0,0
Minerais métalliques	6,8	-2,8	-4,2	-14,2	-0,9	16,2	5,8	25,0	3,3	-1,5	1,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	3,4	0,2
Indice global	6,9	-1,0	-5,7	-10,6	2,0	9,7	8,6	23,4	6,1	-1,1	0,9	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	3,7	0,2

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF



Production et utilisation des phosphates

En milliers de tonnes	Rythme de croissance																				Rythme de croissance	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Extraction des phosphates	-2,5	2,9	19658	20724	21806	21997	25568	28119	27244	27589	27156	19242	27356	28247	27100	28804	32018	30323	31467		2,4	1,9
Production marchande	-1,3	2,4	21463	21983	23038	22877	25369	27254	27386	27834	24861	18307	26628	28052	27060	26400	27390	26264	26929	32843	2,9	3,1
Ventes locales	3,0	0,4	10891	11364	11815	12009	13401	13888	13834	14007	12034	12569	16444	18403	17032	12673	12971	12744	12889		3,1	0,9
Part dans l'utilisation du phosphate (En%)			51	51	51	52	53	51	51	50	51	69	62	66	65	60	60	60	62			
Exportations	-4,9	5,1	10487	10853	11138	11010	11828	13385	13399	13916	11644	5724	10254	9357	9100	8608	8738	8525	7903	11061	2,4	-0,6
Part dans l'utilisation du phosphate (En%)			49	49	49	48	47	49	49	50	49	31	38	34	35	40	40	40	38			
Total d'utilisation du phosphate	-1,1	2,7	21378	22217	22953	23019	25229	27273	27233	27923	23678	18293	26698	27760	26132	21281	21709	21269	20792		2,8	-1,6

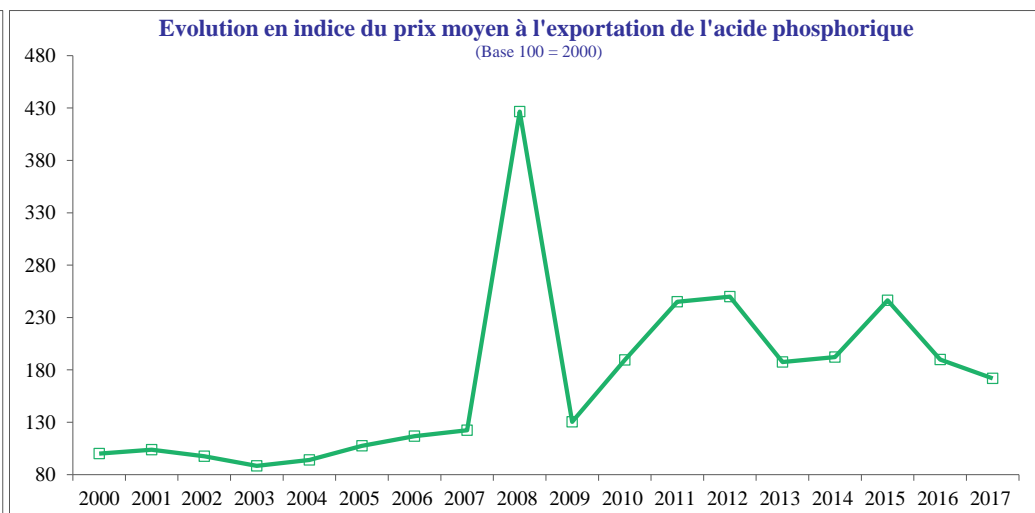
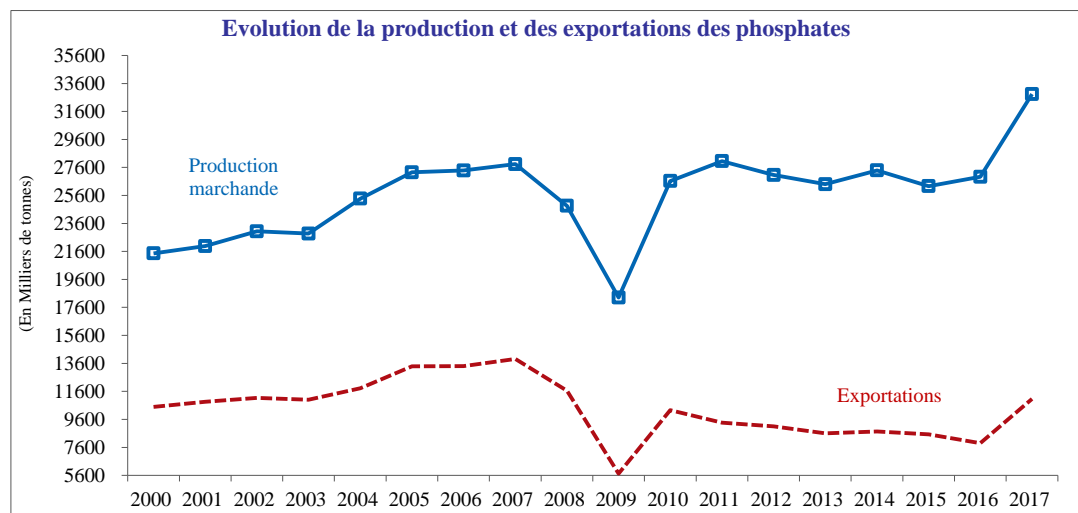
Source: Office Chérifien des Phosphates + Calcul DEPF

Evolution de la production et de l'exportation de l'acide phosphorique

Quantité : Milliers de tonnes Valeur : Millions de DH	Rythme de croissance																				Rythme de croissance	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Production (Quantité)	2,0	0,7	2731	2819	2920	2930	3254	3390	3409	3456	2771	3077	4099	4488	4265	4464	4525	5178	6964	8619	3,2	9,6
Exportation (Quantité)	9,4	0,6	1734	1581	1698	1775	2171	2295	2186	2393	1729	1995	2345	2258	1896	1897	1898	1899	1900	1901	3,9	-2,3
Exportation (Valeur)	8,2	5,3	5365	5076	5128	4856	6320	7641	7891	9069	22831	8051	13753	17115	14667	12053	12781	16083	11162	10637	5,8	1,6
Prix moyens à l'exportation (Base 100=2000) ⁽¹⁾	-1,0	4,7	100,0	103,7	97,6	88,4	94,1	107,6	116,6	122,5	426,6	130,4	189,5	245,0	249,9	187,6	192,3	246,5	189,8	171,8	1,8	3,4

Source : Ministère de l'Energie, des Mines, de l'eau et de l'environnement et Office des Changes pour l'exportation + Calcul DEPF

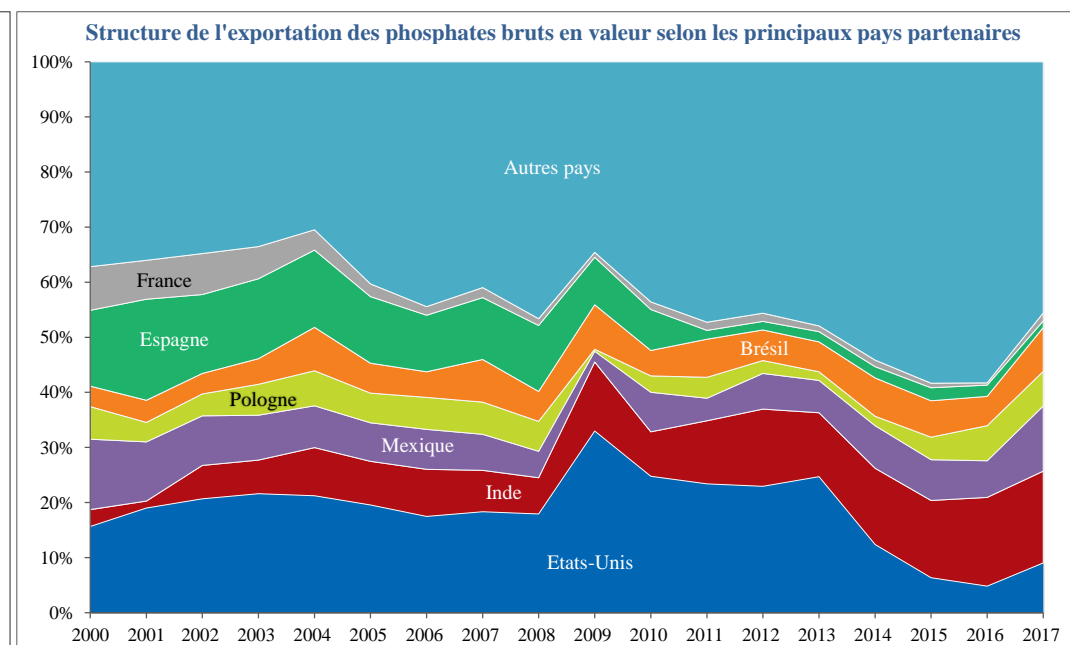
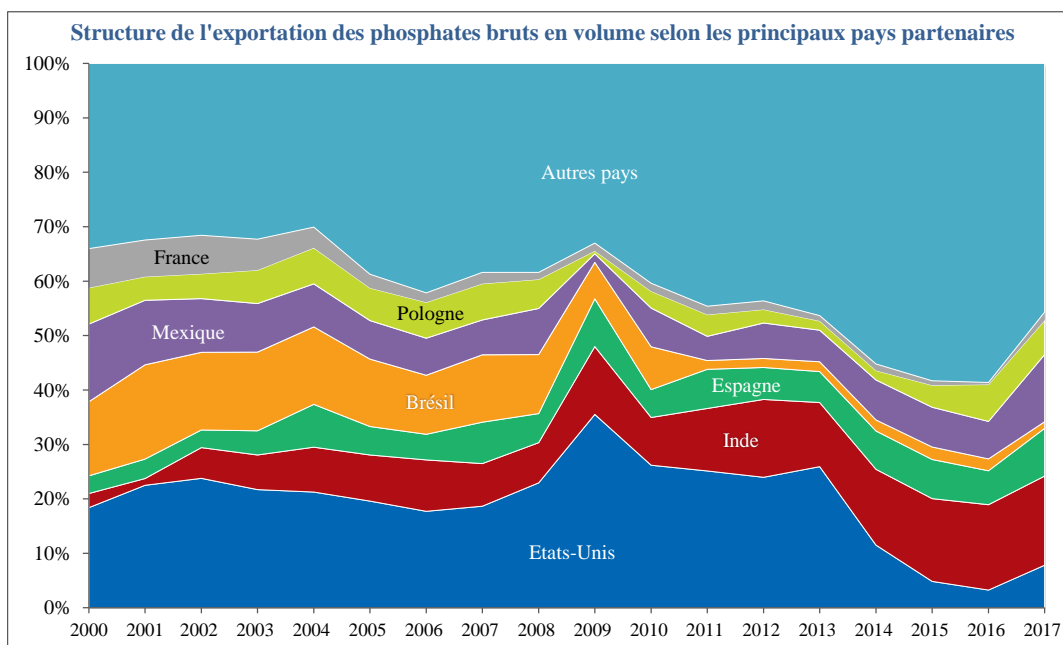
(1) C'est le prix moyen à la tonne exprimé en indice (base 100 en 2000).



Structure des exportations des phosphates selon les principaux pays partenaires

(En %)	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1992-94	1995-99																			2000-07	2008-17
Inde	3,2	3,1	2,6	1,3	5,6	6,4	8,3	8,5	9,4	7,8	7,4	12,5	8,8	11,5	14,3	11,8	13,9	15,2	15,7	16,4	6,5	12,6
Mexique	7,8	16,5	14,3	11,9	9,9	8,9	7,9	7,1	6,8	6,4	8,5	1,6	7,1	4,4	6,5	5,8	7,3	7,3	6,9	12,3	8,9	7,1
Brésil	1,1	1,7	3,3	3,6	3,2	4,4	7,9	5,2	4,7	7,6	5,3	8,8	5,1	7,2	5,9	5,7	7,1	7,2	6,2	8,8	5,1	6,6
Etats-Unis	18,2	17,0	18,4	22,5	23,8	21,7	21,2	19,6	17,7	18,7	22,9	35,5	26,2	25,1	24,0	25,9	11,5	4,8	3,2	7,8	20,3	18,4
Pologne	6,1	6,4	6,6	4,3	4,5	6,1	6,6	6,0	6,6	6,7	5,3	0,5	3,1	4,0	2,5	1,7	1,7	4,1	6,8	6,3	6,0	3,8
Nouvelle Zélande	1,7	1,4	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,3	0,8	1,7	1,3	2,2	2,9	3,7	3,7	4,7	5,1	5,6	2,1	0,2	3,2
Corée du Sud	2,1	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	1,4	2,4	2,0	0,0	0,8
Roumanie	4,7	1,3	2,1	1,1	1,2	2,0	2,2	2,1	1,1	1,4	1,8	1,8	2,3	3,1	2,5	1,7	1,6	2,0	1,2	1,6	2,6	2,1
France	3,0	6,0	7,2	6,7	7,1	5,7	3,8	2,5	1,7	2,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,6	1,0	1,2	0,8	0,4	1,5	4,4	1,2
Espagne	16,1	16,7	13,6	17,3	14,3	14,4	14,2	12,4	10,8	12,4	10,9	6,7	7,9	1,6	1,7	1,8	2,0	2,3	2,2	1,2	13,5	4,0
Belgique+Luxembourg	7,5	4,9	4,5	4,2	3,6	4,2	3,7	3,0	2,8	3,0	4,3	4,2	6,4	4,5	4,1	5,0	2,0	1,6	1,1	1,0	3,6	3,5
Australie	1,3	1,8	3,2	3,1	2,5	1,8	1,2	4,0	2,9	2,8	3,2	1,7	2,0	2,1	1,4	0,3	1,0	0,7	1,6	0,3	2,7	1,5
Autres pays	27,3	21,8	24,3	24,0	24,2	24,2	22,9	29,3	35,1	30,4	27,3	24,0	27,5	32,0	31,9	35,6	44,1	47,4	46,8	38,8	26,2	35,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Office Chérifien des Phosphates + Calcul DEPF

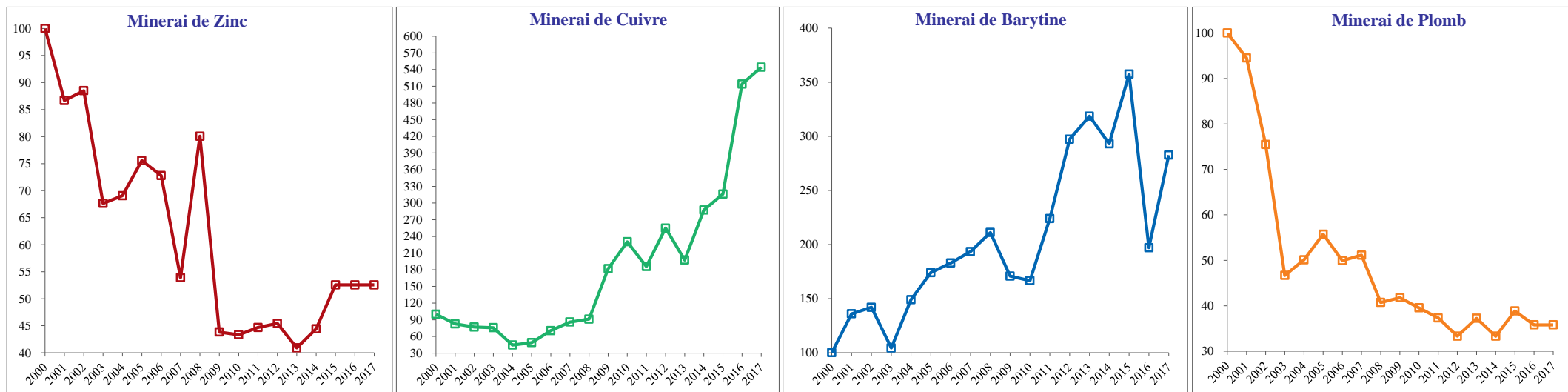


Evolution de la production et de l'exportation en volume des principaux produits miniers

(Milliers de tonnes)	Rythme de croissance																				Rythme de croissance		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17	
Production																							
Minerai de Plomb	3,3	1,8	117,4	110,9	88,6	54,8	58,8	65,4	58,6	60,0	47,8	49,0	46,4	43,8	39,1	43,7	39,1	45,6	42,0	42,0	-7,7	-3,5	
Minerai de Zinc	34,0	7,6	201,7	174,8	178,5	136,4	139,3	152,4	146,8	108,7	161,5	88,4	87,4	90,1	91,6	82,5	89,6	106,0	106,0	106,0	-8,2	-0,3	
Minerai de Cuivre	-3,0	-6,8	23,2	19,1	17,8	17,5	10,3	11,3	16,3	19,9	21,1	42,1	53,3	43,0	59,0	45,7	66,5	73,2	119,0	126,0	-2,9	20,3	
Minerai de Fer	-18,0	-36,7	6,5	8,0	8,7	6,3	12,2	16,3	35,5	48,0	22,9	30,5	44,7	78,9	260,7	301,1	22,9	18,0	21,0		28,1	-8,8	
Manganèse Chimique	-1,4	-1,5	25,8	13,8	18,1		9,0	10,0	2,5	41,6	102,3	51,8	75,6	58,0	90,2	111,0	91,3	71,7	70,1		4,5	6,0	
Minerai de Fluorine	-4,1	-0,5	77,0	96,5	94,9	81,2	107,2	114,7	103,3	78,8	56,7	66,0	89,7	79,2	79,3	81,2	79,8	80,4	74,3		-0,7	-0,7	
Minerai de Barytine	-10,7	7,5	343,6	467,1	487,6	358,5	511,8	597,6	628,4	664,7	725,1	586,9	572,4	769,5	1021,4	1094,5	1006,6	1228,0	677,0	971,0	9,2	3,9	
Exportation																							
Minerai de Plomb	11,8	-2,9	39,2	33,7	30,8	26,9	33,0	32,8	30,9	42,8	32,7	38,1	41,8	40,9	38,1	46,1	47,7	49,0	53,0	59,3	-1,4	3,3	
Minerai de Zinc	33,7	8,8	190,3	187,4	325,3	209,3	179,8	223,1	156,6	118,3	109,5	90,7	92,6	73,6	82,0	79,4	87,9	94,0	99,7	116,7	-8,0	-0,1	
Minerai de Cuivre	-1,5	-6,8	25,2	20,9	19,3	19,8	12,4	14,8	17,9	31,3	33,3	58,6	48,8	37,7	65,6	69,8	85,9	122,7	114,6	166,0	0,7	18,2	
Minerai de Fer	-18,0	-65,8	0,01	0,0	0,0	0,0	0,02	11,0	11,4	25,7	11,7	11,0	20,4	12,1	221,7	291,1	26,6	8,3	54,4	50,6	90,2	7,0	
Manganèse Chimique	-7,7	60,2	16,9	15,5	13,8	0,2	0,04	7,8	12,1	49,2	147,0	72,6	91,4	59,1	92,2	123,2	72,9	79,4	138,0	79,0	-21,0	4,8	
Minerai de Fluorine	-2,0	-3,2	80,0	94,0	94,5	72,8	103,1	92,6	134,8	121,2	98,7	79,6	76,0	81,3	68,1	78,5	70,1	77,4	60,3	69,2	4,8	-5,4	
Minerai de Barytine	-4,3	-5,9	327,2	410,9	412,3	324,9	312,6	334,9	506,2	491,9	573,0	440,5	705,4	732,0	999,9	929,4	1170,1	1067,3	555,7	931,7	11,1	6,6	

Source: Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement + Office des Changes + calcul de la DEPF

Evolution en indice de la production des principaux produits miniers (Base 100 = 2000)



Energie et eau



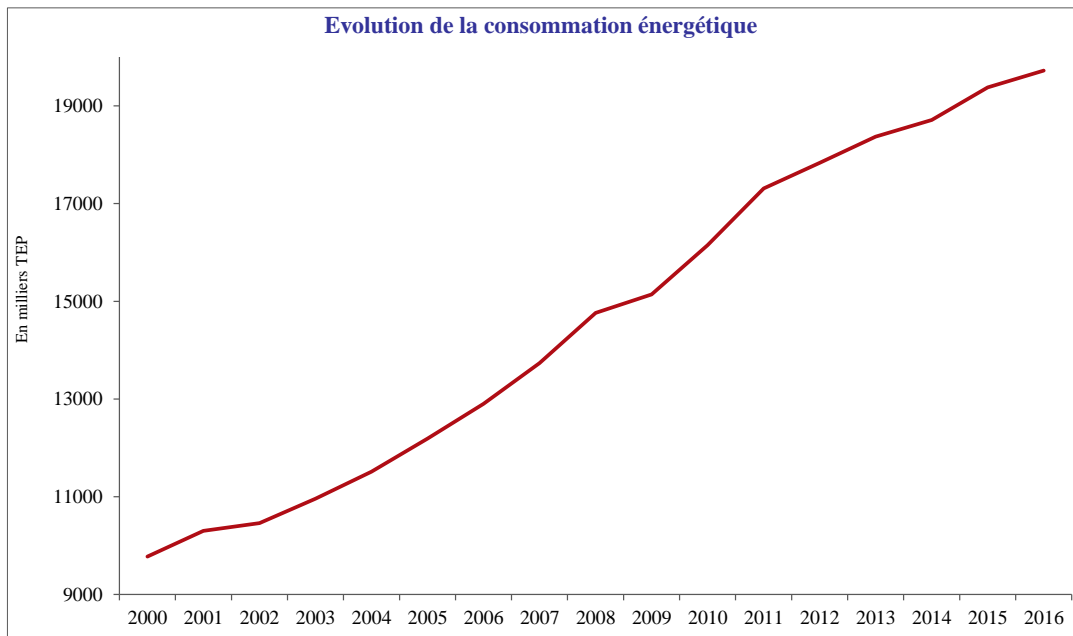
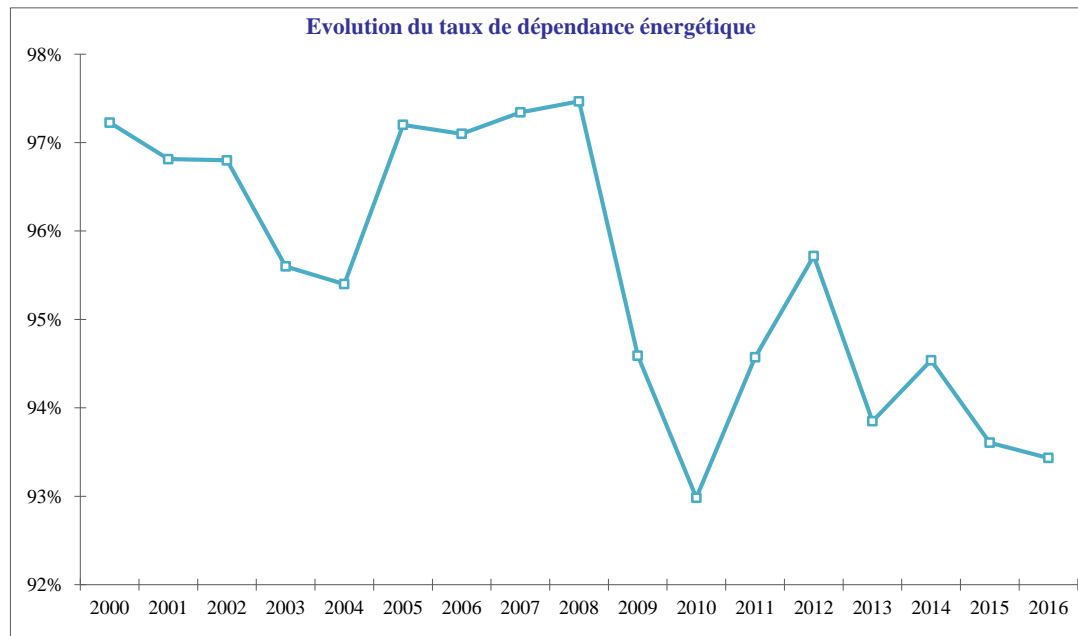
Source :

- Ministère de l'Energie, des Mines, de l'eau et de l'environnement
- Office Nationale de l'Electricité et de l'Eau potable (O.N.E.E)
- Haut Commissariat au Plan

Bilan du secteur énergétique

(En milliers de "Tonne) (En équivalent de Pétrole" T.E.P)	Moyennes																			Moyennes	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16
Production locale	609,6	626,1	271	328	330	478	528	346	370	365	374	819	1133	767	696	1175	1022	1239	1295	377	947
Electricité hydraulique	40,7	60,6	69,1	69,1	66,4	78,5	78,4	72,5	69,2	64,4	63,6	81,6	79,6	67,9	60,9	61,6	41,7	39,5	25,2	71,7	55,4
électricité éolienne	0,0	0,0	6,1	16,2	15,2	9,6	9,5	14,5	13,0	19,2	20,6	12,5	15,1	23,5	27,2	30,0	48,9	52,9	60,2	12,7	35,3
Pétrole brut et gaz naturel	5,9	4,9	18,4	14,3	14,6	9,4	10,4	13,0	17,8	15,3	12,2	4,7	4,1	6,5	11,7	8,4	9,4	7,4	6,6	13,7	7,4
Consommation totale	7302	8782	9775	10302	10461	10961	11511	12190	12901	13734	14764	15139	16147	17310	17834	18371	18710	19378	19722	11479	17486
Electricité	5,3	6,1	8,4	6,7	6,0	7,3	7,5	4,2	6,4	8,8	9,6	13,0	13,0	11,0	10,5	13,5	13,3	27,5	12,9	6,9	14,1
Charbon	16,3	23,6	27,5	33,1	31,9	31,4	31,4	30,5	30,1	28,5	25,3	23,0	21,7	22,7	22,4	21,7	26,2	27,5	26,1	30,5	24,2
Produits pétroliers	78,0	70,0	63,8	59,8	61,6	61,0	60,7	62,2	59,8	58,8	61,4	60,1	61,4	61,7	60,5	58,5	54,5	54,0	55,1	60,8	58,4
Gaz naturel	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	3,1	3,7	3,9	3,6	3,9	3,9	4,6	6,6	6,3	6,0	5,9	5,9	1,8	5,3
Déficit énergétique	6693	8155	9504	9974	10131	10483	10983	11844	12531	13369	14390	14320	15014	16370	17070	17241	17688	18139	18427	11102	16518
Taux de dépendance énergétique (en %)	91,5	92,8	97,2	96,8	96,8	95,6	95,4	97,2	97,1	97,3	97,5	94,6	93,0	94,6	95,7	93,8	94,5	93,6	93,4	96,7	94,5

Source : Ministère de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement + Calcul DEPF



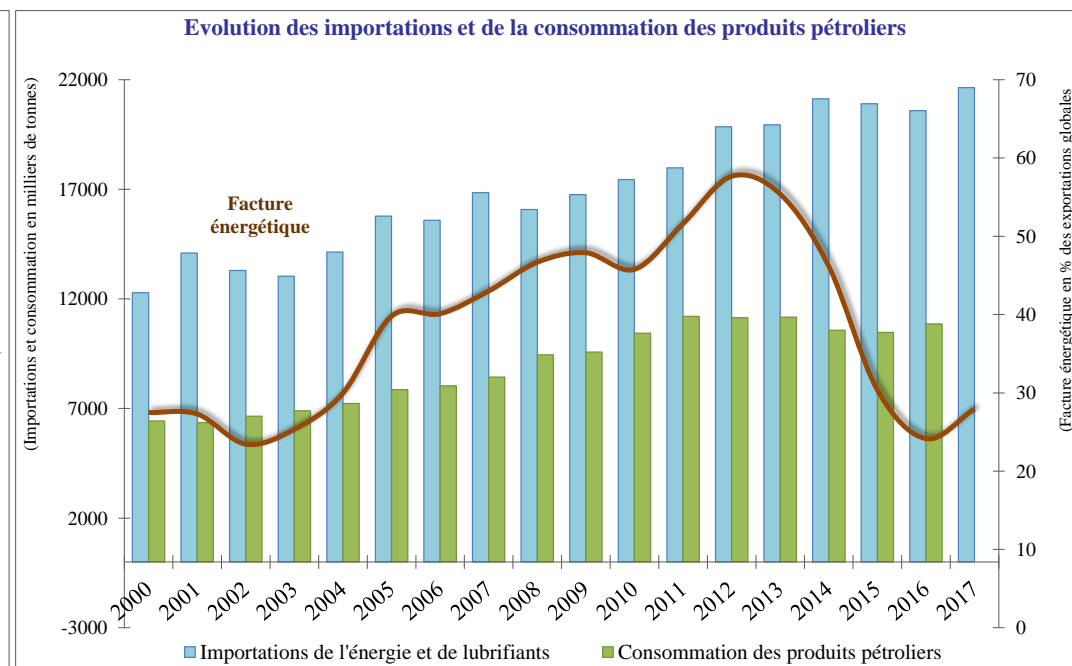
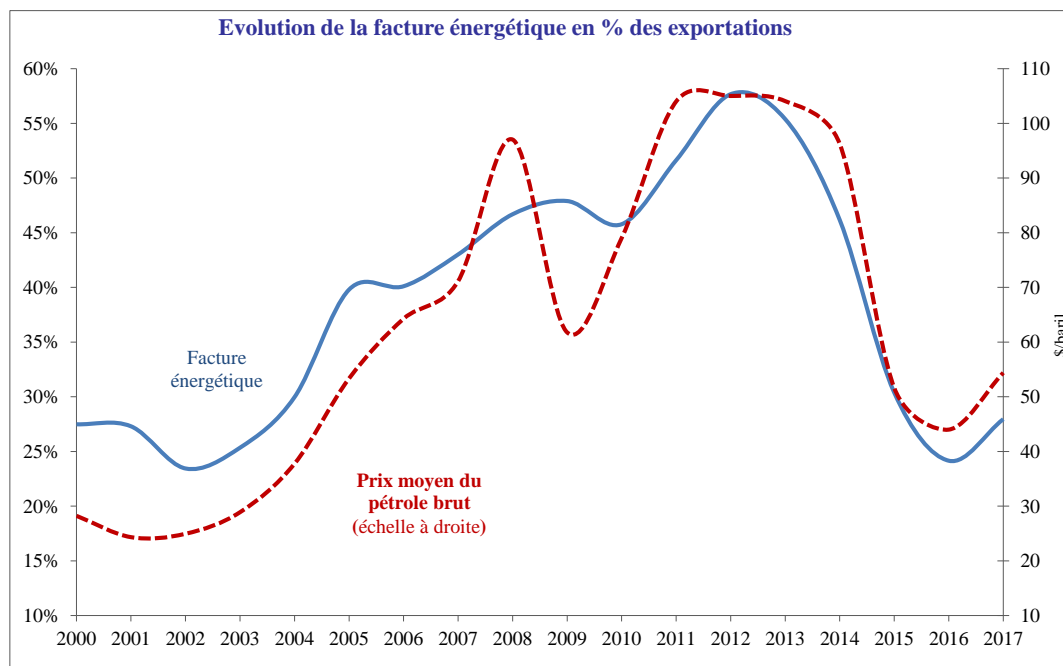
Activité du secteur pétrolier

(En milliers de tonnes)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Importations de l'énergie et de lubrifiants	6,5	3,5	12283	14091	13302	13037	14136	15782	15589	16849	16075	16754	17442	17978	19854	19948	21130	20901	20589	21638	4,6	3,4
Dont :																						
Importations de pétrole brut	3,9	1,6	6853	7259	6390	4614	6098	7056	6262	6256	5506	4788	5237	4987	5668	5739	4834	2690			-1,7	-9,7
Importations de produits pétroliers	27,3	5,2	1231	1423	1638	1782	3136	2301	2801	3393	4291	4883	6338	6296	7432	7946	8160	8163	9746	11555	13,9	11,6
Consommation des produits pétroliers	6,3	0,6	6429	6359	6653	6895	7228	7861	8039	8438	9446	9579	10435	11207	11143	11167	10576	10472	10863		2,5	1,8
Exportations de l'énergie et de lubrifiants	2,5	23,9	1432	1900	1188	467	958	914	510	747	489	696	247	564	900	1235	920	525	619	411	-8,4	-1,9
Facture énergétique en % des exportations ⁽¹⁾	-1,7	-2,5	27	27	23	25	30	40	40	43	47	48	46	52	58	55	46	30	24	28	11,8	-5,5
Prix moyen du pétrole brut (En dollar le baril) ⁽²⁾	-2,3	2,4	28	24	25	29	38	53	64	71	97	62	79	104	105	104	96	52	44	54	18,8	-6,2

Source : Ministère de l'Énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement + office des changes + Calcul DEPF

(1) C'est les importations de l'énergie et de lubrifiants en valeur rapportées aux exportations de marchandises globales

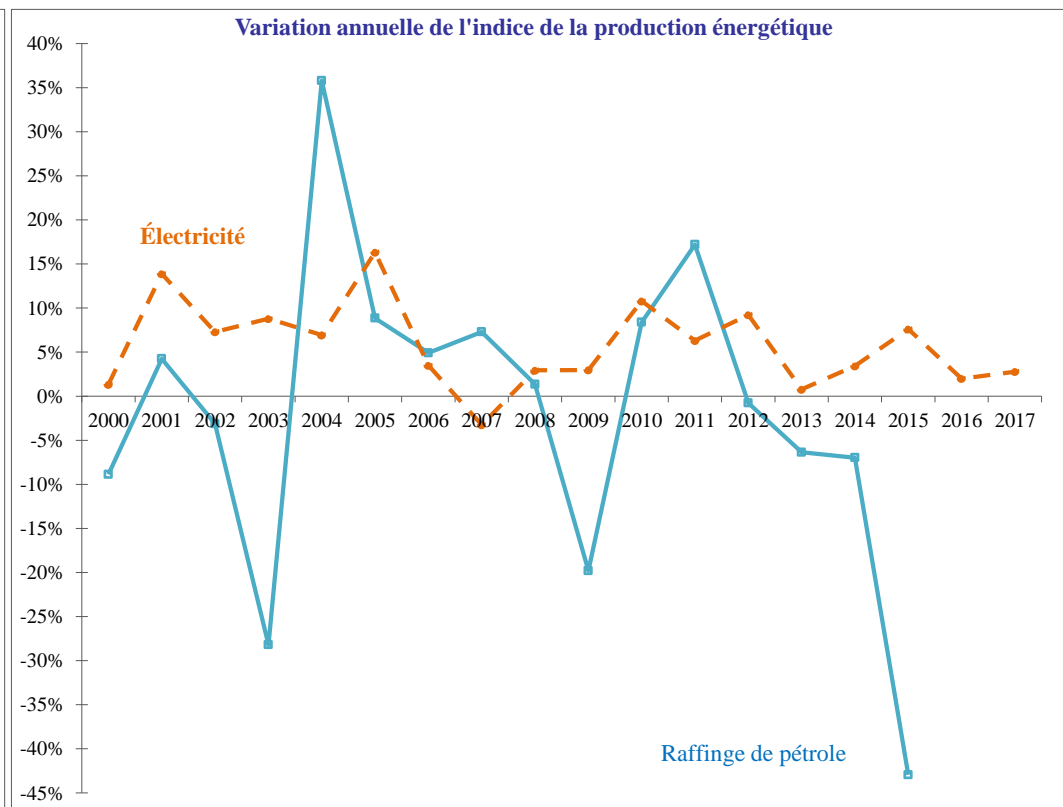
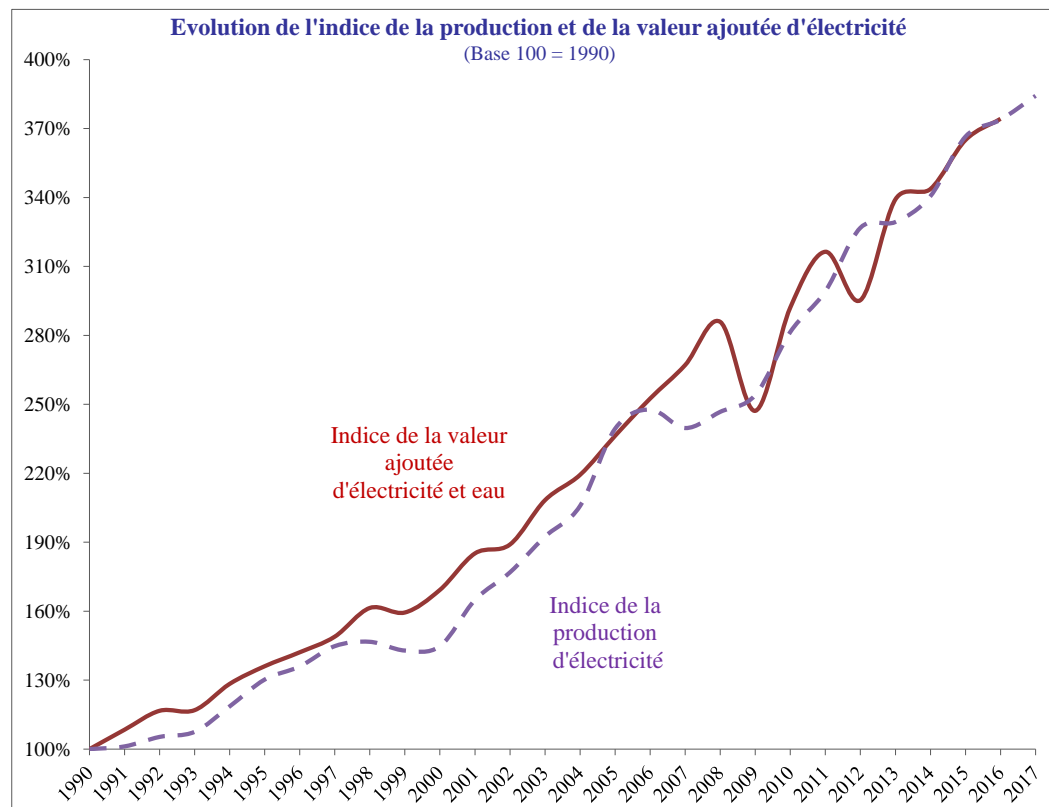
(2) Prix moyen du pétrole brut (Brent, West Texas Intermediate et Dubai) (En dollar le baril)



Evolution de l'indice de la production énergétique et de l'indice des prix à la production de l'électricité

(Base 100 = 2000)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance			
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17	
Electricité			100,0	113,9	122,2	132,9	142,1	165,3	171,1	165,6	170,4	175,5	194,4	206,7	225,7	227,5	235,3	253,1	258,2	265,4			
Pétrole raffiné	4,4	3,8	1,3	13,9	7,3	8,8	6,9	16,3	3,5	-3,3	2,9	3,0	10,8	6,3	9,2	0,8	3,4	7,6	2,0	2,8	6,7	5,0	
Indice des prix à la Prod. de l'électricité			100,0	94,2	95,5	97,6	93,7	93,7	95,5	98,1	98,1	98,1	98,1	98,1	98,1	98,1	98,1	99,7	105,9	110,5	113,9		
	3,2	1,8	-8,9	4,3	-3,1	-28,2	35,8	8,9	4,9	7,3	1,4	-19,8	8,4	17,2	-0,8	-6,4	-7,0	-42,9			1,2	-9,4	
	2,1	5,1	-1,9	-5,8	1,5	2,2	-4,0	0,0	1,9	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	6,2	4,4	3,0	-0,5	1,7	

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF

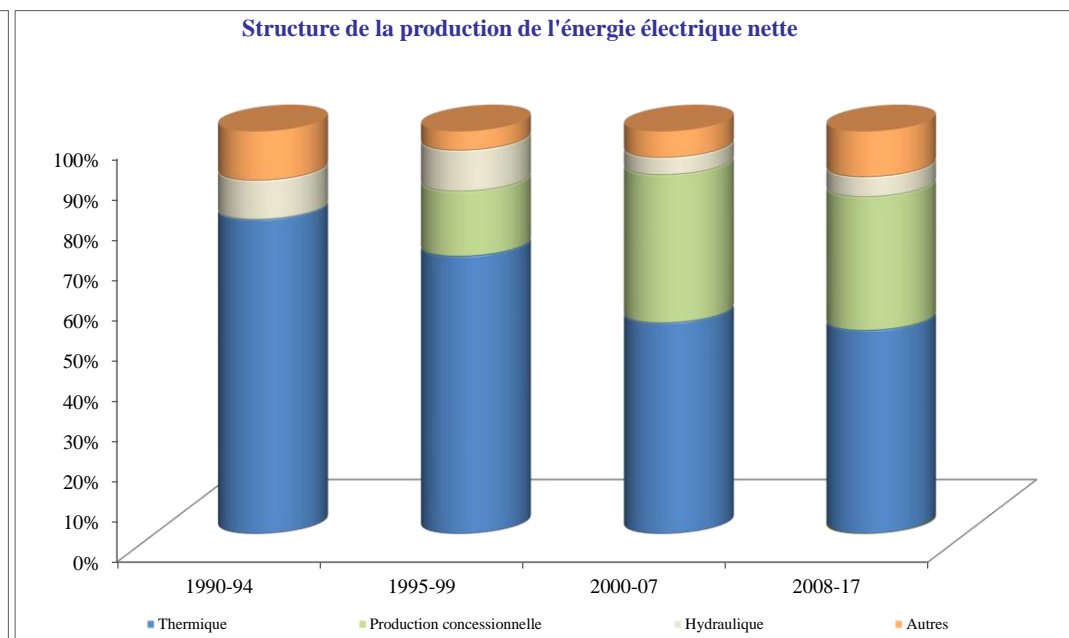
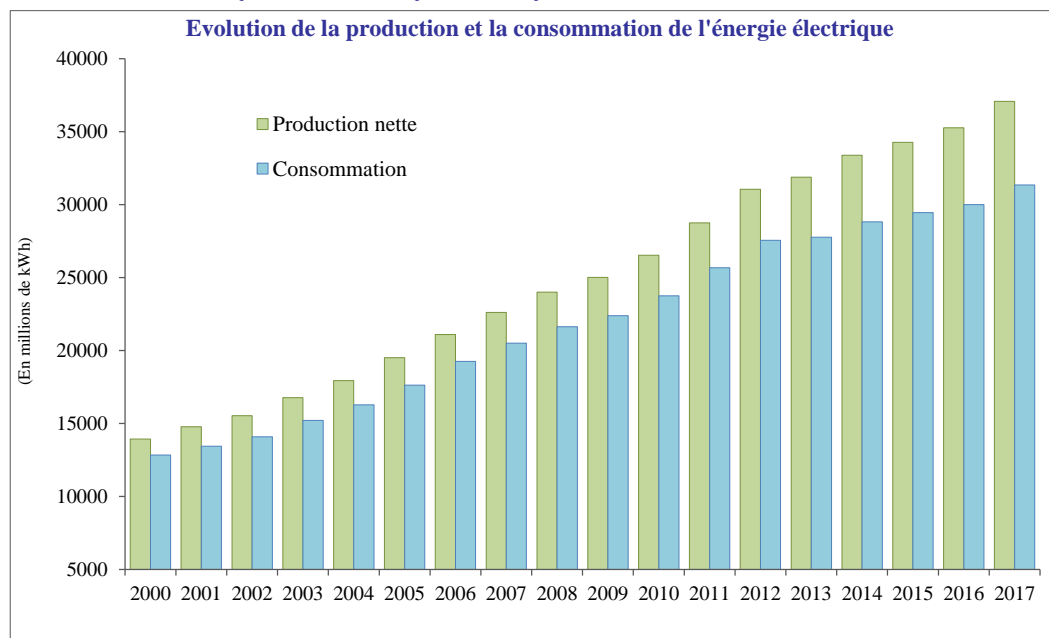


Production et consommation de l'énergie électrique

	Moyennes																			Moyennes		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Production nette (En millions de kWh)			13942	14786	15538	16779	17945	19518	21105	22608	24004	25016	26531	28752	31056	31885	33380	34273	35273	37080		
ONEE (y.c les concessions)	87,8	94,3	83,1	89,3	90,8	91,2	91,0	95,6	90,5	84,5	82,2	81,2	84,7	83,4	84,9	82,5	81,5	84,8	84,1	82,2	89,6	83,2
Thermique	78,1	82,2	77,6	82,1	84,1	82,5	82,1	90,8	86,4	80,6	78,3	70,4	70,0	74,7	77,1	71,0	73,6	76,5	77,6	76,3	83,5	74,7
Production concessionnelle ⁽¹⁾	0,0	19,2	46,6	62,4	61,3	56,7	56,2	62,6	62,4	57,6	54,3	51,1	45,9	43,9	42,4	40,0	50,4	54,2	54,2	52,8	58,5	49,0
Hydraulique	9,7	12,1	5,1	5,8	5,4	8,6	8,9	7,2	7,5	5,8	5,7	11,8	13,7	7,4	5,8	9,4	6,1	6,7	4,7	4,2	6,9	7,3
Autres	12,2	5,7	16,9	11,1	9,2	8,8	9,0	4,4	9,5	15,5	17,8	18,8	15,3	16,6	15,1	17,5	18,5	15,2	17,8	10,5	16,8	
Consommation (En millions de kWh)			12838	13452	14085	15214	16288	17628	19260	20502	21638	22392	23749	25670	27559	27769	28827	29453	30004	31353		
Distribuée par l'ONEE	87,3	81,7	48,8	48,6	48,7	49,7	51,0	51,9	53,6	54,9	55,2	55,0	56,1	57,6	58,7	57,8	58,0	58,0	57,8	58,6	51,3	57,4
Autres	18,3	18,3	51,2	51,4	51,3	50,3	49,0	48,1	46,4	45,1	44,8	45,0	43,9	42,4	41,3	42,2	42,0	42,0	42,2	41,4	48,7	42,6

Source : Office Nationale de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) + Calcul DEPF

⁽¹⁾ Transfert de la centrale thermique de Jorf Lasfar le 13 septembre 1997 au producteur concessionnaire JLEC.



Structure de la consommation d'énergie électrique distribuée par l'ONEE

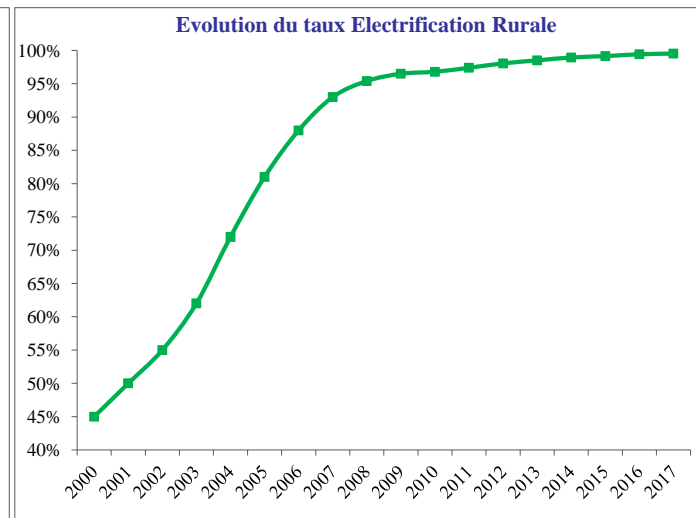
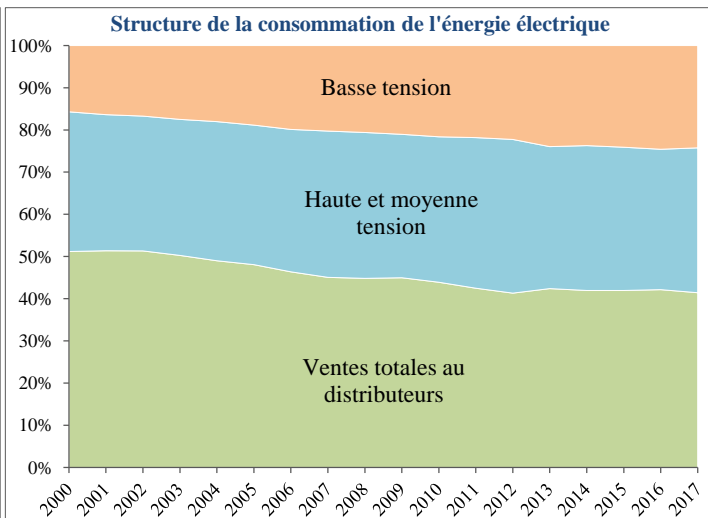
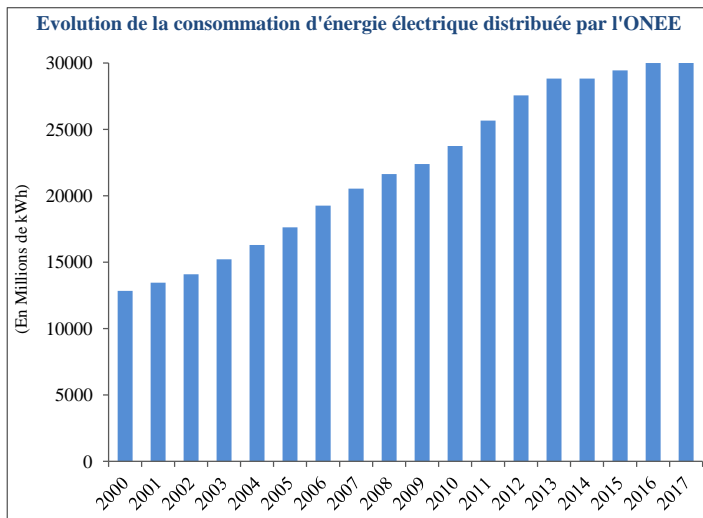
(En millions de KWh)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	2000-07	2008-17																		
Ventes totales	12838	13452	14085	15214	16289	17628	19260	20540	21638	22392	23749	25670	27559	28827	28827	29453	30004	31353	6,7	4,3
Ventes aux clients directs de l'ONEE	48,8	48,6	48,7	49,7	51,0	51,9	53,6	54,9	55,2	55,0	56,1	57,4	58,7	55,7	58,0	58,0	57,8	58,6	51,3	57,2
Haute et moyenne tension	33,1	32,3	32,0	32,3	32,9	33,0	33,8	34,7	34,6	34,0	34,5	35,7	36,4	33,3	34,3	33,9	33,3	34,3	33,1	34,4
Basse tension	15,7	16,4	16,7	17,5	18,0	18,9	19,9	20,3	20,6	21,0	21,6	21,8	22,3	23,7	23,7	24,1	24,6	24,2	18,2	22,9
Ventes Totales aux distributeurs	51,2	51,4	51,3	50,3	49,0	48,1	46,4	45,1	44,8	45,0	43,9	42,4	41,3	42,0	42,0	42,0	42,2	41,4	48,7	42,6
Basse tension / Haute tension (en %)	47,5	50,8	52,3	54,2	54,8	57,1	58,9	58,5	59,5	61,9	62,7	61,1	61,1	71,1	69,0	71,1	73,9	70,6	54,9	66,6

Source : Office Nationale de l'Electricité et de l'Eau potable (O.N.E.E) + Calcul DEPF

Electrification rurale

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Rythme de croissance	
	2000-07	2008-17																		
Réseau électrique																				
Village	1715	1760	1956	2564	3610	4839	4095	3643	2290	1241	1143	920	1530	1499	1390	547	409	498	10,4	-18,0
Foyer	151583	111230	120198	155979	178686	233668	169109	161289	92802	51439	39848	32456	46962	41411	39989	20683	11883	11425	0,6	-23,3
Total général																				
Village	1817	1840	2004	3145	3973	5424	4741	4266	2780	1251	1143	920	1530	1499	1390	547	409	498	12,2	-19,3
Foyer	152559	112538	121416	161049	187008	243201	178286	168519	99592	51489	39848	32456	46962	41411	39989	20683	11883	11425	1,1	-23,6
Taux Electrification Rurale (en %)	45,0	50,0	55,0	62,0	72,0	81,0	88,0	93,0	95,4	96,5	96,8	97,4	98,1	98,5	99,0	99,2	99,4	99,5	11,5	0,7

Source : Ministère de l'Energie, des mines, de l'eau et de l'environnement + Calcul DEPF

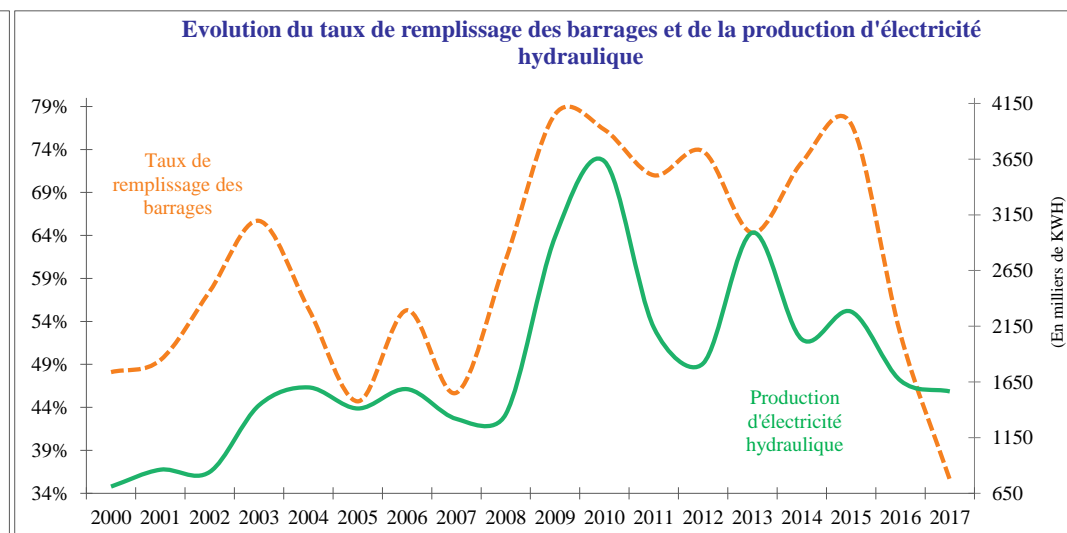
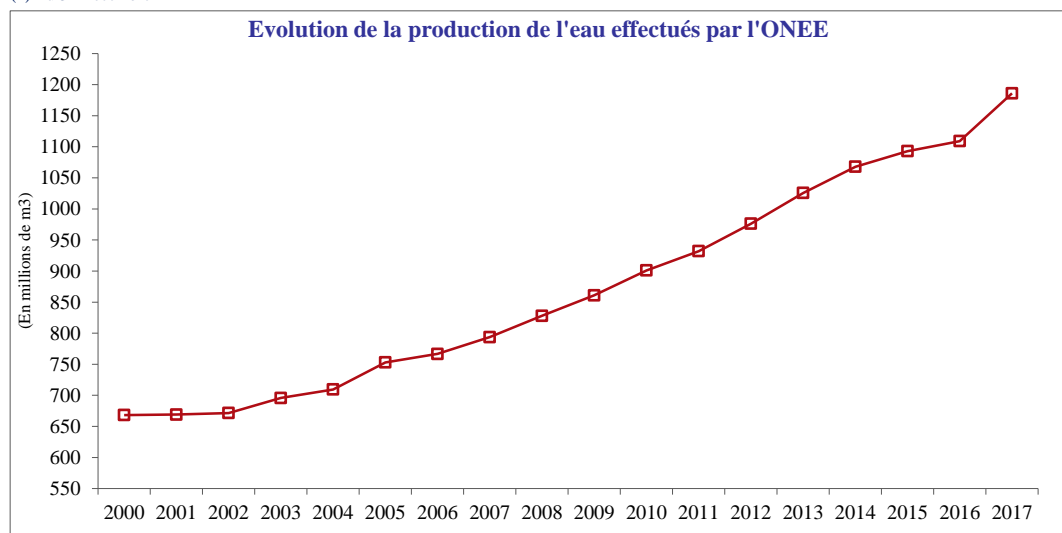


Evolution de la production de l'eau potable et taux de remplissage des barrages ⁽¹⁾

	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	1993-94	1995-99																			2000-07	2008-17
Production (En millions de m³)	567,9	628,6	668	669	672	696	710	753	767	794	828	861	901	932	976	1026	1068	1093	1109	1186	716	998
Allal Al Fassi	71,9	78,4	90,2	64,6	95,8	90,6	89,2	92,2	90,1	95,5	92,5	80,9	83,3	84,4	78,9	81,6	87,1	87,1	92,2	91,1	88,5	85,9
Al Massira	15,6	79,8	31,2	19,7	25,2	27,5	30,4	19,4	18,1	15,5	18,2	71,9	93,6	91,2	94,9	90,0	86,2	86,2	42,8	18,1	23,4	69,3
Al wahda	0,0	43,6	62,0	75,1	75,6	80,2	65,7	57,8	74,6	66,7	82,8	78,7	50,6	49,6	56,6	49,6	59,4	59,4	50,3	43,5	69,7	58,1
Bine El ouuidane	35,2	55,1	23,4	20,1	42,7	51,9	63,2	46,2	65,0	45,7	53,4	71,6	76,7	79,0	90,0	69,4	65,7	65,7	44,3	17,8	44,8	63,4
El Kansera	30,4	52,5	49,5	62,0	92,8	97,1	59,4	50,2	67,5	50,0	94,6	90,7	72,1	71,3	86,4	61,2	87,2	87,2	60,5	44,9	66,1	75,6
Hassan 1er	31,1	67,5	22,9	18,2	39,8	58,9	89,9	57,1	57,5	38,2	42,3	79,8	68,9	44,0	56,3	40,9	57,6	57,6	50,9	19,1	47,8	51,7
Idriss 1er	11,4	46,5	42,2	48,5	62,8	93,0	71,6	51,4	67,7	44,2	77,1	81,3	60,2	59,5	69,8	59,3	60,5	60,5	50,0	39,4	60,2	61,8
Lalla Takerkoust	62,1	72,8	10,7	20,1	95,3	84,7	38,8	29,1	40,9	20,7	81,6	93,7	92,7	61,5	27,6	18,1	95,0	95,0	57,4	11,4	42,5	63,4
Mansour Eddahbi	76,8	72,8	25,4	17,8	27,3	38,2	37,9	29,4	68,4	60,9	91,6	90,3	94,5	77,3	54,7	32,2	99,4	99,4	92,5	51,4	38,2	78,3
Mohammed El Khamis	71,9	60,8	99,9	95,1	82,4	96,0	45,9	19,8	53,9	82,1	93,2	91,0	96,1	59,7	94,3	76,8	45,9	62,5	72,3	8,9	71,9	70,1
Moulay Youssef	48,7	60,9	30,7	17,5	46,2	91,1	81,1	35,9	48,0	41,7	93,0	59,8	75,2	68,5	88,7	42,3	98,7	98,7	59,3	25,5	49,0	71,0
Oued El Makhazine	45,2	70,3	80,1	84,1	90,6	87,8	61,7	40,6	57,1	39,7	81,2	89,0	87,4	69,2	73,0	69,0	91,8	91,8	57,2	49,2	67,7	75,9
Total	31,3	58,2	48,1	49,5	57,5	65,7	55,5	44,7	55,3	45,7	61,2	78,1	76,3	71,0	73,8	64,3	72,5	77,0	52,5	35,6	52,8	66,2

Source : Ministère de l'Energie des mines de l'eau et de l'environnement + Office Nationale de l'Electricité et de l'eau potable (O.N.E.E) + Calcul DEPF

(1) Au 31 Décembre



Industrie



Source :

- Ministère de l'Industrie du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique.
- Haut Commissariat au Plan.
- Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime.
- Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses.
- Office des changes.
- Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.

Indicateurs du secteur industriel

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes		
																			00-07	08-17	
Valeur ajoutée industrielle aux prix courants (En millions de DH)	76367	75114	78437	87319	94016	93073	97547	97898	108211	116007	122330	127057	129146	139296	152599	159425	159864	167330			
Industrie alimentaire et tabac								26596	30254	39692	39161	38628	41510	51616	57456	59417	56839	62822			
Industrie du textile et du cuir								15716	14988	15077	15046	15305	15058	14319	16280	16105	17167	17737			
Autres industries manufacturières hors raffinage								20257	20907	23941	26877	27538	27041	26275	24111	26841	26641	26050			
Industrie chimique et parachimique								12622	16672	13171	16680	17828	14415	14987	19250	21609	22359	22370			
Industrie mécanique, métallurgique et électrique								22707	25390	24126	24566	27758	31122	32099	35502	35453	36858	38351			
Part dans le PIB (En %)	18,5	16,8	16,9	17,5	17,8	16,8	16,2	15,1	15,1	15,5	15,6	15,5	15,2	15,5	16,5	16,1	15,8	15,7	16,8	15,7	
Industrie alimentaire et tabac								4,1	4,2	5,3	5,0	4,7	4,9	5,7	6,2	6,0	5,6	5,9		5,4	
Industrie du textile et du cuir								2,4	2,1	2,0	1,9	1,9	1,8	1,6	1,8	1,6	1,7	1,7		1,8	
Autres industries manufacturières hors raffinage								3,1	2,9	3,2	3,4	3,4	3,2	2,9	2,6	2,7	2,6	2,4		2,9	
Industrie chimique et parachimique								1,9	2,3	1,8	2,1	2,2	1,7	1,7	2,1	2,2	2,2	2,1		2,0	
Industrie mécanique, métallurgique et électrique								3,5	3,5	3,2	3,1	3,4	3,7	3,6	3,8	3,6	3,6	3,6		3,5	
Taux de croissance de la VA industrielle en volume aux prix de l'année précédente (En %)	3,0	2,4	3,7	2,2	1,1	3,8	3,0	4,5	6,8	-3,0	8,4	6,8	1,8	-0,7	4,1	2,3	0,7	2,2	3,0	2,9	
Industrie alimentaire et tabac									3,6	0,9	9,5	2,3	4,7	3,2	6,5	2,6	1,5	3,3		3,8	
Industrie du textile et du cuir									-2,8	-15,4	1,3	3,6	1,5	-5,9	4,4	-2,4	1,8	3,5		-1,2	
Autres industries manufacturières hors raffinage									12,0	1,6	6,8	1,4	-1,4	-1,0	-8,4	6,0	-2,9	-1,8		4,0	
Industrie chimique et parachimique									12,6	-3,8	28,8	6,6	-6,0	-6,8	2,4	-0,1	-0,4	4,6		3,3	
Industrie mécanique, métallurgique et électrique									9,3	-3,6	1,5	21,9	5,9	-0,3	11,3	2,8	2,3	1,2		5,0	
Contribution à la croissance du PIB en volume (En points de croissance)									1,6	-0,8	2,4	2,0	0,6	-0,2	1,4	0,9	0,3	0,9		0,9	
Industrie alimentaire et tabac									0,2	0,1	0,9	0,2	0,4	0,3	0,8	0,4	0,2	0,5		0,4	
Industrie du textile et du cuir									-0,1	-0,6	0,0	0,1	0,1	-0,2	0,2	-0,1	0,1	0,1		0,0	
Autres industries manufacturières hors raffinage									0,4	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,2	-0,1	0,0		0,0	
Industrie chimique et parachimique									0,4	-0,2	0,9	0,3	-0,3	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,3		0,1	
Industrie mécanique, métallurgique et électrique									0,5	-0,2	0,1	1,3	0,4	0,0	0,9	0,2	0,2	0,1		0,4	
Formation brute du capital fixe des produits industriels (En millions de DH)									82454	105453	94028	87903	91263	102169	96085	89774	92288	115389	110862		
Part dans la FBCF totale (En %)									39,6	42,7	39,7	36,5	35,3	37,0	34,8	32,5	32,9	38,1	36,7		36,5
Taux de croissance de la FBCF des produits industriels en volume aux prix de l'année précédente (En %)										24,8	-9,4	-9,0	8,7	9,3	-4,8	-6,9	2,0	24,8	-3,5		3,6
Contribution à la croissance de la FBCF des produits industriels totale en volume (En points)										9,8	-4,0	-3,6	3,2	3,3	-1,8	-2,4	0,6	8,2	-1,3		1,3
Emploi dans le secteur industriel (En milliers)	1077	1056	1106	1128	1154	1131	1142	1191	1214	1180	1183	1148	1103	1114	1093	1110	1102				
Part dans l'emploi total (En %)	12,2	11,9	12,2	11,9	12,0	11,7	11,5	11,8	11,9	11,5	11,4	10,9	10,5	10,5	10,3	10,4	10,4			11,9	10,9

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul de la DEPF

Evolution du taux de valeur ajoutée selon les branches d'activité économique ⁽¹⁾

(En %)	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Moyennes	
	1990-94	1995-99																		2000-07	2008-16
Industrie agro-alimentaire	32,7	33,4	33,5	33,9	34,1	29,0	30,3	29,9	30,6	29,1	25,7	30,6	30,6	28,5	28,3	28,3	27,7	28,4	28,0	30,4	28,4
Industrie textile et cuir	31,8	37,1	38,6	39,2	39,6	38,6	38,8	38,1	36,5	35,9	34,8	36,7	36,0	33,7	33,3	34,2	35,2	36,6	35,8	38,1	35,1
Industrie chimique et parachimique	23,5	30,1	30,7	30,0	30,0	31,2	28,1	27,0	23,6	27,1	23,1	30,0	29,8	25,0	24,1	27,2	33,0	43,4	41,5	28,0	30,2
Industrie mécanique et métallurgique	26,5	28,2	31,6	31,4	30,6	29,5	28,9	26,0	24,3	22,5	22,6	23,7	21,6	21,0	21,5	20,2	20,2	18,9	19,0	27,3	20,7
Industrie électrique et électronique	27,4	36,7	33,6	36,0	32,3	31,6	29,1	29,1	26,2	22,9	22,7	24,8	26,9	24,0	24,3	24,3	25,8	27,2	27,9	28,8	25,5
Total industrie	28,0	32,2	33,0	33,0	32,9	31,4	30,4	29,1	27,2	27,6	24,8	29,4	29,1	25,8	25,5	26,5	28,8	32,2	30,7	30,2	28,1

Evolution de la productivité apparente du travail dans le secteur industriel ⁽²⁾

(En milliers de DH par employé et par an)	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Moyennes	
	1990-94	1995-99																		2000-07	2008-16
Industrie agro-alimentaire	124,6	174,2	207,4	205,1	214,8	177,9	163,4	207,4	229,8	225,4	207,9	229,4	248,2	227,4	209,8	215,1	199,8	190,3	191,8	202,8	211,7
Industrie textile et cuir	35,7	44,6	43,9	47,1	47,0	46,7	46,8	46,8	45,7	48,7	46,3	46,0	44,9	45,2	46,2	47,2	50,6	53,2	52,2	46,6	47,7
Industrie chimique et parachimique	121,1	163,6	182,9	190,6	203,8	195,9	194,6	211,9	199,9	300,1	313,2	289,0	383,0	379,4	383,2	425,3	422,7	488,0	382,0	209,5	387,0
Industrie mécanique et métallurgique	95,3	111,1	125,6	137,0	136,8	139,8	130,0	145,8	150,7	167,9	192,3	167,9	153,2	168,0	161,3	166,4	159,8	169,9	172,3	142,1	167,4
Industrie électrique et électronique	97,3	115,9	105,2	109,2	102,3	106,6	110,2	115,0	115,2	95,8	94,9	96,6	95,4	87,5	106,4	105,3	118,3	115,8	112,7	107,0	104,4
Total industrie	82,7	106,9	115,5	119,7	121,8	115,0	113,6	127,4	129,6	147,8	148,9	153,4	170,6	170,4	172,7	182,1	188,9	198,4	177,3	123,9	174,2

Evolution du taux d'effort à l'investissement dans le secteur industriel ⁽³⁾

(En %)	Moyennes		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Moyennes	
	1990-94	1995-99																		2000-07	2008-16
Industrie agro-alimentaire	18,6	13,2	15,6	14,6	13,7	20,2	14,4	16,6	14,7	16,2	20,3	18,0	16,0	14,2	15,1	14,0	26,3	15,3	18,8	15,7	17,5
Industrie textile et cuir	25,3	22,7	21,5	20,2	15,5	15,7	13,2	16,0	15,3	16,5	17,3	12,0	10,1	12,9	12,4	11,3	8,6	7,6	10,5	16,7	11,5
Industrie chimique et parachimique	29,4	19,7	21,5	19,0	18,2	18,1	30,9	24,1	39,2	36,0	43,0	44,8	24,3	25,4	26,1	33,6	39,0	17,2	14,3	26,8	28,5
Industrie mécanique et métallurgique	15,3	15,4	19,9	28,5	23,2	15,2	12,1	35,2	29,2	19,3	34,3	31,3	57,3	65,5	42,3	19,9	11,0	14,3	12,9	23,0	30,1
Industrie électrique et électronique	16,8	23,0	23,4	28,3	26,0	14,3	13,8	18,7	23,8	23,9	31,3	20,8	20,8	22,2	21,5	22,8	15,0	11,9	20,9	21,4	20,0
Total industrie	22,9	17,8	19,4	19,4	17,2	17,7	19,4	21,6	25,7	24,7	31,5	29,2	23,8	25,7	23,3	23,6	28,1	15,2	15,5	20,9	23,5

Source : Ministère de l'Industrie du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique + Calcul DEPF

⁽¹⁾ C'est la valeur ajoutée rapportée à la production

⁽²⁾ C'est la valeur ajoutée rapportée à l'effectif des employés

⁽³⁾ C'est le rapport de l'investissement à la valeur ajoutée

Répartition de l'effectif des employés par branche d'activité industrielle

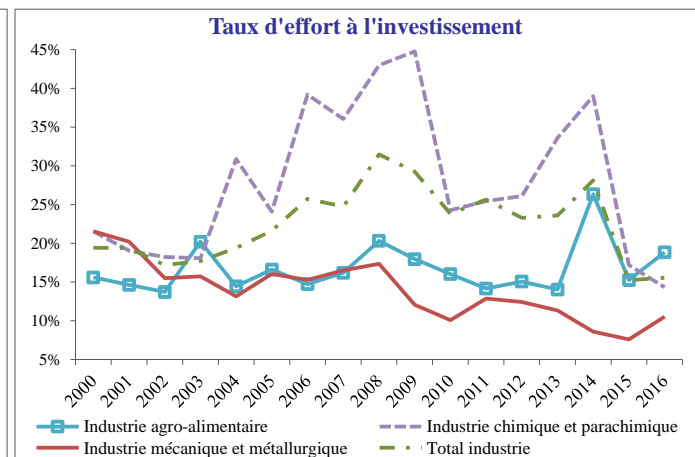
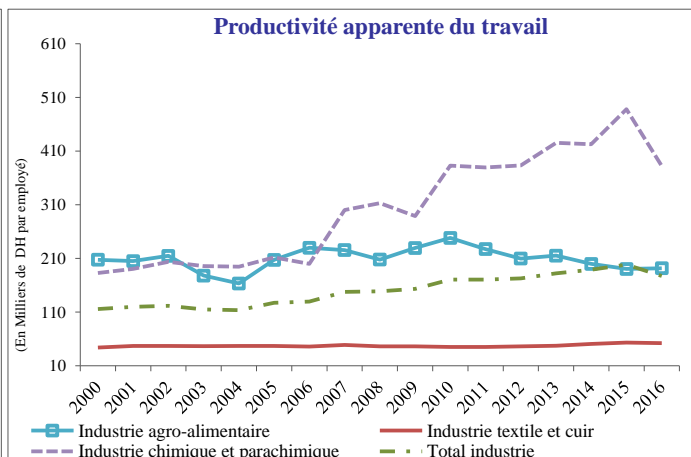
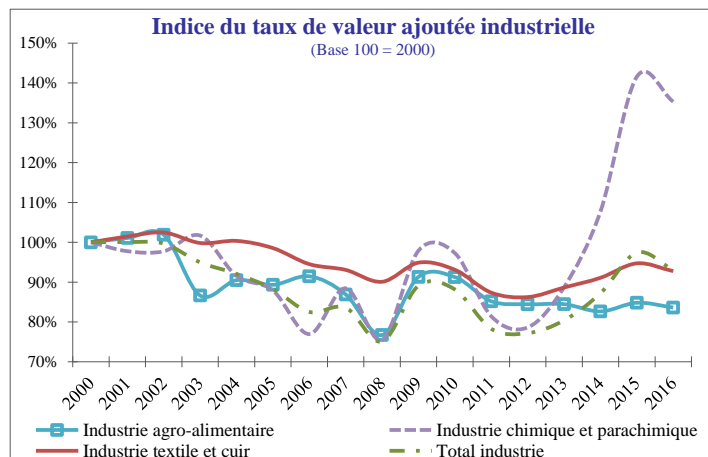
(En %)	Moyennes																			Moyennes	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16
Industrie agro-alimentaire	22,4	19,9	18,9	19,1	18,8	19,5	21,7	18,4	17,7	19,3	20,0	21,8	20,6	21,7	24,8	24,7	24,6	25,7	24,6	19,2	23,2
Industrie textile et cuir	41,8	43,5	44,9	44,4	45,5	44,2	42,1	42,3	41,5	41,4	41,3	37,3	36,7	33,8	32,4	31,0	28,1	27,2	28,0	43,3	32,6
Industrie chimique et parachimique	22,2	23,0	21,2	20,8	19,7	19,7	19,5	21,6	22,6	19,0	18,8	19,9	19,2	19,5	19,2	18,5	20,8	19,5	19,8	20,5	19,5
Industrie mécanique et métallurgique	10,9	10,5	10,2	10,1	10,0	10,2	10,6	10,8	10,8	10,6	10,7	11,8	12,2	12,2	13,1	14,1	15,1	14,4	14,8	10,4	13,2
Industrie électrique et électronique	2,7	3,1	4,9	5,6	6,0	6,4	6,1	6,9	7,5	9,7	9,2	9,2	11,3	12,8	10,5	11,7	11,4	13,1	12,7	6,7	11,4
Total industrie	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Evolution du taux d'exportation selon les branches d'activité économique ⁽¹⁾

(En %)	Moyennes																			Moyennes	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16
Industrie agro-alimentaire	14,0	13,2	15,4	17,0	17,4	17,6	17,6	17,0	15,9	15,5	15,0	14,1	12,6	12,1	12,6	12,9	13,3	13,7	15,6	16,6	13,5
Industrie textile et cuir	56,4	62,0	65,9	67,0	65,3	66,0	67,6	66,3	65,9	64,7	63,0	60,8	62,8	62,9	63,8	63,4	65,2	61,5	62,6	66,1	62,9
Industrie chimique et parachimique	22,2	22,3	21,2	19,8	19,8	18,4	20,9	20,0	18,1	22,0	25,5	21,4	26,8	28,0	27,5	25,9	26,4	30,8	30,1	20,1	27,0
Industrie mécanique et métallurgique	9,4	9,8	10,8	11,8	11,6	9,7	9,1	12,3	14,3	15,3	15,0	14,9	16,4	17,2	19,3	33,4	40,6	45,1	47,4	12,3	30,4
Industrie électrique et électronique	30,0	32,7	56,2	58,9	61,3	64,5	64,6	59,6	64,1	66,2	59,8	58,2	67,4	79,0	76,8	74,3	77,3	77,0	76,8	62,8	73,0
Total industrie	23,8	24,4	26,1	26,7	26,8	26,6	27,4	26,0	25,4	27,0	26,7	24,1	26,8	28,2	28,1	29,5	31,9	35,2	36,3	26,5	29,9

Source : Ministère de l'Industrie du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique + Calcul DEPF

⁽¹⁾ C'est le rapport des exportations à la production



Variation annuelle de l'indice de la production industrielle

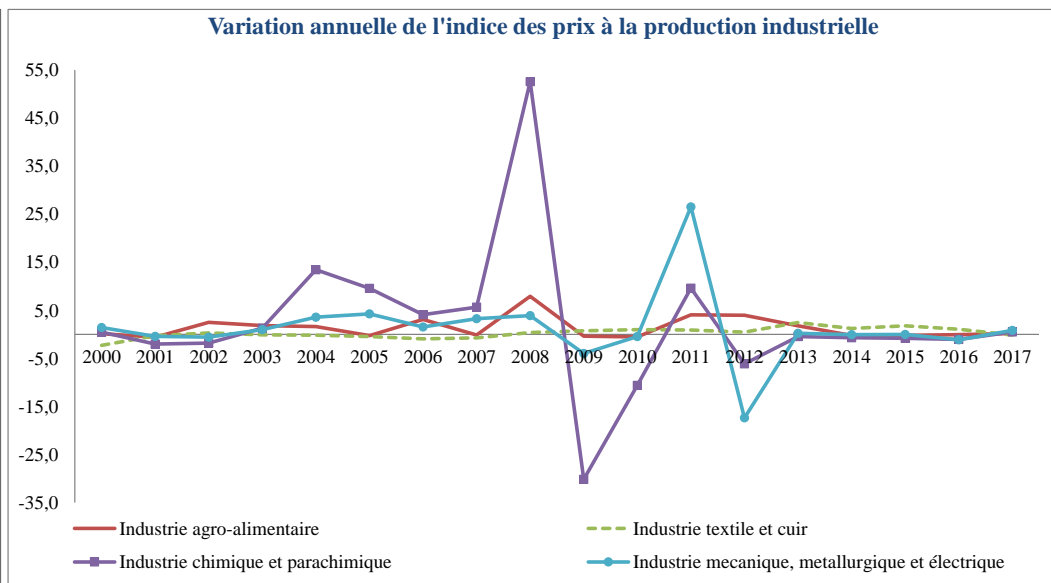
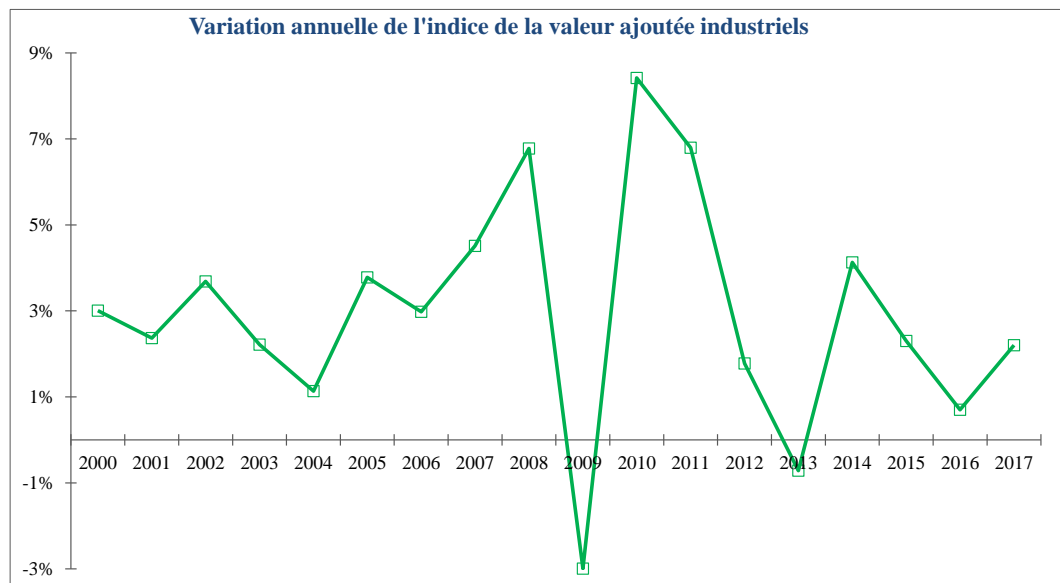
(Base 100 = 1998)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			2000-07	2008-17
Industrie agro-alimentaire	7,4	3,6	0,1	3,8	3,3	3,9	3,2	2,5	4,2	2,6	1,7	3,3	2,2	2,0	3,3	2,8	0,8	1,6	0,3	2,7
Industrie textile et cuir	12,0	0,3	0,9	-1,2	0,5	5,3	0,6	2,2	-0,7	-0,5	3,5	-0,4	3,6	-3,4	1,8	1,1	2,7	4,8	0,2	1,4
Industrie chimique et parachimique	1,1	3,2	6,8	1,3	7,6	4,4	2,5	-1,2	3,5	2,5	5,1	1,7	1,9	3,4	2,8	5,3	5,0	6,5	0,3	4,2
Industrie mécanique, métallurgique et électrique	4,9	5,7	5,8	6,6	3,2	7,1	10,1	8,3	-0,1	1,0	0,3	2,6	1,2	-0,1	1,1	2,4	1,0	-0,7	0,6	1,0
Autre industries manufacturières	6,0	4,2	7,4	9,1	6,5	5,3	8,6	8,5	4,1	-0,7	-0,1	3,6	-1,7	-1,9	-1,2	-0,2	-2,1	-0,8	0,7	-0,1

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF

Indice des prix à la production industrielle selon les branches d'activité économique

(Base 100 = 1997)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyenne	
																			2000-07	2008-17
Industrie agro-alimentaire	0,1	-0,6	2,5	1,8	1,6	-0,2	3,1	-0,1	7,9	-0,4	-0,5	4,1	4,0	1,8	-0,2	-0,2	-0,1	0,2	1,0	1,8
Industrie textile et cuir	-2,3	-0,3	0,3	-0,1	-0,2	-0,4	-0,9	-0,8	0,4	0,7	1,0	0,9	0,5	2,5	1,2	1,8	1,1	-0,1	-0,6	1,1
Industrie chimique et parachimique	0,5	-2,0	-1,8	1,3	13,5	9,6	4,1	5,7	52,6	-30,2	-10,6	9,6	-6,1	-0,4	-0,7	-0,8	-1,1	0,5	3,7	-0,6
Industrie mécanique, métallurgique et électrique	1,4	-0,4	-0,6	1,0	3,6	4,3	1,5	3,3	3,9	-4,0	-0,4	26,5	-17,4	0,2	0,0	0,0	-1,2	0,8	1,8	0,3

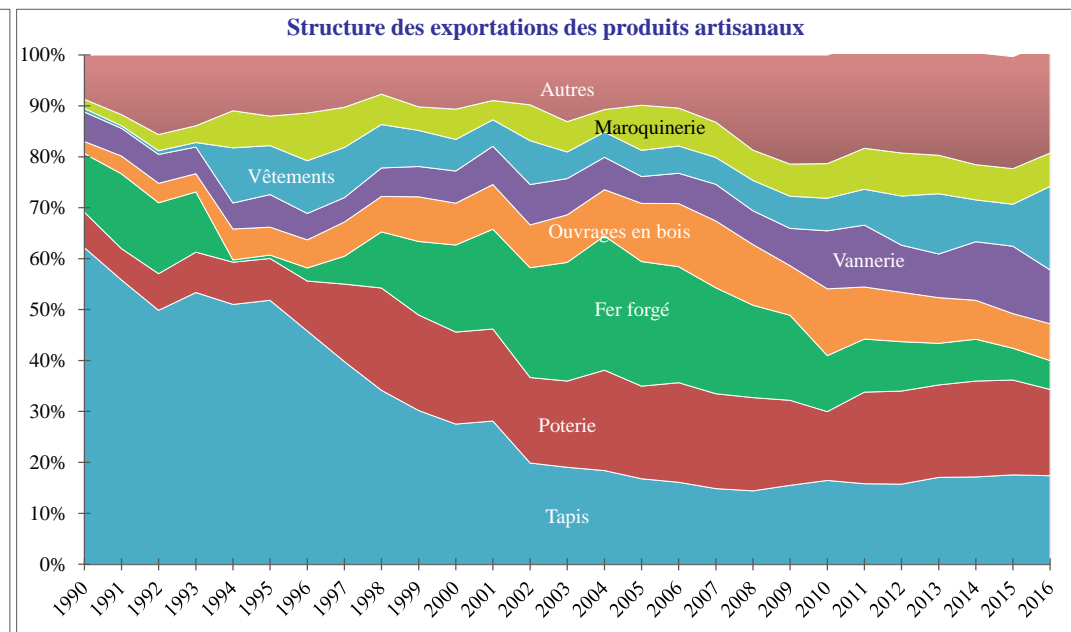
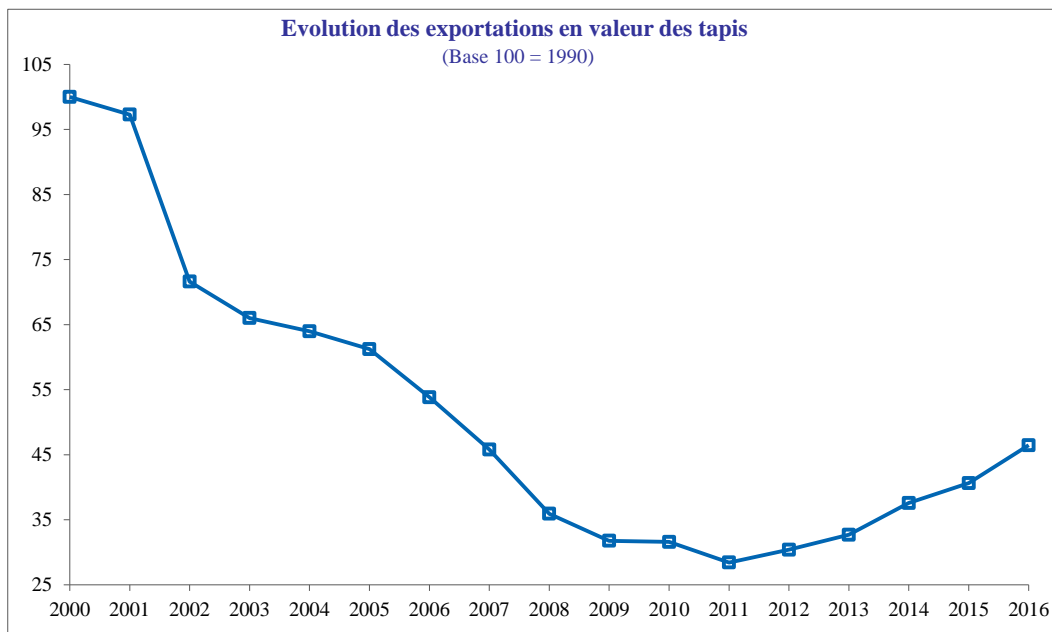
Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF



Exportations des Produits Artisanaux

(En %)	Moyennes																			Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	00-07	08-16
Exportations des produits artisanaux (En millions de DH)			689	656	683	657	659	692	634	584	473	388	364	340	367	364	415	439	507		
Part dans les exportations globales (En%)	1,3	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,3
Tapis	54,9	39,7	27,5	28,1	19,9	19,0	18,4	16,8	16,1	14,9	14,4	15,5	16,4	15,8	15,7	17,0	17,2	17,6	17,4	20,2	16,4
Poterie	7,3	14,8	18,1	18,1	16,8	16,9	19,7	18,2	19,5	18,6	18,3	16,7	13,5	18,0	18,3	18,2	18,8	18,6	17,0	18,2	17,5
Fer forgé	10,6	7,3	17,1	19,6	21,6	23,3	26,4	24,5	22,8	20,8	18,2	16,7	11,0	10,4	9,7	8,2	8,2	6,2	5,6	22,0	10,4
Ouvrages en bois	3,8	6,8	8,2	8,8	8,4	9,3	9,1	11,4	12,4	13,1	11,9	9,7	13,1	10,2	9,7	9,0	7,7	6,8	7,2	10,0	9,4
Vannerie	5,5	5,6	6,3	7,5	7,9	7,1	6,4	5,3	6,0	7,2	6,7	7,3	11,4	12,2	9,3	8,6	11,5	13,2	10,6	6,7	10,0
Vêtements	2,6	9,0	6,2	5,2	8,6	5,2	5,0	5,2	5,4	5,3	5,9	6,3	6,4	7,0	9,7	11,8	8,2	8,2	16,4	5,8	9,1
Maroquinerie	3,4	6,6	6,0	3,8	7,1	6,0	4,4	8,9	7,4	6,9	6,0	6,3	6,8	8,0	8,4	7,6	6,9	7,0	6,5	6,3	7,0
Autres	12,0	10,2	10,6	8,9	9,8	13,1	10,7	9,9	10,5	13,2	18,7	21,4	21,3	20,7	20,0	21,0	22,0	22,0	22,0	10,8	20,2

Source : Ministère de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire + Haut Commissariat au Plan + calcul DEPF



Activité de l'industrie sucrière

(En Milliers de tonnes)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	00-07	08-16
Production de sucre d'origine local ⁽¹⁾	0,5	-0,1	504	527	433	487	508	472	401	424	468	410	379	362	247	357	358	359	360	-1,5	-3,2
Importation du sucre raffiné	10,5	0,5	559	512	574	550	601	614	659	746	751	976	798	884	1003	923	772	923	1061	6,0	4,4
Consommation de sucre	2,3	2,5	951	997	1002	1057	1052	1070	1094	1119	1142	1161	1171	1207	1213	1214	1209	1225	1194	2,2	0,6
Taux d'autosuffisance en sucre (En %) ⁽²⁾	60,8	48,3	53,0	52,9	43,2	46,1	48,3	44,1	36,7	37,9	41,0	35,3	32,4	30,0	20,4	29,4	29,6	29,3	30,1	45,0	30,7

Source : Ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies. Office des changes pour les importations du sucre raffiné + Calcul DEPF

⁽¹⁾ Production réalisée durant la campagne betteravière (15 Mai-10 Août) et la canne à sucre (Février-Août)

⁽²⁾ Production de sucre d'origine local rapportée à la consommation du sucre

Activité des minoteries industrielles

(En milliers de Qx)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance	
	90-94	95-99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	00-07	08-16
Ecrasement du blé	6,5	2,6	35613	38209	38811	37846	38170	38854	41222	42439	45962	48000	49410	49410	49410	49410	49410	49410	49410	2,7	0,9
- Blé tendre			85,9	84,6	85,9	85,6	85,1	84,5	84,1	83,7	86,3	88,8	87,8	87,8	87,8	87,8	87,8	87,8	87,8		
- Blé dur			14,1	15,4	14,1	14,4	14,9	15,5	15,9	16,3	13,7	11,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2		
Produits fabriqués	6,3	2,2	27537	29456	30139	29391	29479	29241	32006	31587	32081	32437	37887	39918	43856	43457	42961	41993	39213	2,5	2,5
Sous produits	5,2	2,8	7592	8323	8269	7921	7991	8115	8611	8881	9906	10586	10863	13542	12376	10304	11725	11350	10700	2,5	1,0
Ventes des produits fabriqués	6,3	2,1	26971	29443	3066	29395	29452	29929	31641	30732	35230	36726	37851	39884	43662	31975	42807	42287	39109	2,2	1,3
Produits fabriqués/Ecrasement du blé			77,3	77,1	77,7	77,7	77,2	75,3	77,6	74,4	69,8	67,6	76,7	80,8	88,8	88,0	86,9	85,0	79,4		

Source : Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (O.N.I.C.L.) + Calcul DEPF

Activité de l'industrie laitière

(En %)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance	
	90-94	95-99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09	09/10	10/11	11/12	12/13	13/14	14/15	15/16	00-07	08-16
Production du lait frais (En Millions de litres)	-0,3	6,6	1150	1100	1200	1250	1375	1410	1571	1500	2000	2229	2100	2169	2465	2300	2400	2450	2500	3,6	2,8
Volume du lait traité (En Millions de litres)	6,0	7,5	710	675	700	720	820	883	1100	1162	1400	1560	1470	1540	1750	1633	1750	1760	1753	7,3	2,9
En % de la production totale			61,7	61,4	58,3	57,6	59,6	62,6	70,0	77,5	70,0	70,0	70,0	71,0	71,0	71,0	72,9	71,8	70,1		

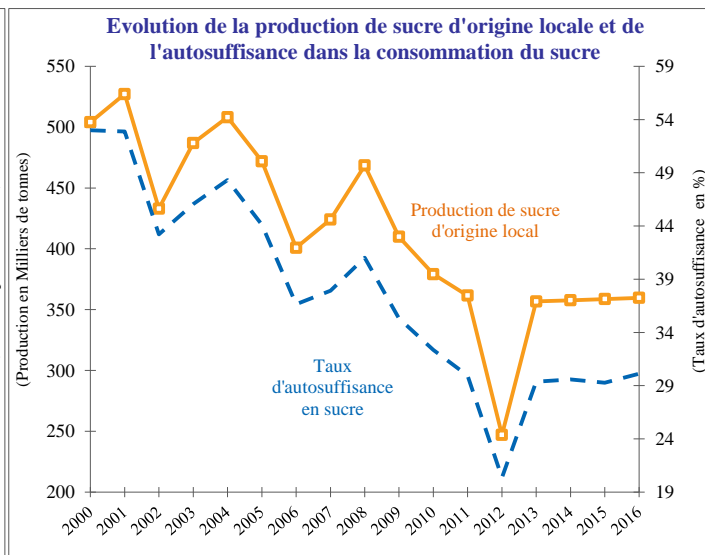
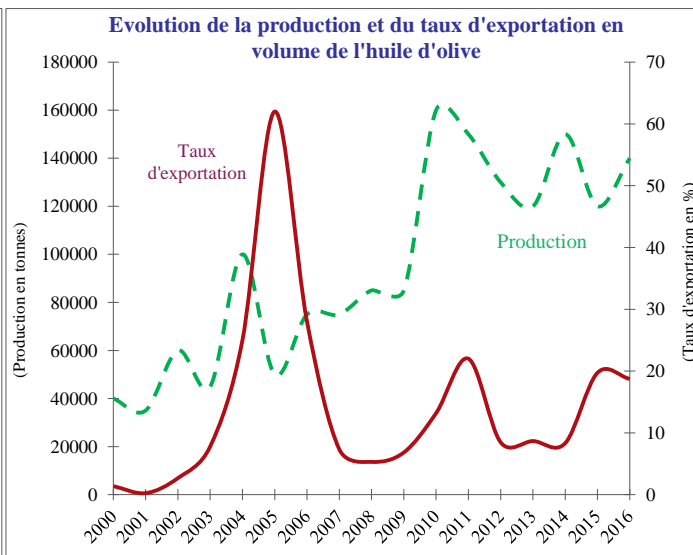
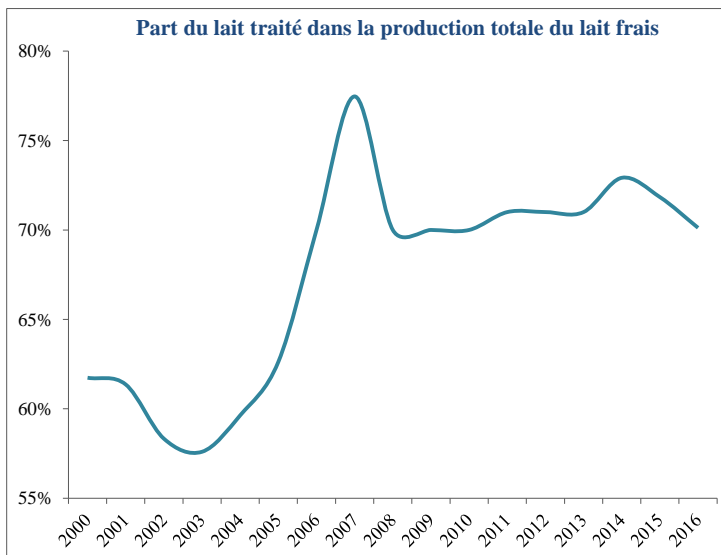
Source : Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime + Calcul DEPF

Production et exportation de l'huile d'olive

	Rythme de croissance																			Rythme de croissance	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	00-07	08-16
Production (En milliers de tonnes)			40	35	60	45	100	50	75	75	85	85	160	150	130	120	150	120	140		
Var en %	5,9	10,2	-38,5	-12,5	71,4	-25,0	122,2	-50,0	50,0	0,0	13,3	0,0	88,2	-6,3	-13,3	-7,7	25,0	-20,0	16,7	1,8	6,4
Exportation (En tonnes)			550	84	1600	3500	25000	31000	21000	5500	4500	5800	21100	33000	11000	10400	12490	23670	26216		
Var en %	14,2	107,8	-96,5	-84,7	1804,8	118,8	614,3	24,0	-32,3	-73,8	-18,2	28,9	263,8	56,4	-66,7	-5,5	20,1	89,5	10,8	-12,1	24,6
Taux d'exportation en volume (En %)	3,8	24,4	1,4	0,2	2,7	7,8	25,0	62,0	28,0	7,3	5,3	6,8	13,2	22,0	8,5	8,7	8,3	19,7	18,7	18,4	13,0

(1) Il s'agit du taux d'exportation moyen de la période en question

Source : Ministère de l'Agriculture et de la pêche maritime + Calcul DEPF



Construction



Source :

- Ministère de l'Habitat et de la Politique de la Ville
- Haut Commissariat au Plan
- Office des Changes

Autorisations de construire délivrées selon la catégorie de construction

(En nombre)	Moyennes																			Moyennes	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16
Habitat résidentiel	27275	35532	34870	34406	37350	42589	45362	46220	46317	49933	48250	46328	53200	48892	50119	50100	45099	44725	36298	42131	47001
Immeubles	15,3	14,4	14,3	16,8	16,2	15,1	14,2	13,6	15,0	14,4	12,3	11,6	10,2	12,0	11,3	13,1	13,2	13,6	14,3	14,9	12,3
Villas	8,9	6,3	6,1	5,9	7,1	7,2	6,7	5,8	5,5	4,5	3,9	3,8	3,4	3,8	4,6	4,4	4,4	4,5	4,8	6,0	4,1
Type marocain	69,4	72,2	71,1	68,0	67,2	67,6	69,5	72,0	72,1	73,4	76,5	77,5	79,3	76,3	75,5	74,4	74,5	73,1	70,9	70,3	75,5
Habitat non résidentiel	1897	2710	3249	3540	3935	4789	4823	4350	3735	4132	3805	3558	4096	4194	4750	4402	3883	4278	4029	4069	4111
Bâtiments commerce et industrie	4,8	5,3	6,9	7,9	8,2	8,8	8,3	7,5	6,5	6,7	6,7	6,5	6,3	7,1	7,8	7,3	6,8	7,3	7,9	7,6	7,1
Bâtiments administration	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,4
Autres	1,3	1,4	1,2	1,0	1,0	1,0	0,9	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,7	1,0	1,5	0,8	0,6
Total des autorisations de construire	29173	38243	38119	37946	41285	47378	50185	50570	50052	54065	52055	49886	57296	53086	54869	54502	48982	49003	40327	46200	51112
Valeur prévue (En Millions de DH)	0,3	8,2	15803	16288	18373	24832	19356	19725	22988	22239	21306	18895	20537	22758	23642	26476	28489	24008	28493	6,0	3,7

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF

Evolution du prix moyen du m² couvert

(En nombre)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-16
Surface du plancher (En milliers de m ²)	-1,3	7,3	12347	12889	13913	18387	15407	15549	17450	17056	15720	13888	16033	17947	16218	17438	16846	15257	16558	5,1	0,7
Valeur déclarée (En millions DH)	0,3	8,2	15803	16288	18373	24832	19356	19725	22988	22239	21306	18895	20537	22758	23642	26476	28489	24008	28493	6,0	3,7
Prix moyen du m² couvert (En DH/m²)	1,7	0,9	1280	1258	1311	1120	1124	1173	1145	1151	1170	1175	1188	1255	1293	1386	1391	1420	1467	-0,7	2,9

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF

Evolution du prix moyen du m² couvert selon la catégorie de construction

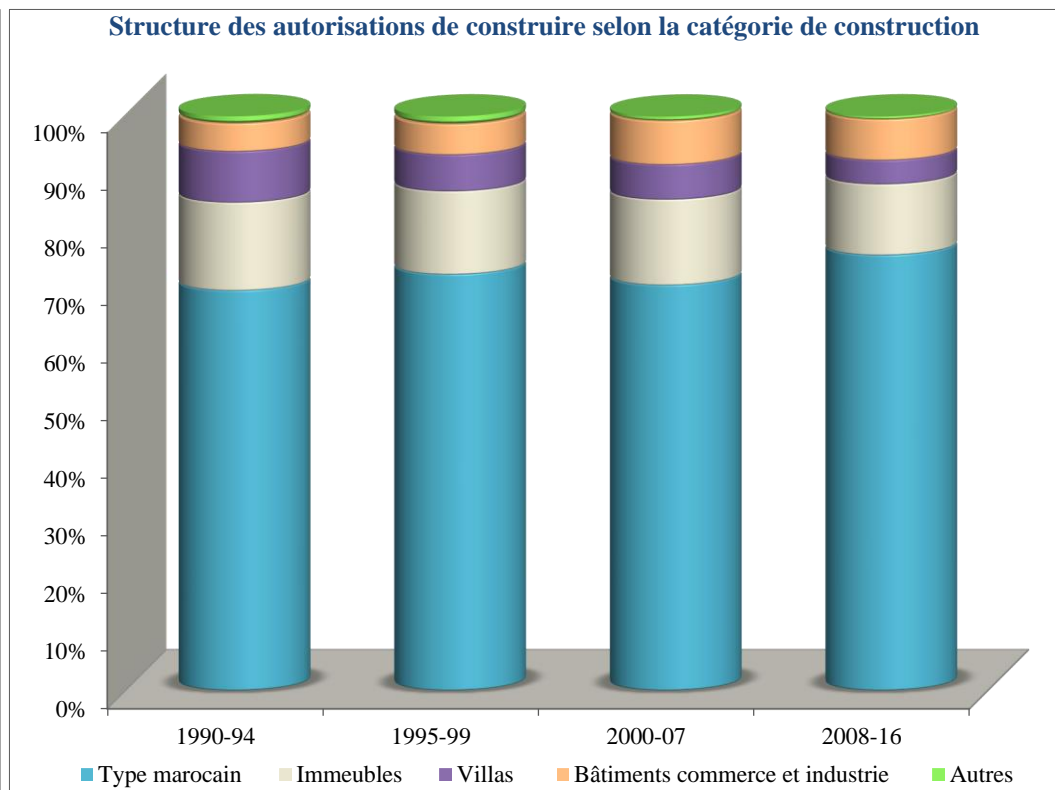
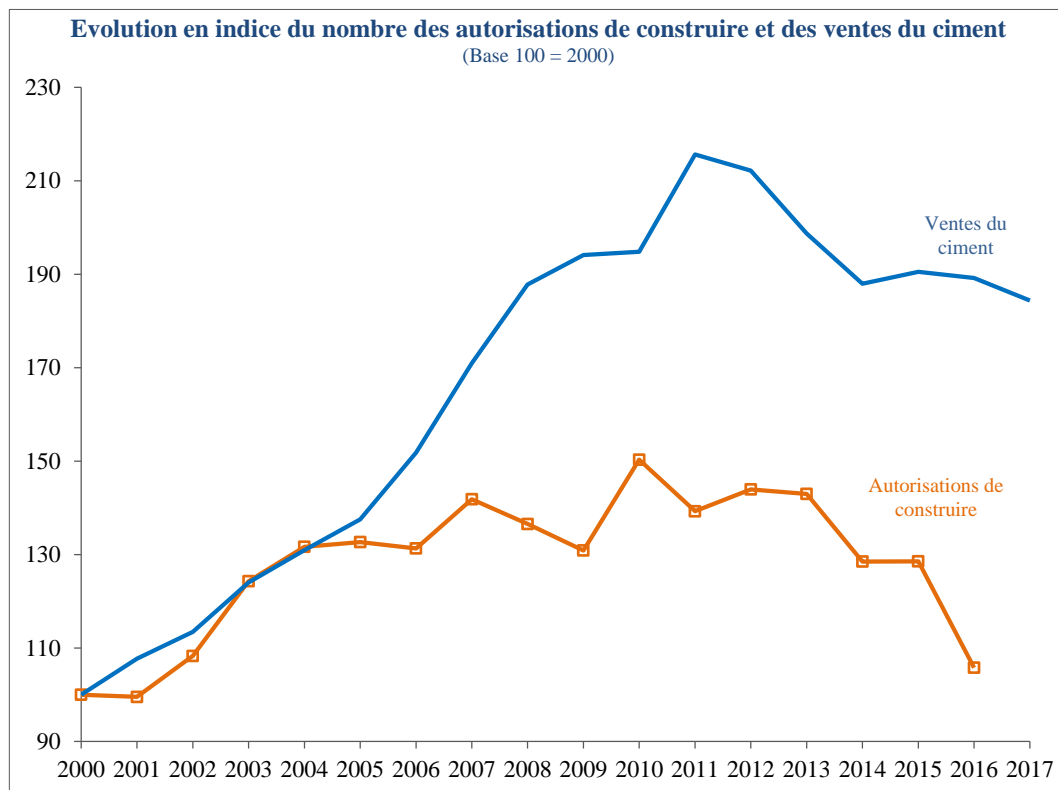
(En DH/m ²)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance	
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2000-07	2008-15
Immeuble	4,0	-0,4	1308	1258	1336	1133	1129	1123	1194	1174	1255	1184	1203	1304	1308	1313	1392	1445	1507	-0,9	2,3
Villas	1,2	0,5	1554	1474	1576	1463	1443	1128	1440	1513	1442	1635	1654	1758	1660	1733	1687	1769	1898	0,4	3,5
Construction type marocain	0,9	2,8	1129	1115	1111	1078	1076	1557	1106	1113	1155	1142	1156	1216	1262	1383	1371	1405	1430	0,1	2,7
Industrie et commerce	3,8	-0,9	1453	1363	1515	1124	1118	1277	1127	1152	1265	1210	1230	1243	1270	1279	1335	1316	1433	-1,9	1,6
Total	1,7	0,9	1280	1258	1311	1120	1124	1173	1145	1151	1170	1175	1188	1255	1293	1386	1391	1420	1467	-0,7	2,9

Source : Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF

Activité des cimenteries

(En milliers de tonnes)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Importation du ciment hydraulique			81	89	84	96	105	98	138	358	531	150	435	185	203	124	111	112	106	106		
Taux de variation (En %)	4,1	3,4	-3,7	9,9	-5,6	14,3	9,8	-7,1	41,4	158,8	48,3	-71,8	190,3	-57,4	9,8	-38,9	-10,8	1,3	-5,7	0,5	19,9	-16,3
Ventes totales du ciment			7480	8058	8486	9277	9796	10289	11357	12787	14048	14520	14571	16130	15871	14864	14060	14251	14151	13791		
Taux de variation (En %)	6,2	3,0	3,4	7,7	5,3	9,3	5,6	5,0	10,4	12,6	9,9	3,4	0,4	10,7	-1,6	-6,3	-5,4	1,4	-0,7	-2,5	7,4	-0,2

Source :
 - Importation du ciment hydraulique : Office des Changes
 - Ventes du Ciment : Ministère de l'Habitat et de la Politique de la Ville
 - Calcul DEPF



Transports



Source :

- Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique
- Comité National de la Prévention des Accidents de la Circulation (CNPAC)
- Haut Commissariat au Plan
- Office National des Aéroports

Trafic de voyageurs et de marchandises

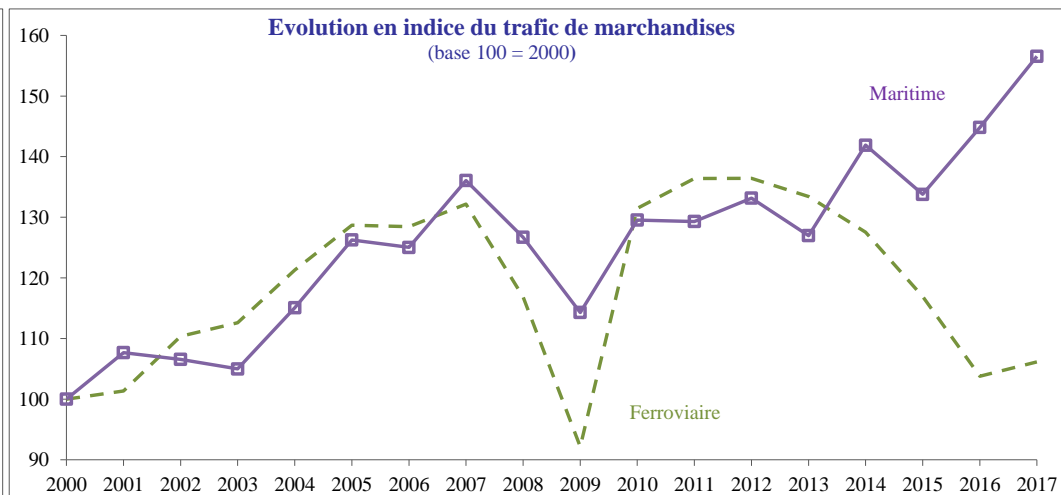
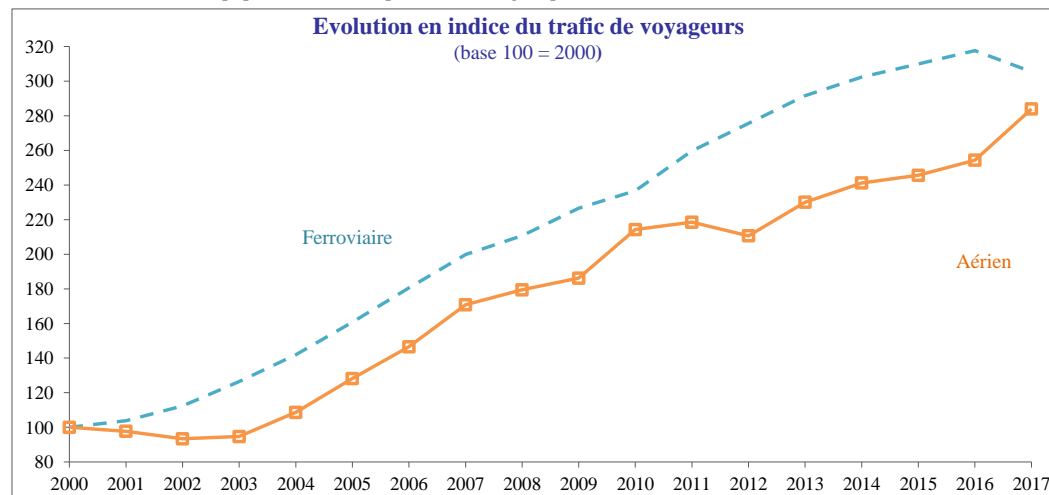
	Rythme de croissance																			Rythme de croissance		
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Trafic de voyageurs (En Milliers de voyageurs)																						
Ferroviaire	-3,5	4,2	13066	13570	14685	16515	18543	21005	23582	26116	27527	29599	30914	33930	36000	38100	39500	40500	41500	39900	10,0	5,3
Voyageur kilométré (En millions)	-2,8	0,0	1956	2019	2145	2374	2645	2987	3333	3658	3820	4190	4398	4819	5092	5316	5485	5507	5740		8,7	5,2
Maritime	7,1	7,6	2684	3031	3208	3634	3888	4155	4105	4018	3960	4179	3096	2291	2010	4457	4430	4612	4968		7,5	2,9
Aérien	2,6	7,0	7171	7005	6697	6791	7790	9192	10506	12248	12866	13350	15362	15670	15105	16496	17295	17610	18237	20358	7,6	4,5
Trafic de marchandises (En Milliers de tonnes)																						
Ferroviaire	3,1	0,0	27129	27493	29945	30552	32901	34911	34851	35859	31703	25000	35669	37000	37011	36200	34600	31721	28151	28799	3,1	-1,5
Tonnage kilométré (En millions de tonne)	0,7	0,5	4650	4699	4973	5146	5563	5919	5827	5794	4986	4110	5572	5976	5830	5700	5251	4738	3808	3600	2,4	-3,3
Maritime	3,3	5,3	53444	57550	56950	56114	61503	67485	66823	72717	67715	61085	69236	69104	71167	67861	75835	71504	77404	83669	4,1	1,7

Source : Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique + Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF

Parc des véhicules en circulation

(Valeurs en Milliers de véhicules)	Moyennes																			Moyennes		
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	00-07	08-16	
Total des véhicules			1.655	1.719	1.786	1.853	1.928	2.013	2.147	2.284	2.436	2.625	2.791	2.954	3.124	3.286	3.438	3.590	3.791			
Voitures de tourisme (En %)	72,4	73,9	74,3	74,3	74,2	74,1	73,7	73,4	72,3	71,9	71,5	71,0	70,8	70,5	70,5	70,4	70,5	70,5	70,4	73,4	70,7	
Véhicules utilitaires (En %)	27,6	26,1	25,7	25,7	25,8	25,9	26,3	26,6	26,6	27,0	27,4	27,9	28,1	28,3	28,3	28,4	28,3	28,3	28,1	26,2	28,1	

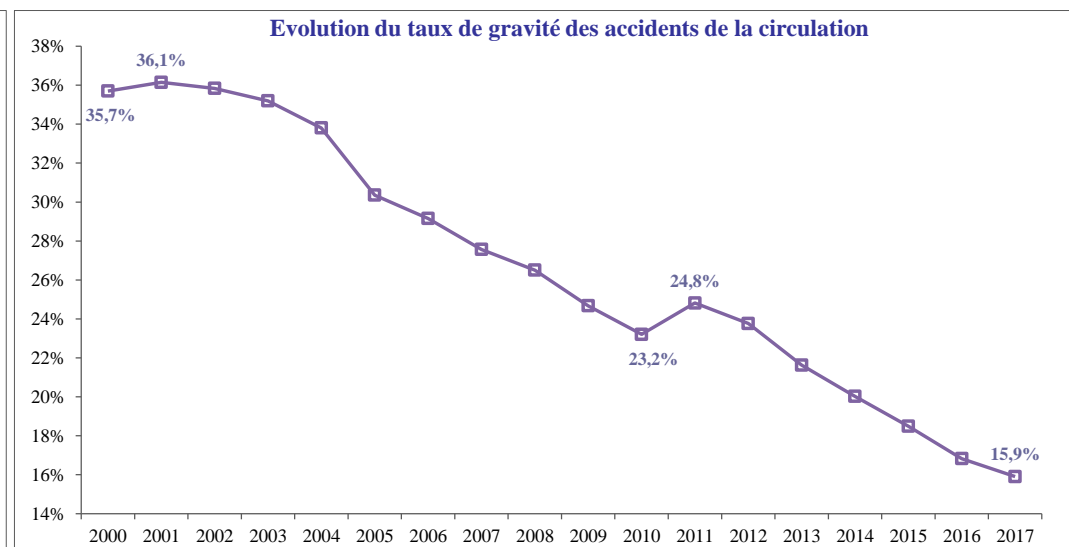
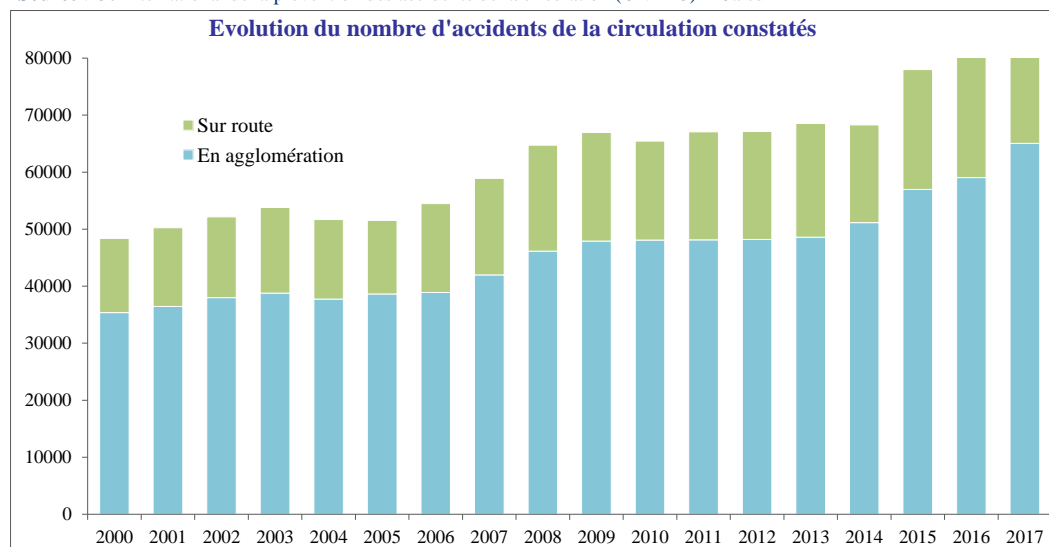
Source : Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique + Haut Commissariat au Plan + Calcul DEPF



Evolution du nombre d'accidents de la circulation

(en nombre)	Rythme de croissance																			Rythme de croissance			
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17	
En agglomération																							
Les accidents constatés	7,0	1,8	35370	36445	38010	38795	37751	38654	38882	41983	46160	47910	48100	48122	48202	48585	51130	56976	59042	6506	2,4	3,9	
Les victimes	7,5	2,4	47415	49654	51992	53249	51741	52191	52041	56416	62902	65747	65411	66380	67130	68455	70770	79142	82475	90276	2,6	4,1	
% des Tuées			2,4	2,3	2,4	2,3	2,4	2,5	2,1	2,0	2,0	1,9	1,8	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,5	1,4			
Sur routes																							
Les accidents constatés	8,2	0,0	13000	13790	14127	15019	13936	12905	15610	16941	18555	19048	17361	18960	18949	19958	17149	21027	21638	24069	4,5	2,9	
Les victimes	11,3	-2,1	30477	31915	33134	35151	32303	28690	34364	36686	40167	41038	36839	39853	39387	37417	33961	39676	40472	43461	3,5	0,9	
% des Tuées			8,2	7,9	7,6	7,6	8,2	8,0	7,7	7,5	7,3	6,8	7,0	7,0	7,1	7,0	6,5	6,4	6,3	5,8			
Ensemble																							
Les accidents constatés	7,3	1,4	48370	50235	52137	53814	51687	51559	54492	58924	64715	66958	65461	67082	67151	68543	68279	78003	80680	89375	2,9	3,7	
Les victimes	9,1	0,6	77892	81569	85126	88400	84044	80881	86405	93102	103069	106785	102250	106233	106517	105872	104731	118818	122947	133737	3,0	2,9	
% des Tuées			4,7	4,5	4,4	4,4	4,6	4,5	4,3	4,1	4,0	3,8	3,7	4,0	3,9	3,6	3,3	3,2	3,1	2,8			
Taux de gravité		37,1	35,7	36,1	35,8	35,2	33,8	30,4	29,2	27,6	26,5	24,7	23,2	24,8	23,8	21,6	20,0	18,5	16,8	15,9	33,0	21,6	

Source : Comité national de la prévention des accidents de la circulation (CNPAC) + Calcul DEPF



Tourisme



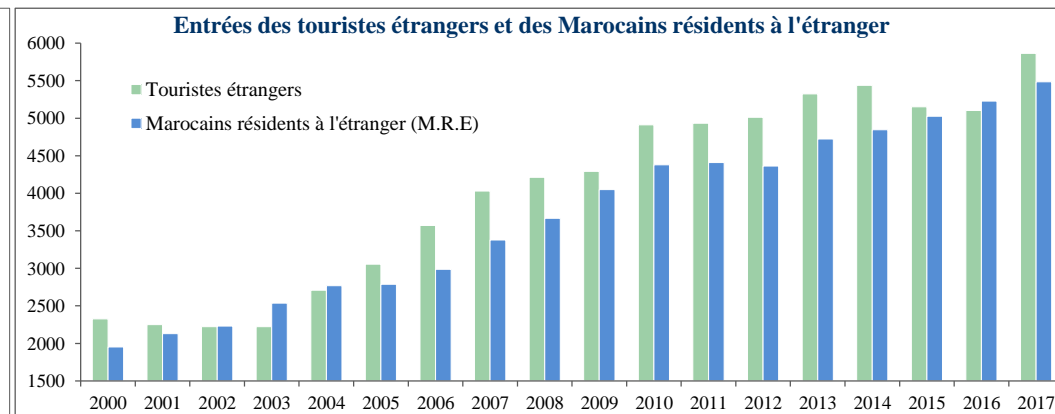
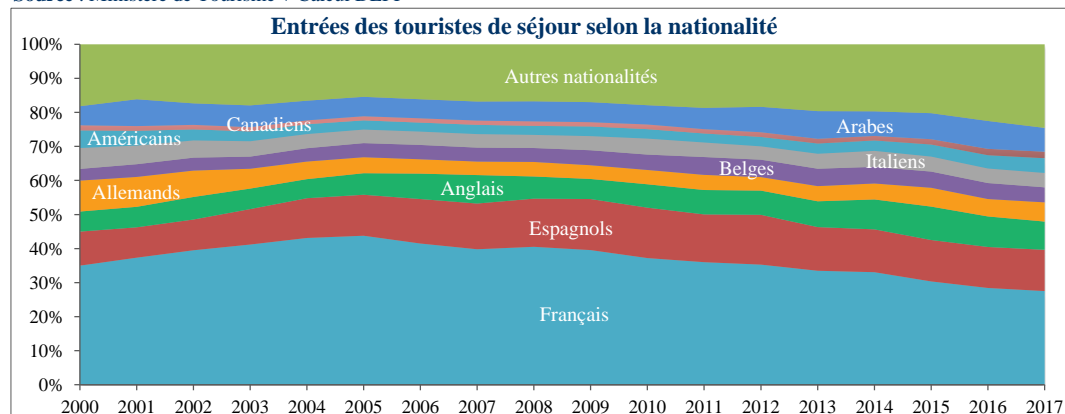
Source :

- Ministère de Tourisme
- Office des Changes
- Haut Commissariat au Plan

Entrées des touristes de séjour selon la nationalité

(En Milliers de touristes)	Moyennes																			Moyennes		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Touristes étrangers			2326	2250	2222	2224	2708	3056	3572	4031	4212	4293	4910	4934	5012	5323	5437	5152	5103	5865		
Taux de croissance (en %)	-1,8	2,1	-8,7	-3,3	-1,2	0,1	21,8	12,9	16,9	12,8	4,5	1,9	14,4	0,5	1,6	6,2	2,1	-5,3	-0,9	14,9	5,9	3,7
Dont : Français	14,3	28,3	35,0	37,3	39,5	41,2	43,1	43,8	41,5	39,8	40,5	39,6	37,2	36,0	35,3	33,5	33,1	30,4	28,4	27,5	40,4	33,8
Espagnols	7,9	10,7	10,0	8,6	8,7	9,9	13,6	15,8	20,1	23,2	25,6	27,6	31,2	29,8	31,4	29,4	29,4	27,0	26,5	30,6	11,4	13,4
Anglais	3,1	5,4	5,9	6,0	6,6	6,0	5,6	6,3	7,4	8,4	6,5	5,9	6,9	7,1	7,1	7,6	8,8	9,8	9,0	8,3	6,7	7,8
Allemands	6,1	10,6	9,1	8,7	7,8	5,8	5,2	4,7	4,2	4,0	4,3	4,1	4,2	4,5	4,0	4,5	4,7	5,6	5,1	5,6	5,8	4,7
Belges	1,1	2,9	3,4	3,7	3,8	3,6	3,9	4,1	4,2	4,1	4,1	4,4	4,5	5,2	5,1	5,1	4,9	4,7	4,7	4,4	3,9	4,7
Italiens	3,3	5,5	6,1	5,5	5,1	4,5	4,2	4,0	3,9	4,0	3,9	4,1	4,7	4,3	3,9	4,4	4,7	4,4	4,3	4,2	4,5	4,3
Hollandais	1,0	2,2	2,6	2,7	2,9	3,0	2,7	2,6	2,6	2,7	3,0	3,3	3,6	4,0	4,1	4,0	3,5	3,6	3,6	3,6	2,7	3,6
Suisnes	1,0	1,6	1,9	1,7	1,9	1,9	1,5	1,5	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,4	1,2	1,4	1,5	1,5	1,4	1,4	1,6	1,4
Portugais	0,6	0,9	1,3	1,6	1,9	1,6	1,4	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	1,5	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4	1,5	1,4	1,2
Arabes	52,9	5,9	5,6	7,9	6,4	6,4	5,8	5,7	5,6	5,6	5,9	5,9	5,6	6,3	7,4	8,2	7,2	7,6	8,2	7,0	6,0	7,0
Américains	2,8	4,7	5,2	4,3	3,3	2,9	2,8	2,7	2,6	2,7	2,6	2,8	2,8	2,6	2,8	3,0	3,1	3,5	3,9	4,3	3,2	3,2
Canadiens	0,7	1,3	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	1,4	1,3	1,3	1,6	1,9	1,9	1,3	1,5
Autres nationalités	5,2	20,2	12,3	10,2	10,6	11,4	10,9	10,1	11,0	11,5	11,1	11,0	11,6	11,8	12,0	13,2	13,6	13,9	16,1	18,0	11,0	13,4
Marocains résidents à l'étranger (M.R.E)			1953	2130	2231	2537	2769	2788	2986	3377	3667	4048	4378	4408	4363	4723	4845	5025	5229	5484		
Taux de croissance (en %)	4,2	5,6	26,6	9,1	4,7	13,7	9,1	0,7	7,1	13,1	8,6	10,4	8,1	0,7	-1,0	8,2	2,6	3,7	4,0	4,9	10,3	4,6
Total général			4278	4380	4453	4761	5477	5843	6558	7408	7879	8341	9288	9342	9375	10046	10283	10177	10332	11349		
Taux de croissance (en %)	0,0	3,4	4,7	2,4	1,7	6,9	15,0	6,7	12,2	12,9	6,4	5,9	11,4	0,6	0,4	7,2	2,4	-1,0	1,5	9,8	7,7	4,1

Source : Ministère de Tourisme + Calcul DEPF



Evolution des recettes et des nuitées touristiques dans les établissements classés

	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Nuitées touristiques (En milliers)			13540	12695	11321	11173	13165	15216	16327	16894	16462	16239	18021	16867	17486	19114	19633	18424	19288	22101		
Var (En %)	3,1	7,1	3,6	-6,2	-10,8	-1,3	17,8	15,6	7,3	3,5	-2,6	-1,4	11,0	-6,4	3,7	9,3	2,7	-6,2	4,7	14,6	3,2	3,3
Recettes (En millions de DH)			21666	29196	29159	30881	34794	40967	52486	58674	55551	52834	56422	59115	57835	57579	59317	61150	63240	69663		
Var (En %)	1,8	14,6	13,4	34,8	-0,1	5,9	12,7	17,7	28,1	11,8	-5,3	-4,9	6,8	4,8	-2,2	-0,4	3,0	3,1	3,4	10,2	15,3	2,5
Recettes touristiques/PIB (%)	-5,0	9,0	5,2	6,5	6,3	6,2	6,6	7,4	8,7	9,1	7,7	7,1	7,2	7,2	6,8	6,4	6,4	6,2	6,2	6,6	8,1	-1,8

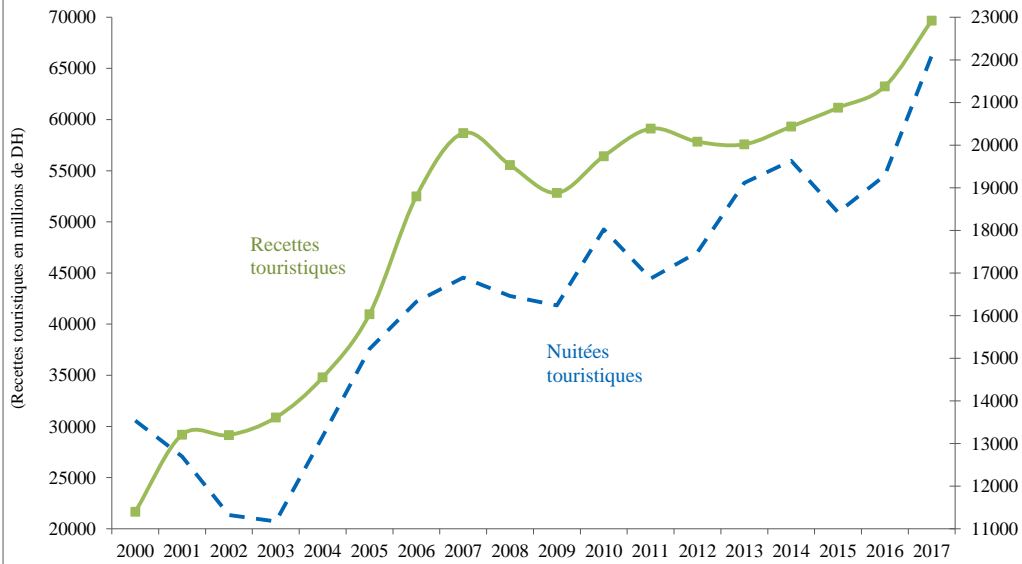
Source : Ministère de Tourisme + Office des Changes + Calcul DEPF

Structure des nuitées touristiques réalisées dans les établissements classés selon la nationalité

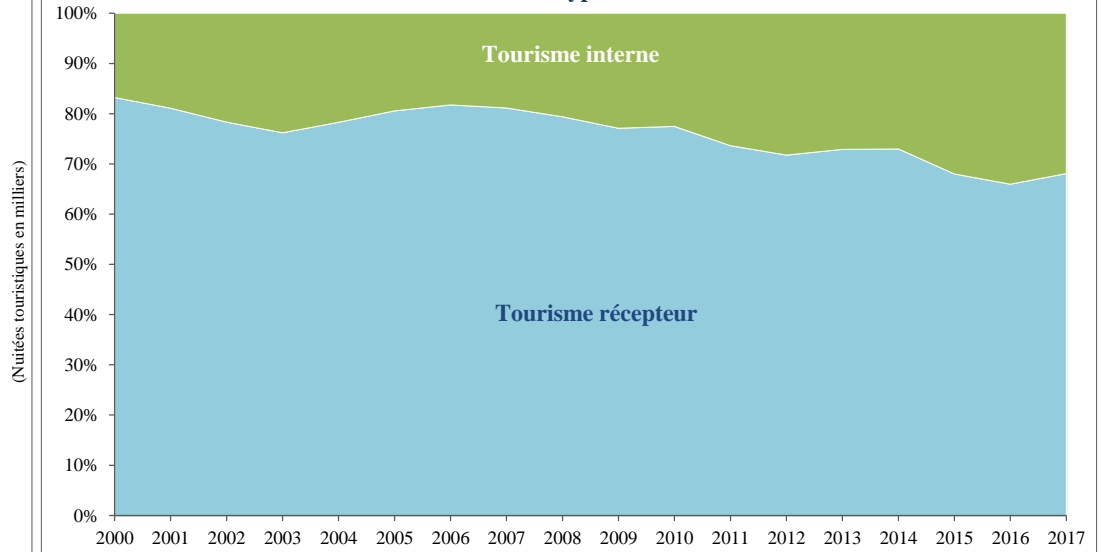
(En %)	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Tourisme récepteur	78,6	80,2	83,2	81,1	78,3	76,2	78,3	80,6	81,7	81,1	79,4	77,1	77,4	73,6	71,8	72,9	73,0	68,0	66,0	68,1	80,3	72,5
Dont : Français	22,2	25,5	34,7	34,9	36,7	38,8	39,8	41,0	39,2	38,0	36,1	34,2	32,3	29,1	28,2	26,4	24,2	20,3	18,8	18,9	38,0	26,4
Anglais	4,4	3,8	4,0	4,8	4,3	4,0	4,3	5,7	7,4	8,1	6,5	5,7	7,5	7,9	7,8	7,9	8,8	9,4	9,1	8,6	5,5	8,0
Allemands	17,5	19,4	13,5	12,3	9,6	6,8	6,3	5,9	6,0	5,9	5,8	5,5	5,3	5,6	5,2	5,2	6,1	7,3	6,6	7,9	8,1	6,1
Espagnols	6,3	4,1	4,4	3,7	3,0	3,2	4,2	4,6	5,0	4,5	5,0	5,7	5,2	4,2	3,9	3,7	3,9	3,4	3,1	3,3	4,2	4,1
Italiens	6,6	6,2	5,5	5,2	4,9	3,9	3,9	3,7	3,9	3,6	3,5	3,5	3,6	2,7	2,1	2,1	2,2	1,5	1,1	1,2	4,3	2,3
Belges	2,3	3,4	3,3	3,4	3,4	3,2	3,8	4,1	4,2	4,0	3,6	3,6	3,3	3,8	3,4	3,4	3,3	2,9	2,6	2,5	3,7	3,2
Américains	1,8	2,3	2,4	2,0	1,6	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,6	1,4	1,5	1,6	1,9	2,0	1,9	2,2	1,5	1,7
Arabes	5,7	3,0	2,8	3,0	3,5	3,4	3,3	3,0	3,1	3,1	3,7	3,9	3,5	4,1	5,3	5,7	4,9	5,6	5,6	4,4	3,1	4,7
Autres nationalités	20,2	26,4	26,2	22,3	20,8	21,1	20,4	20,7	20,6	21,5	22,6	22,8	25,1	24,3	25,4	27,8	29,0	23,6	26,2	30,0	21,7	25,9
Tourisme interne	21,4	19,8	16,8	18,9	21,7	23,8	21,7	19,4	18,3	18,9	20,6	22,9	22,6	26,4	28,2	27,1	27,0	32,0	34,0	31,9	19,7	27,5

Source : Ministère de Tourisme + Calcul DEPF

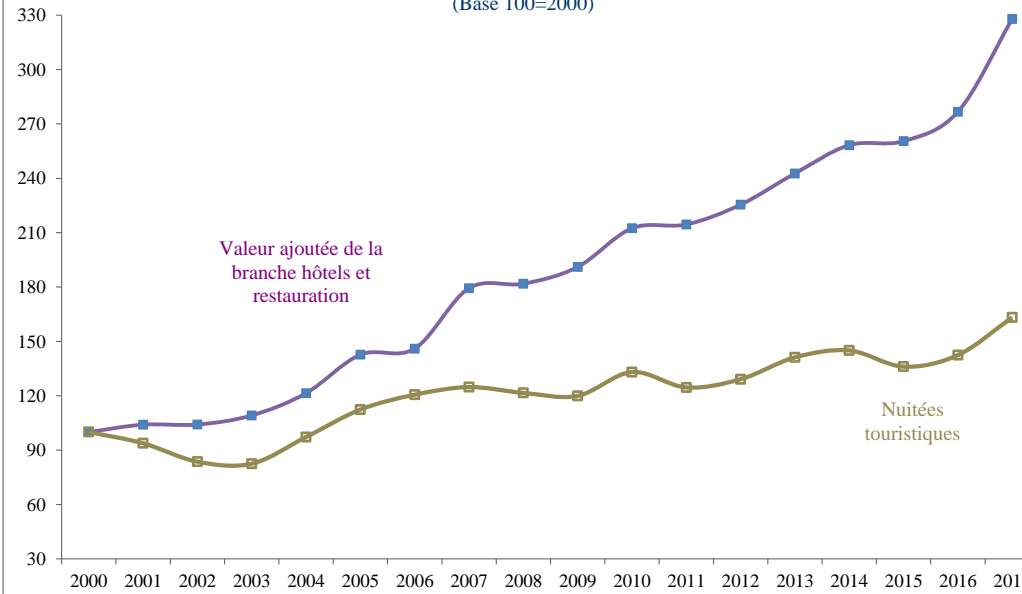
Evolution des nuitées dans les établissements classés et des recettes touristiques



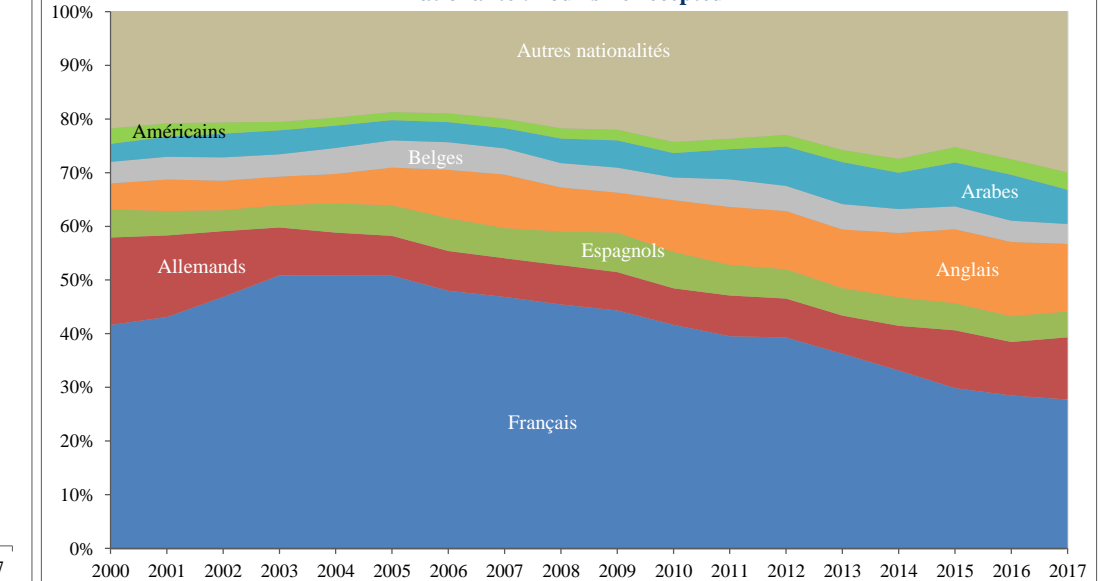
Evolution de la structure des nuitées touristiques dans les établissements classés selon le type de tourisme



Evolution en indice des nuitées et de la valeur ajoutée touristiques (Base 100=2000)



Evolution de la structure des nuitées dans les établissements classés selon la nationalité : Tourisme récepteur



Evolution de la capacité d'hébergement des établissements classés

(Nombre de lits)	Moyennes																			Moyennes	
	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Capacité d'hébergement ⁽¹⁾		95180	97001	103138	109615	119248	124270	133230	143221	152927	164612	173133	184125	198211	207572	216386	230628	242624	251206		
Structure de la capacité des hôtels classés (En %)																					
1 étoile	5,7	5,5	5,4	5,4	5,8	5,4	4,7	4,7	5,6	5,9	5,8	5,7	5,6	6,2	6,7	6,7	6,4	6,1	6,2	5,3	7,0
2 étoiles	8,7	10,3	10,2	10,0	11,3	10,1	9,2	9,4	9,3	8,6	8,0	7,9	7,4	7,1	7,1	7,1	6,9	6,8	6,9	9,9	7,3
3 étoiles	19,6	18,8	19,4	19,2	16,2	17,1	18,3	17,4	16,2	16,0	15,2	14,3	13,9	14,1	13,6	13,3	13,1	12,8	13,5	17,7	13,9
4 étoiles	28,7	28,3	28,2	28,9	30,7	28,5	27,3	27,4	26,1	25,6	25,3	27,0	25,4	23,5	23,0	22,7	20,5	20,8	19,2	28,1	23,0
5 étoiles	14,9	15,8	15,5	15,7	15,7	14,9	14,8	14,9	15,5	16,0	16,7	16,2	16,5	16,4	15,7	15,1	15,4	15,4	15,9	15,3	15,9
Villages de vacances touristiques (VVT)	16,6	16,5	16,1	15,8	15,0	14,8	13,5	12,4	12,2	11,6	13,1	11,3	10,9	10,2	10,4	9,2	9,3	9,2	8,9	14,3	10,2
Résidences touristiques	5,9	4,9	5,1	4,9	5,2	5,1	5,3	5,6	6,0	6,3	6,1	6,7	8,5	8,0	8,2	9,7	9,7	10,0	10,2	5,3	8,6
Autres catégories						4,1	6,8	8,1	9,2	9,9	9,8	11,0	11,8	14,6	15,3	16,2	18,8	18,9	19,3	4,0	14,2

Source : Ministère de Tourisme + Calcul DEPF

⁽¹⁾ y compris les maisons d'hôtes, pensions, motels et auberges

Evolution de la structure d'hébergement des établissements classés par régions

(En %)	Moyennes																			Moyennes	
	1997-1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Oued Ed-Dahab - Lagouira	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,2	0,4
Gharb - Chrarda - Béni Hssen	0,8	0,6	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3
Chaouia - Ouardigha	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,4	0,5
Guelmim - Es-Semara	0,5	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,0	0,6	0,8
Lâayoune - Boujdour - S. El Hamra	0,7	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9
Tadla - Azilal	1,3	1,4	1,3	1,2	1,3	1,2	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,4	1,3	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9	1,3	1,7
Doukala - Abda	1,4	1,2	1,3	1,2	1,6	1,7	1,8	1,8	1,7	1,6	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,9	1,9	1,8	1,6	2,0	2,0
Taza - Al Hoceïma - Taounate	2,5	2,4	2,4	2,2	2,1	2,0	2,0	1,9	1,8	1,8	1,7	0,7	0,8	0,9	1,1	1,2	1,2	1,2	2,1	1,2	1,2
Oriental	3,2	3,1	3,0	3,1	3,0	2,8	2,7	2,5	2,3	2,3	3,7	3,9	4,4	4,4	4,8	4,8	4,7	4,5	4,8	2,8	4,3
Rabat - Salé - Zemmour - Zaer	4,9	5,2	5,3	5,0	5,0	4,6	4,6	4,6	4,4	4,2	3,9	3,8	3,6	3,6	3,5	3,4	3,2	3,2	3,2	4,8	3,5
Fès - Boulemane	5,4	5,0	5,0	5,5	6,1	5,7	5,7	5,6	5,4	5,3	4,9	4,8	4,9	4,8	4,8	4,9	4,8	4,7	4,6	5,5	4,8
Meknès - Tafilalet	4,8	5,1	5,7	5,5	5,6	5,5	5,9	5,6	5,6	5,4	5,2	5,3	5,5	5,7	5,9	6,3	6,8	6,6	6,6	5,6	6,0
Grand Casablanca	9,5	9,1	9,0	8,8	8,2	8,3	8,0	8,6	9,3	8,8	8,5	8,4	8,2	8,3	8,4	8,1	8,0	8,7	8,5	8,7	8,4
Tanger - Tétouan	13,3	13,0	13,0	12,5	11,8	10,9	10,7	9,5	9,0	9,0	8,7	8,4	7,9	7,9	8,1	8,5	8,5	8,8	9,3	11,1	8,5
Marrakech - Tensift - Al Haouz	20,2	21,1	20,9	21,8	21,5	25,1	26,3	28,0	29,5	31,3	32,9	34,5	35,5	34,5	33,7	32,9	33,1	33,1	32,9	24,7	33,4
Souss - Massa - Daraa	30,9	30,7	30,3	30,3	31,1	29,5	28,6	28,1	27,2	26,1	24,5	23,9	22,9	22,9	22,5	22,9	22,9	22,3	21,8	29,3	23,1

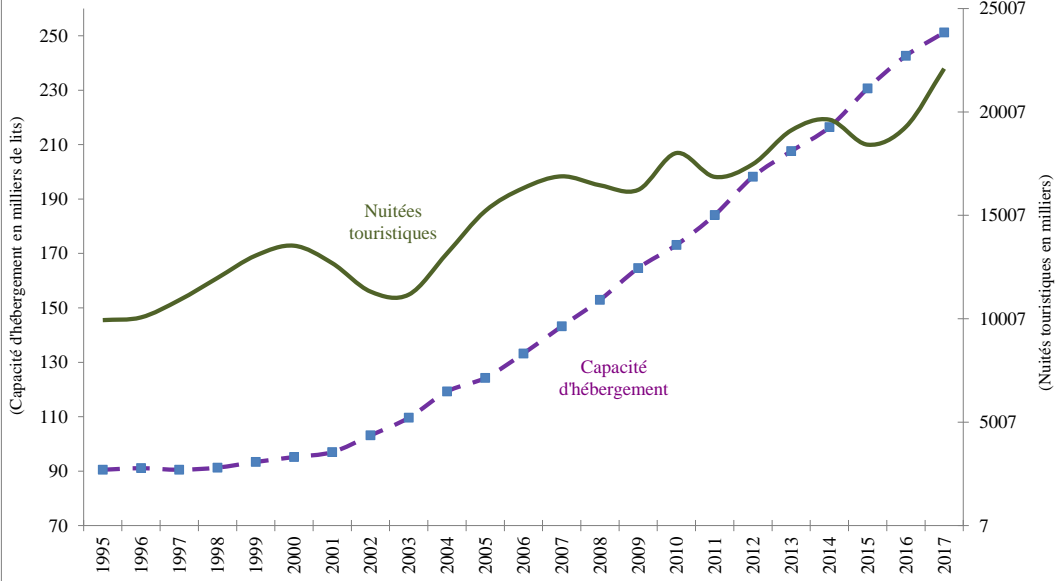
Source : Ministère de Tourisme + Calcul DEPF

Evolution de la part du Maroc dans le tourisme mondial

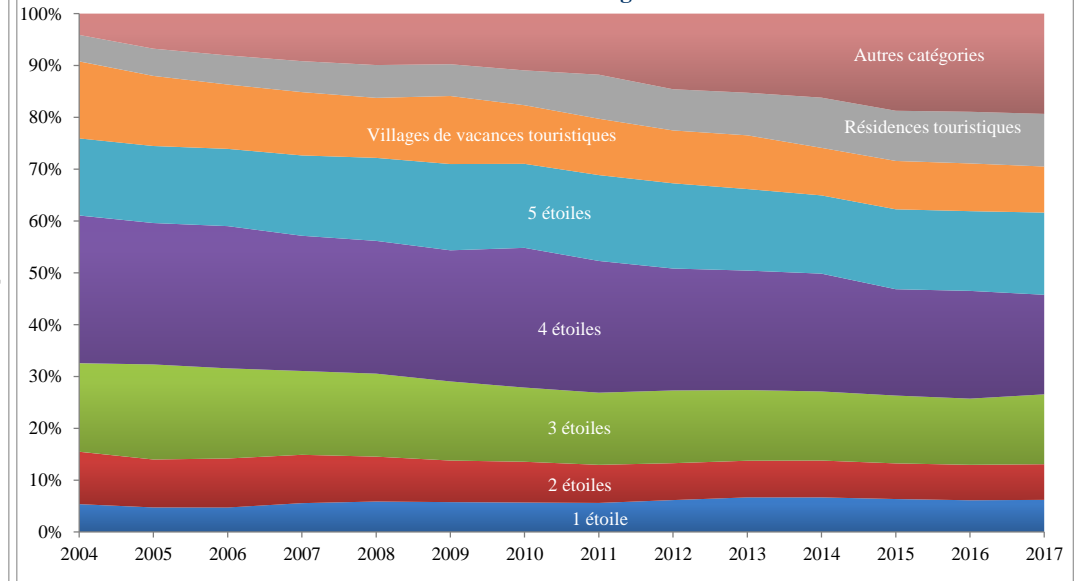
(En %)	Moyennes																			Moyennes	
	1995-1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-16
Part du Maroc dans les recettes mondiales	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,9
Part du Maroc dans les arrivées touristiques	0,3	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,6	0,6	0,7

Source : Organisation Mondiale du Tourisme, Ministère du Tourisme + Calcul DEPF

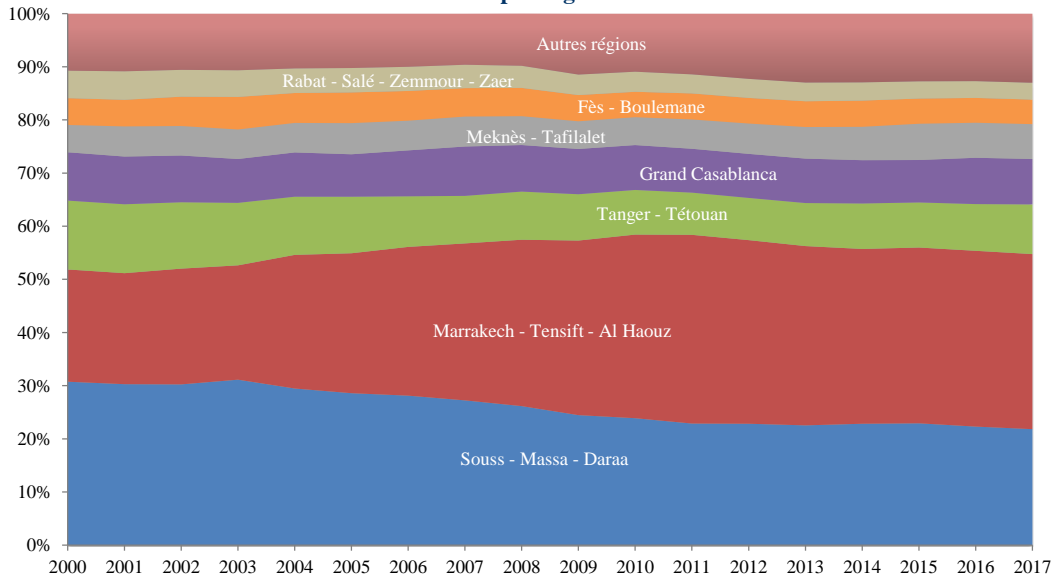
Evolution de la capacité d'hébergement et des nuitées touristiques (établissements classés)



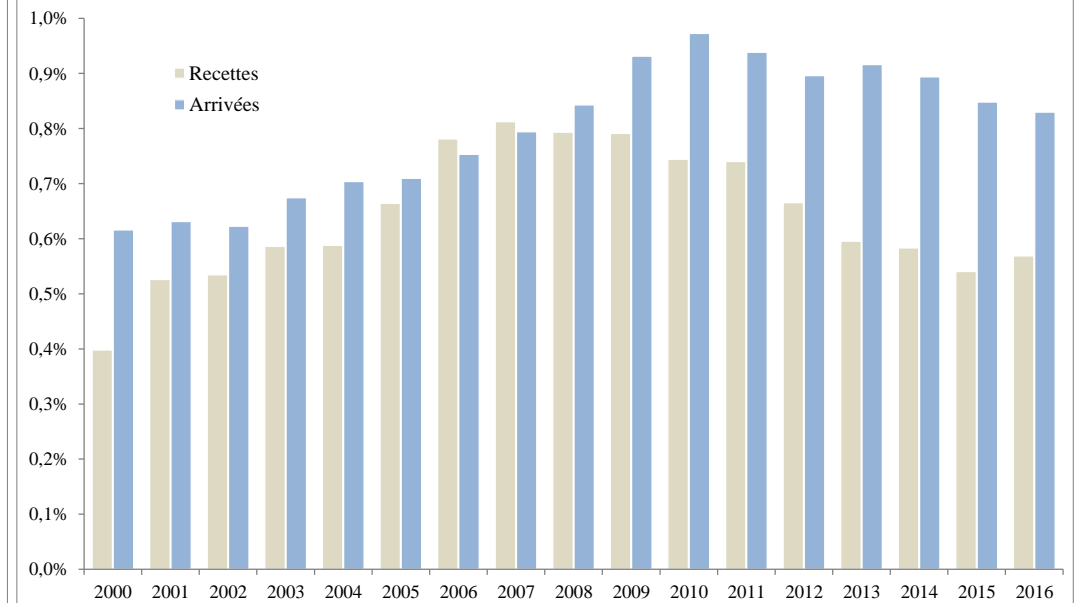
Evolution de la structure de la capacité d'hébergement des établissements classés selon la catégorie



Evolution de la structure de la capacité d'hébergement des établissements classés par région



Evolution de la part du Maroc dans le tourisme mondial



Télécommunication



Source :

- L'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)
- Haut Commissariat au Plan

Evolution du parc téléphonique

En milliers DH	Rythme de croissance																			Rythme de croissance		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Téléphone fixe	24,3	8,7	1472	1140	1127	1219	1308	1341	1266	2394	2991	3516	3749	3566	3279	2925	2488	2222	2070	2046	5,9	-4,1
Part (En %)			33,5	19,3	15,4	14,2	12,3	9,8	7,3	10,7	11,6	12,2	10,5	8,9	7,8	6,4	5,3	4,9	4,7	4,5		
Téléphone mobile	97,8	93,0	2922	4772	6198	7364	9337	12358	16005	20029	22816	25311	31982	36554	39016	42424	44115	43080	41514	43916	64,7	7,5
Part (En %)			66,5	80,7	84,6	85,8	87,7	90,2	92,7	89,3	88,4	87,8	89,5	91,1	92,2	93,6	94,7	95,1	95,3	95,5		
Parc téléphonique total	25,7	13,3	4394	5912	7325	8583	10645	13699	17271	22423	25807	28827	35731	40120	42295	45349	46602	45302	43584	45962	36,3	6,6

Source : ANRT + Calcul DEPF

Indicateurs de performance des télécommunications

	Moyenne																			Moyenne		
	1990-94	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Taux de pénétration (en %)	26,8	52,1	151	204	247	285	356	459	578	735	837	925	1134	1247	1300	1380	1405	1339	1288	1318	377,1	1217,3
Téléphone fixe	23,2	6,4	50	41	38	41	44	45	42	79	97	113	119	111	101	89	75	66	61	59	5,3	-5,4
Téléphoné mobile	94,4	89,7	102	164	209	245	313	414	536	657	740	812	1015	1136	1199	1291	1330	1274	1227	1260	63,2	6,1
Revenu moyen d'une minute de communication (ARPM) (en DHHT/minute)																						
Fixe														1,0	1,0	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9
Mobile														1,1	0,7	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5
Prépayé														1,3	0,8	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5
Postpayé														0,8	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,5
Usage moyen mensuel sortant par client (en minute/mois/client)																						
Fixe														136	126	111	125	121	127	129	125	125
Mobile														41	57	75	83	92	91	94	98	79
Prépayé														25	38	53	60	71	66	68	71	57
Postpayé														421	486	541	488	485	534	555	573	510
Trafic voix sortant (en million de minutes)																						
Fixe														1499	1321	1117	1110	945	927	926	815	1083
Mobile														4301	6491	9330	11324	12541	11860	12544	14019	10301
Trafic SMS sortant (En millions d'unités)														1101	1600	2016	3541	5428	4548	4493	4295	3378

Source : ANRT + HCP + Calcul DEPF

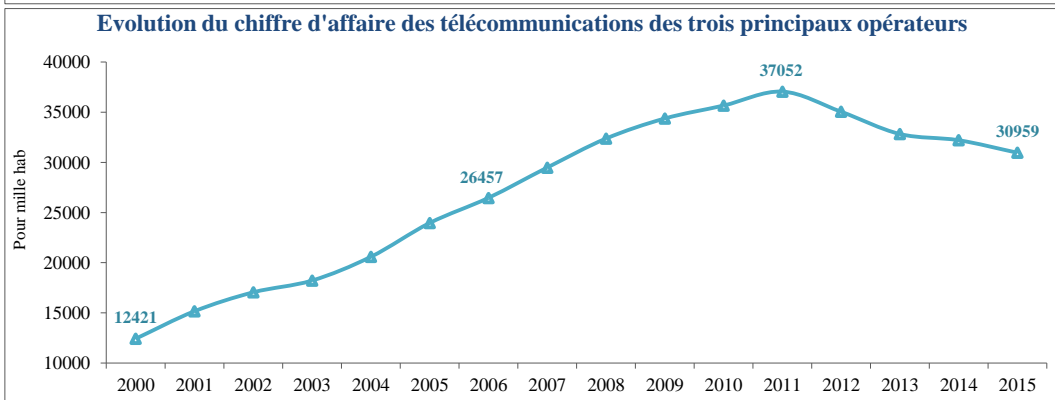
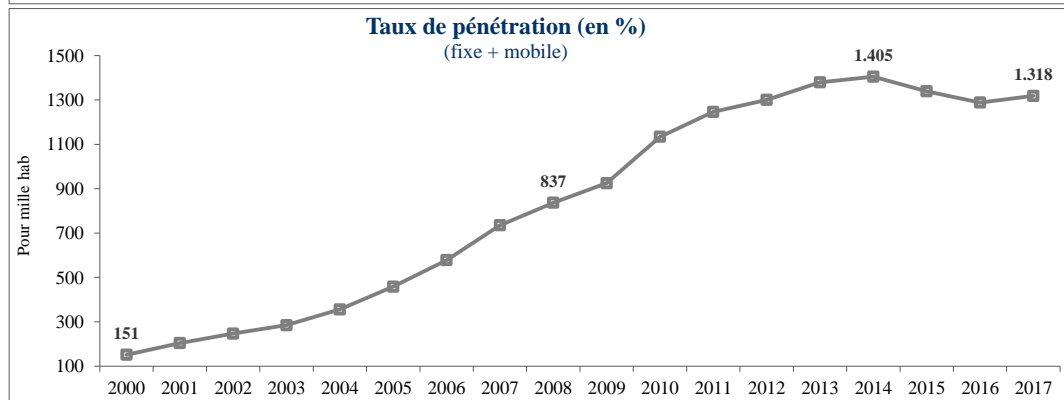
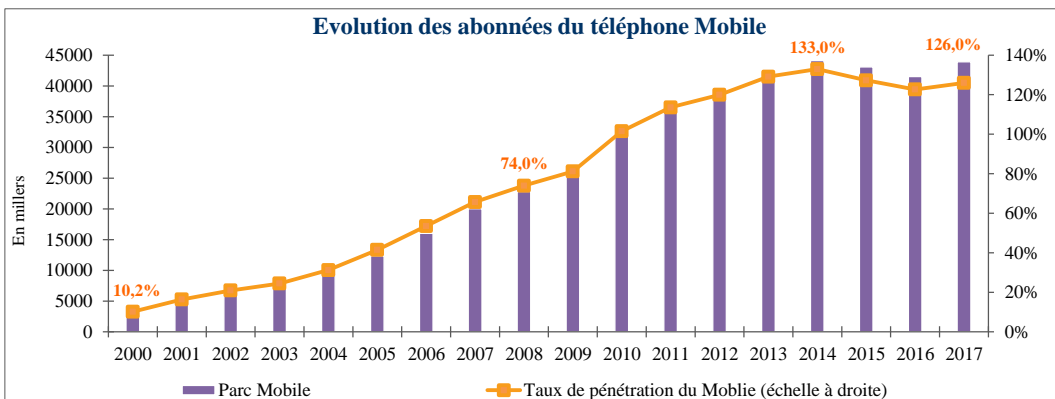
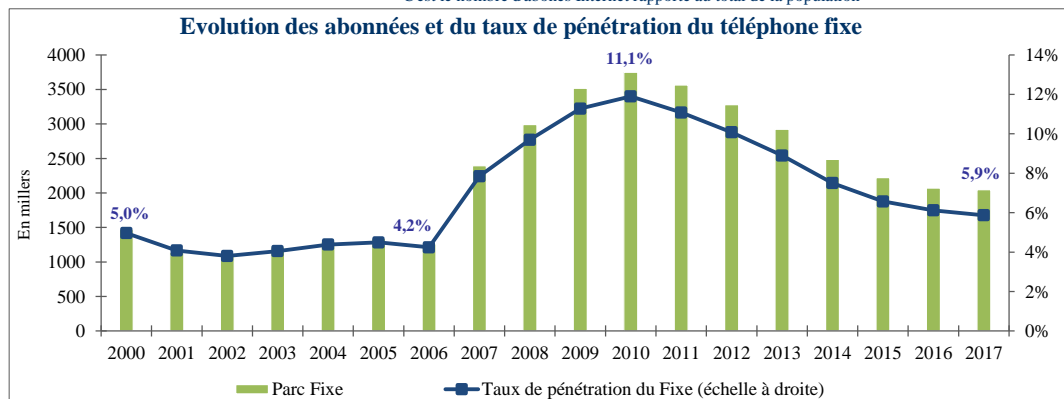
⁽¹⁾ Chiffre d'affaires des différents opérateurs de télécommunication au Maroc (En millions DH)

Evolution du parc Internet

	Moyenne																			Moyenne	
	1995-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2000-07	2008-17
Nombre d'abonnés Internet (En milliers)	0,7	20	53	55	61	113	262	400	526	757	1187	1867	3182	3957	5776	9969	14471	17058	22192	186,3	8041,7
ADSL					3	63	248	391	476	483	475	498	590	682	836	983	1132	1229	1325	147,6	823,1
3G									43	268	707	1366	2591	3274	4939	8984	13337	15817	20829		7211,2
Taux de pénétration d'Internet ⁽¹⁾		0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	0,9	1,3	1,7	2,5	3,8	5,9	9,9	12,2	17,6	30,1	42,8	50,4	63,7	0,6	23,9
Facture moyenne mensuelle par client Internet (en DHHT)												80	53	42	36	23	24	24	24		38
Internet ADSL												139	116	111	98	93	64	98	97		102
Internet 3G												55	37	27	21	18	17	17	17		26

Source : ANRT + Calcul DEPF

⁽¹⁾ C'est le nombre d'abonnés Internet rapporté au total de la population



Assurances



Source :

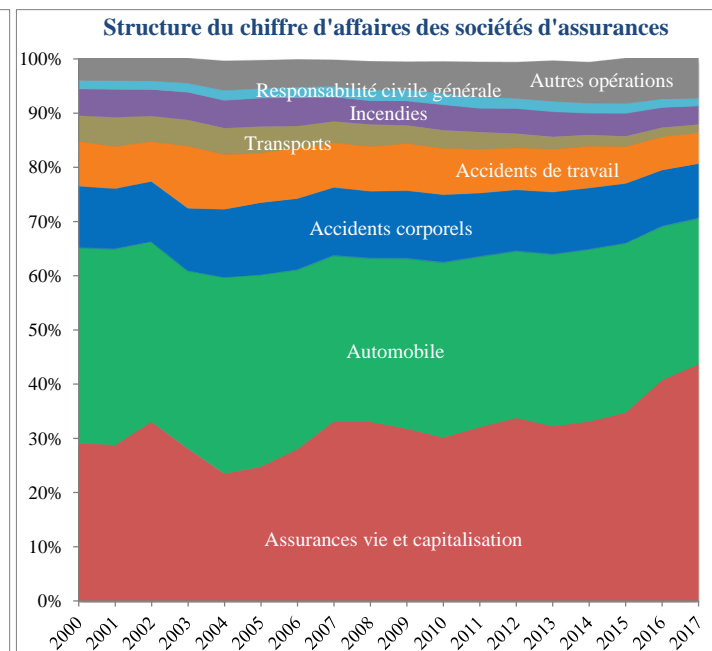
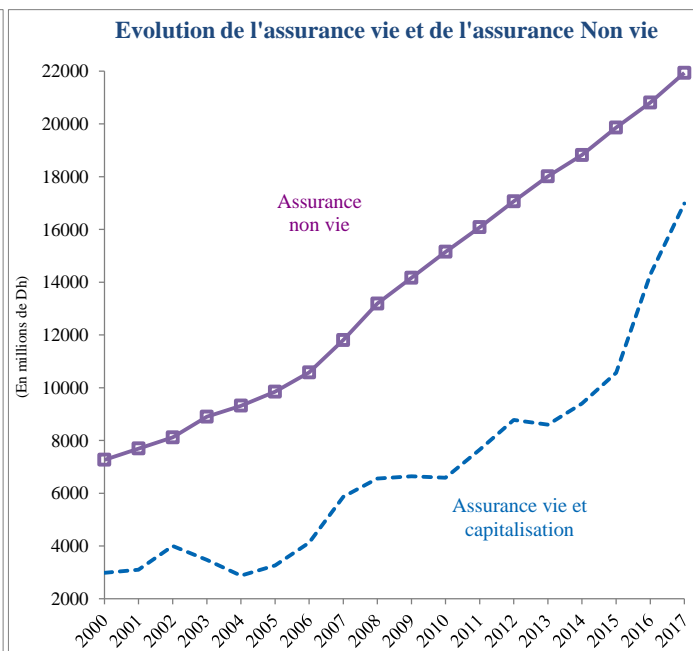
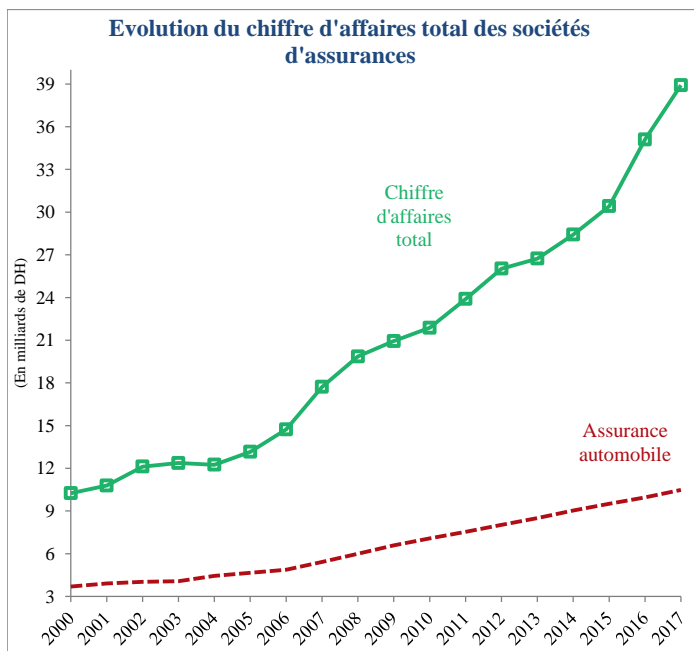
Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS)

Evolution du chiffre d'affaires des sociétés d'assurances ⁽¹⁾

(En millions de DH)	Moyennes																				Moyennes	
	90-94	95-99	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	00-07	08-17
Total du chiffre d'affaires	5311	8268	10248	10791	12116	12372	12251	13157	14731	17721	19855	20940	21873	23894	26024	26734	28421	30421	35102	38920	12923	27218
Assurance vie et capitalisation	20,5	23,7	29,1	28,7	33,0	28,1	23,5	24,8	28,0	33,1	33,0	31,7	30,1	32,0	33,7	32,2	33,1	34,7	40,7	43,6	28,7	35,3
Assurance non vie	79,5	76,3	70,9	71,3	67,0	71,9	76,1	74,8	71,8	66,6	66,4	67,6	69,3	67,3	65,6	67,4	66,2	65,3	59,3	56,4	71,1	64,3
Automobile	36,5	38,3	36,0	36,2	33,2	32,9	36,2	35,4	33,1	30,6	30,2	31,5	32,3	31,5	30,8	31,8	31,8	31,3	28,4	26,9	33,9	30,4
Accidents corporels	10,9	11,3	11,4	11,2	11,1	11,5	12,6	13,3	13,1	12,6	12,4	12,5	12,5	11,7	11,3	11,5	11,3	11,0	10,4	10,1	12,2	11,3
Accidents de travail	11,4	9,6	8,4	7,9	7,4	11,6	10,2	9,3	9,4	8,3	8,4	8,7	8,7	8,2	7,8	8,0	7,8	6,9	6,2	5,7	9,1	7,4
Transports	9,5	5,9	4,6	5,3	4,7	4,7	4,7	4,8	4,0	3,8	4,0	3,3	3,2	3,1	2,5	2,2	2,0	1,8	1,6	1,6	4,5	2,4
Incendies	6,2	5,3	4,9	5,2	4,9	5,1	5,1	5,2	5,2	4,5	4,4	4,5	4,7	4,4	4,7	4,7	4,1	4,3	3,8	3,4	5,0	4,2
Responsabilité civile générale	1,9	1,7	1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9	1,9	2,0	2,1	2,1	1,8	1,9	1,8	1,8	1,6	1,4	1,7	1,8
Autres opérations	3,0	4,1	4,0	4,1	4,1	4,5	5,4	5,1	5,0	4,8	5,2	5,1	5,7	6,3	6,5	7,3	7,4	8,2	7,3	7,3	4,7	6,8

Source : Direction des Assurances et de la Prévoyance Sociale + Calcul DEPF.

⁽¹⁾ Il s'agit uniquement des primes émises par les sociétés d'assurances.



Banques

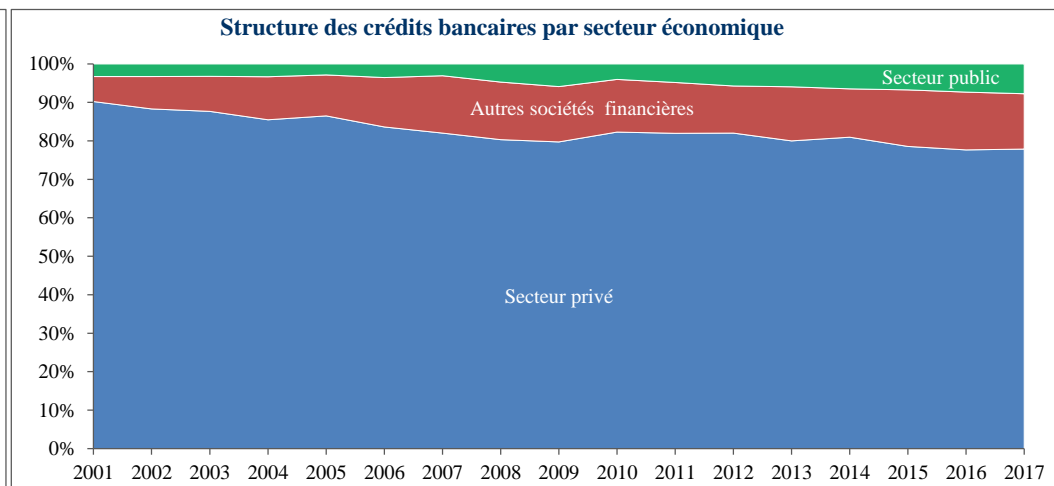
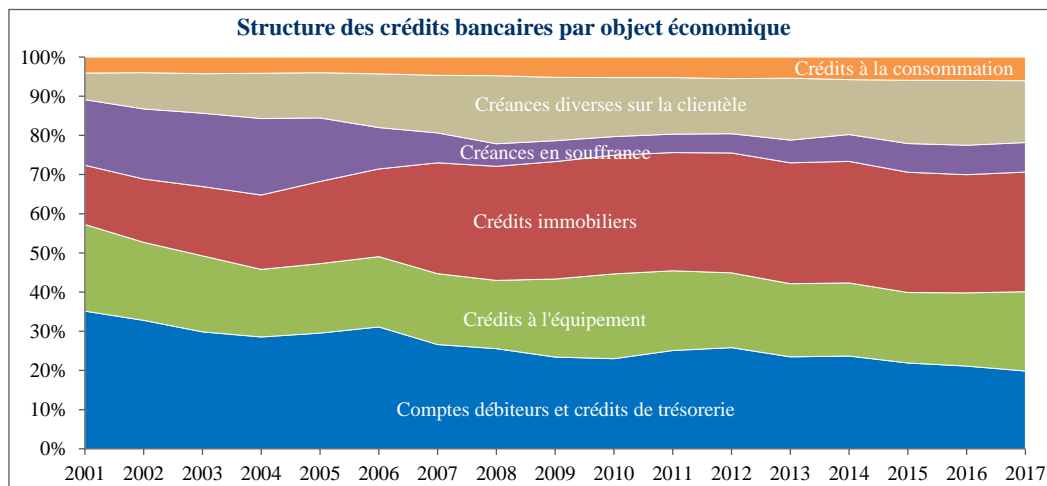


Source :
Bank Al-Maghrib

Structure des Crédits bancaires par objet et secteur économique

(En %)	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
	2000-07	2008-17																	
Crédits bancaires (en milliards de dirhams)	204,9	211,1	224,4	241,5	270,8	325,6	424,4	526,2	577,1	621,5	687,3	719,2	747,0	763,4	785,0	818,2	842,1	303,6	708,7
Par objet économique																			
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	35,2	32,8	29,9	28,5	29,6	31,1	26,6	25,6	23,4	23,0	25,1	25,8	23,5	23,7	21,9	21,1	19,9	30,0	30,0
Crédits à l'équipement	22,1	20,0	19,4	17,3	17,7	17,9	18,1	17,4	19,9	21,6	20,4	19,1	18,7	18,7	18,0	18,7	20,2	18,7	18,7
Crédits immobiliers	15,1	16,1	17,7	19,0	21,0	22,4	28,3	29,1	30,0	30,3	30,2	30,6	30,9	31,0	30,7	30,2	30,5	21,0	21,0
Crédits à l'habitat	14,7	15,5	16,8	18,0	19,5	20,4	20,0	18,6	19,0	19,9	20,0	20,9	21,4	22,3	22,9	23,0	23,2	18,3	18,3
Crédits aux promoteurs immobiliers	0,2	0,7	0,7	0,9	1,5	1,9	8,3	10,5	11,0	10,3	9,9	9,5	9,2	8,5	7,4	6,8	7,2	2,7	2,7
Crédits à la consommation	4,1	4,0	4,3	4,1	4,0	4,3	4,6	4,8	5,2	5,2	5,2	5,5	5,4	5,8	5,9	6,0	6,0	4,2	4,2
Créances diverses sur la clientèle	6,8	9,2	10,1	11,6	11,5	13,7	14,7	17,3	16,1	15,1	14,4	14,1	15,8	14,0	16,2	16,6	15,8	11,7	11,7
Créances en souffrance	16,8	17,9	18,7	19,5	16,3	10,6	7,6	5,8	5,3	4,8	4,7	4,9	5,9	6,9	7,3	7,5	7,6	14,3	14,3
Par secteur économique																		0,0	0,0
Autres sociétés financières	6,5	8,4	9,1	11,2	10,6	12,9	14,9	15,0	14,4	13,7	13,2	12,2	14,0	12,6	14,8	15,0	14,4	11,2	11,2
Secteur public	3,3	3,3	3,2	3,3	2,9	3,5	3,0	4,7	5,9	4,0	4,8	5,7	5,9	6,4	6,7	7,3	7,7	3,2	3,2
Administrations locales	2,2	2,3	1,9	2,0	1,6	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5	1,6	1,6	1,7	1,8	1,8	2,1	1,7	1,7
Sociétés non financières publiques	1,1	1,0	1,3	1,3	1,2	2,1	1,7	3,4	4,4	2,5	3,3	4,1	4,3	4,7	4,9	5,5	5,7	1,5	1,5
Secteur privé	90,2	88,3	87,7	85,5	86,5	83,6	82,0	80,3	79,7	82,3	82,0	82,1	80,0	81,0	78,5	77,7	77,9	85,6	85,6
Autres sociétés non financières	61,1	52,9	47,9	44,1	46,7	46,5	44,4	44,2	44,3	46,6	47,2	46,1	42,4	42,9	40,4	39,8	39,4	48,2	48,2
Autres secteurs résidents	29,1	35,5	39,8	41,4	39,8	37,1	37,6	36,1	35,4	35,7	34,8	35,9	37,6	38,1	38,2	37,8	38,5	37,4	37,4

Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de Bank Al-Maghrib.



Evolution des indicateurs de rentabilité

(en milliards de dirhams)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
																	2000-07	2008-17
Total bilan	367	384	417	461	540	657	763	855	886	971	1041	1095	1103	1145	1199	1271	471	1033
Dépôts de la clientèle	275,0	300,0	327,0	373,0	437,0	516,0	573,0	627,0	620,0	661,2	693,6	722,0	770,0	819,0	854,0	901,0	371,3	724,1
Créances sur la clientèle	179,4	187,7	200,1	225,2	276,3	359,5	447,7	500,4	553,4	617,4	656,4	670,5	680,0	695,3	716,4	744,6	238,0	628,2
Fonds propres (hors bénéfices de l'exercice)	31,0	27,0	32,0	36,0	40,0	46,0	55,0	64,0	74,0	78,0	88,4	94,0	98,0	104,0	109,0	115,0	35,3	87,9
Produit net bancaire	16,8	17,3	18,6	20,2	22,2	26,0	27,2	30,0	32,8	35,9	38,6	40,3	44,0	43,6	45,0	46,0	20,2	38,3
Résultat brut d'exploitation	7,6	8,2	9,3	10,8	11,8	15,7	14,6	16,5	17,9	18,7	20,4	21,5	23,8	23,7	23,3	23,5	10,6	20,4
Résultat net	0,3	-0,6	3,5	2,1	6,7	9,0	8,6	9,2	9,7	10,0	9,9	9,9	10,0	9,4	9,2	10,8	3,5	9,7
Coefficient moyen d'exploitation (en %)	53%	54%	52%	50%	48%	47%	47%	47%	46%	48%	48%	48%	46%	49%	49%	51%	50,6%	47,8%
Rentabilité des actifs (ROA) (en %) ⁽¹⁾	0,1%	-0,1%	0,8%	0,5%	1,3%	1,5%	1,0%	1,0%	1,2%	1,1%	1,0%	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%	0,9%	0,7%	1,0%
Rentabilité des fonds propres (ROE) (en %) ⁽²⁾	1,0%	-2,0%	11,0%	6,0%	17,4%	20,6%	15,0%	15,0%	14,2%	13,3%	11,8%	10,6%	10,2%	9,1%	8,6%	9,5%	9,0%	11,7%
Taux des créances en souffrance (en %)	15,7%	10,9%	7,9%	15,7%	10,9%	7,9%	6,0%	5,0%	4,0%	4,8%	5,0%	5,9%	6,9%	7,4%	7,6%	7,5%	11,5%	6,0%

Source : Bank Al-Maghrib

⁽¹⁾ ROA = Résultat net/Moyenne des actifs⁽²⁾ ROE = Résultat net/Moyenne des fonds propres

Evolution des indicateurs de bancarisation

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes	
																		2000-07	2008-17
Réseau bancaire																			
Nombre de guichets bancaires	3382	3473	3571	3686	3896	4131	4474	4900	4425	4787	5113	5447	5711	5915	6139	6283	6388	3802	5511
Nombre d'habitant par guichets		8532	8426	8100	7700	7300	6700	6300	7100	6600	5024	5900	5700	5700	5500	5400	5450	7793	5867
Réseau GAB	968	1179	1385	1727	2132	2761	3159	3629	4144	4544	5024	5476	5895	6234	6529	6821	7025	1902	5532
dont: nouvelles créations	228	211	206	342	405	629	398	470	515	400	480	452	417	339	295	292	204	346	386
Taux de bancarisation ^(*)	27%	29%	32%	34%	35%	37%	39%	43%	47%	50%	54%	57%	60%	63%	67%	69%		33%	57%
Nombre d'établissements																			
Banques	19	18	18	17	16	16	16	18	19	19	19	19	19	19	19	19	19	17	19
Banques à capital majoritairement étranger	5	5	5	5	5	5	5	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	5	7
Banques à capital majoritairement public	7	6	6	6	5	5	5	5	6	6	5	5	5	5	5	5	5	6	5

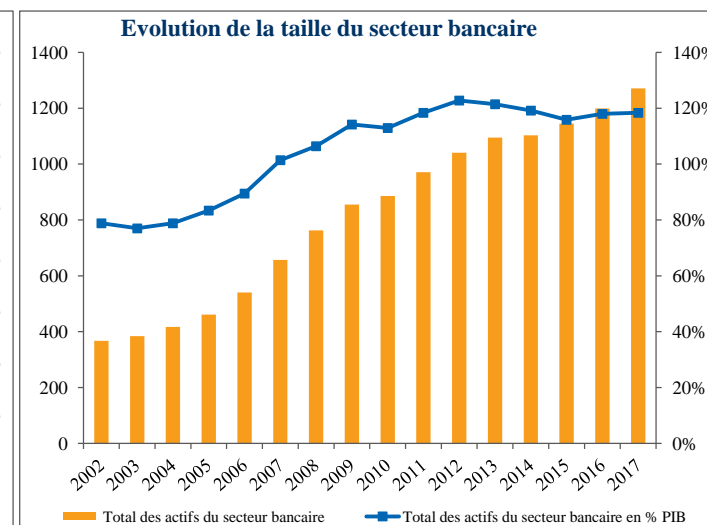
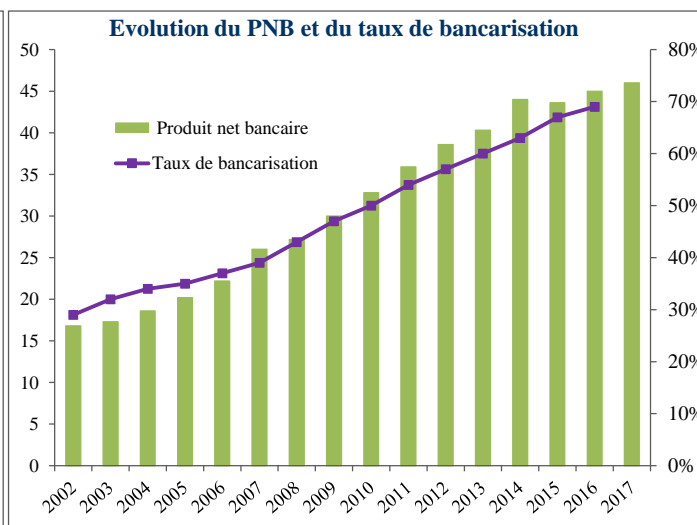
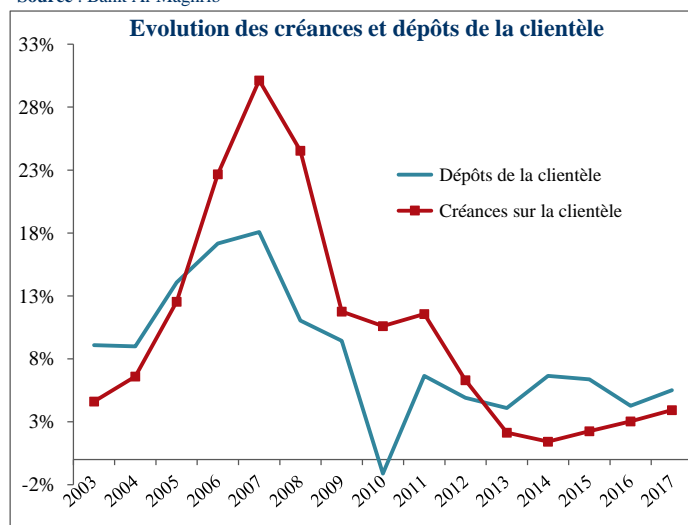
Source : Bank Al-Maghrib

^(*) Nombre total des comptes/Population total

Structure des emplois et des ressources des banques

(en %)	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Moyennes		
																	2000-07	2008-17	
Ressources																			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5,9	6,3	4,6	5,5	5,6	6,8	7,7	7,6	6,9	9,3	11,5	11,9	9,8	9,0	7,8	7,9	5,8	8,9	
Dépôts de la clientèle	76,1	78,5	79,1	81,4	81,0	78,7	74,9	72,6	72,5	69,8	66,9	66,0	69,8	71,5	71,2	70,9	79,1	70,6	
Dettes obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	6,7	8,0	8,7	8,6	8,2	8,0	7,0	7,3	7,8	0,0	7,6	
Titres de créance émis	5,6	4,4	3,8	1,9	2,0	2,8	4,2	4,4	5,6	6,5	6,4	6,1	5,7	4,3	4,4	4,6	3,4	5,2	
Dettes subordonnées	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	0,7	1,7	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	2,2	2,6	2,9	3,3	0,2	2,4	
Fonds propres	8,9	7,9	7,7	8,3	7,4	6,9	7,3	7,6	8,5	8,1	8,5	8,6	8,9	9,1	9,1	9,1	7,8	8,5	
Résultat net	0,0	-0,2	0,8	0,5	1,2	1,4	3,1	4,3	3,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	1,0	0,9	0,6	1,7	
Autres passifs	3,5	3,0	4,0	2,2	2,4	2,8	1,1	1,1	1,1	3,2	3,5	4,5	2,7	2,6	3,6	3,5	3,0	2,7	
Total (en milliards de dirhams)	359,5	379,7	411,5	455,8	538,2	654,7	763,9	828,1	858,7	970,9	1040,6	1095,1	1103,3	1145,5	1198,8	1271,1	466,6	1027,6	
Emplois																			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	15,0	17,6	20,1	21,5	22,2	23,2	20,6	17,4	14,9	14,3	12,4	12,6	12,5	14,4	14,3	14,2	19,9	14,8	
Créances sur la clientèle	49,9	49,4	48,6	49,4	51,3	54,9	58,6	60,4	64,4	63,6	63,1	61,2	61,6	60,7	59,8	58,6	50,6	61,2	
Portefeuille-titres	28,9	27,2	25,7	23,9	21,6	17,7	16,2	17,9	16,3	17,6	19,9	21,5	20,9	19,5	20,5	21,6	24,2	19,2	
dont Bons du Trésor	21,5	20,6	17,9	16,9	14,7	11,6	9,5	9,7	8,1	8,9	10,1	12,5	10,6	10,3	9,9	11,0	17,2	10,1	
Valeurs immobilisées	3,0	2,9	2,9	2,8	2,5	2,1	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,2	2,4	2,6	2,8	2,7	2,2	
Autres actifs	3,2	2,8	2,6	2,4	2,4	2,0	2,5	2,4	2,2	2,4	2,6	2,7	2,8	3,0	2,9	2,9	2,6	2,6	
Total (en milliards de dirhams)	359,5	379,7	411,5	455,8	538,2	654,7	763,9	828,1	858,7	970,9	1040,6	1095,1	1103,3	1145,5	1198,8	1271,1	466,6	1027,6	

Source : Bank Al-Maghrib



Direction des Etudes et des Prévisions Financières

Ministère de l'Economie et des Finances

<http://depf.finances.gov.ma>

Boulevard Mohamed V. Quartier Administratif, Rabat-Maroc

Téléphone : (00212) (0) 537.67.74.15/16

Télécopie : (00212) (0) 537.67.75.33

E-mail : depf@depf.finances.gov.ma